

P.4 POÉSIE

L'ODYSSÉE D'HOMÈRE

Victor Blanc

P.28 LE GRAND ENTRETIEN

L'ÉTAT DU MONDE

Lydia Samarbakhsh

P.38 PRODUCTION DE TERRITOIRES

BATTIR EN PALESTINE :
UNE AVENTURE
CARTOGRAPHIQUE
HORS NORME

Yasmine Desclaux-Salachas

Hervé Quinquenel



DOSSIER

FAB-LAB

**DU BIDOUILLAGE INFORMATIQUE
À L'INVENTION SOCIALE**



L'équipe de *La Revue du projet* à la fête de l'Humanité 2014.

THÈMES DES PROCHAINS NUMÉROS :

Première Guerre mondiale ; Périurbain et ruralité ; Liberté ! ; Média ; Politisation...

Vous avez des idées sur ces dossiers n'hésitez pas à nous contacter : **Écrivez à** revue@pcf.fr

Ne manquez pas le rendez-vous intellectuel et politique des communistes, organisé par l'UEC et votre revue :

Communisme de nouvelle génération vers de nouvelles libertés

Le vendredi 17 octobre 18h

Université Paris-8 Saint-Denis

AVEC **Gérard Miller**, directeur du département de psychanalyse de l'université Paris-8.
Stéphanie Roza, professeur agrégée et docteur en philosophie.
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie De l'arithmétique à la poliorcétique

4 POÉSIES

Nicolas Dutent Rencontres d'Arles : l'or des images d'une édition moribonde (2/2)

5 REGARD

Victor Blanc *L'Odyssée* d'Homère

6 ▶ 25 LE DOSSIER

FAB-LAB, DU BIDOUILLAGÉ INFORMATIQUE À L'INVENTION SOCIALE

Présentation : **Florian Gulli, Yann Le Pollotec** Les *fab-labs* et la perspective communiste

Yann Le Pollotec Une tentative paradoxale de subvertir (hacker) le système

- Les mots-clés de l'univers des *fab-labs*

Sébastien Brocca Que faut-il attendre du mouvement *Do it Yourself* (Faites-le vous-même) ?

Serge Jamgotchian Vers un nouvel industrialisme ?

Y.L.P. Communisme du capital cognitif

Emmanuel Gilloz Le projet « Foldarap », une expérience de l'ouverture

- Les *fab-labs* un service public ?

Débat entre **Amar Bellal** et **Yann Le Pollotec** sur un texte d'**André Gorz**, La sortie du capitalisme a-t-elle commencé ?

Bernard Stiegler Le nouvel âge de l'automatisation

Karl Marx Fragment sur les machines

Yann Moulier-Boutang De nouveaux espaces communs de la société humaine

26 LECTRICES & LECTEURS

Clément Arambourou L'abolition est-elle synonyme de prohibition ?

28 ▶ 31 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Lydia Samarbakhsh L'État du monde

BRÈVES DE SECTEUR

- Les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier pour l'austérité

- Transition énergétique : priorité au service public !

32 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Le silence des cadres

34 MOUVEMENT RÉEL

Yvon Quiniou Démythifier Foucault

36 HISTOIRE

Pierre-François Souyri Ikki : une histoire des révoltes populaires dans le Japon médiéval et moderne (XV^e - XIX^e siècles)

38 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Jasmine Desclaux-Salachas, Hervé Quinquenel Battir en Palestine : une aventure cartographique hors norme

40 SCIENCES

Vincent Deparis Comment connaître l'intérieur de la Terre ?

42 SONDAGES

Gérard Streiff Le salarié n'est pas écouté

43 STATISTIQUES

Michaël Orand Le niveau de vie des Français continue de baisser

44 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch Gauche : une fin rêvée

46 CRITIQUES

- LIRE : **Igor Martinache** *Le Capital au XXI^e siècle* de **Thomas Piketty** Un ouvrage au cœur du débat politique

- **Nicos Poulantzas** *L'État, le pouvoir, le socialisme*

- **Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier** *Le Parti communiste français et le livre*

- **Henri Malberg** *Incorrigiblement communiste*

- **Christian Favier** *Coup d'État contre les départements, réforme territoriale : l'impasse technocratique*

- **Éric Fassin, Carine Fouteau, Serge Guichard, Aurélie Windels** *Roms et riverains. Une politique municipale de la race*

50 DANS LE TEXTE

Florian Gulli, Jean Quétier La vie détermine la conscience

53 BULLETIN D'ABONNEMENT

55 EXPRESSION COMMUNISTE / NOTES

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Patrice Bessac

Rédacteur en chef : Guillaume Roubaud-Quashie • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nicolas Dutent, Clément Garcia, Maxime Cochard, Alexandre Fleuret, Marine Roussillon, Côme Simien, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Anthony Maranghi, Franck Delorieux, Francis Combes
Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomassey • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)
Dépôt légal : Octobre 2014 - N°40.

De l'arithmétique à la poliorcétique

Quel paysage politique se présente sous nos yeux quand la crise du capitalisme et les politiques d'austérité immergent notre peuple chaque jour davantage dans les bouillons acides de la vie dure, quand il faudrait batailler fort et clair et ferme pour gagner l'alternative. Tout semble n'être que déchirures et dissensions. Tout ? Hélas, pas vraiment : le Front national, naguère encore miné par de visibles désaccords, s'avance, verbe haut et mains sales, uni derrière quelques idées qui sont les branches d'un même tronc : il faut mettre un terme à l'invasion musulmano-africaine, cause de tous les grands maux de notre temps. Le discours, porté par une force structurée et unie, validé en outre à droite et parfois même à certains égards, au gouvernement, gagne assurément en écho populaire. Pour autant, les lecteurs de cette revue le savent, et tant pis pour les amateurs d'apitoiements romantiques (façon Musset : « Les plus désespérés sont les chants les plus beaux », etc.) : ces idées ne sont pas encore hégémoniques. Elles avancent, doucement, dangereusement, *résistiblement*. Alors, unir, se rassembler pour résister : voilà une idée qui chemine. Qui n'a entendu un parent, un ami prôner l'union sacrée de tous les démocrates ce soir de mai 2014 lorsque le Front national arriva en tête des élections européennes ? Qui croit vraiment que les discours alarmistes de Manuel Valls appelant à serrer les rangs derrière le Parti socialiste pour éviter le pire ne trouvent aucune oreille ? Des millions de personnes sont déjà sensibles à ces appels ; toutes choses égales par ailleurs, ils seront à n'en pas douter des millions de plus lorsque, non sans trembler, ils seront seuls dans l'isolement, ce dimanche qui accueillera l'élection qu'ils jugent seule utile (non sans quelque raison, la V^e République étant ce qu'elle est) : l'élection présidentielle. Et pourtant, qui peut penser que l'issue est là ? Qui peut penser que cette alliance défensive et sans contenu pourra mobiliser ces autres millions de citoyens sans lesquels aucune majorité de progrès n'est plus possible, ces millions de citoyens que ces cris aux loups lassent, face à une vie qui ne s'améliore décidément jamais vraiment ? Toute la période politique tient sans doute dans cette contradiction toute de résignation aux conclusions contraires : voter pour le mieux placé, quel qu'il soit, pour éviter le pire du pire afin que rien ne change en vraiment mal ; ne pas voter du tout puisque rien ne changera de toute façon. Y a-t-il une issue positive possible ? Beaucoup en doutent, parfois même parmi nous, se laissant aller aux soupirs et au découragement luxueux. D'autres estiment que c'est en montrant un refus opiniâtre de tout rassemblement que l'étincelle jaillira, mettant le feu à la plaine. Le hic est que les plaines sont plutôt détrempées et que les solos funèbres assèchent mal les marais. Quel autre choix que le rassemblement dès lors ? Mais, protestera-t-on, n'y a-t-il pas des désaccords profonds, sérieux ? N'y a-t-il pas des faux nez, des opportunistes filous ? Leur tendre la main ne fera-t-il pas accroire que nous les croyons sincères ? Un travail avec eux ne leur permettra-t-il pas de jouir de notre crédit tout en l'amoindrissant aux yeux de ceux qui connaissent leurs travers ?

À ces fortes objections souvent sincères, le Parti communiste répond avec juste constance que l'issue – car issue il y a – ne peut être que dans le contenu, dans le *projet* – c'est pourquoi les communistes y travaillent tant depuis le dernier congrès. On

ne rassemblera pas des majorités sur des mots étendards – fût-ce le mot « gauche », toujours puissant mais bien écorné. On ne les rassemblera pas davantage sur des tactiques politiques – alliance systématique comme refus systématique d'alliance étant même postures qui ne régulent que ceux qui n'ont pas le ventre vide. On ne pourra rassembler des majorités que sur des contenus phares.

De ce point de vue, en ce 50^e anniversaire de la mort de Maurice Thorez, réfléchir au Front populaire, *mutatis mutandis*, n'est peut-être pas inutile. Des revendications peu nombreuses, simples, populaires ; l'unité de ceux qui travaillent par-delà même les barrières traditionnelles ; comprendre ce qu'il y a de juste dans les angoisses qui poussent vers les rives extrêmes et prétendre y apporter une vraie réponse plutôt que d'insulter les égarés.

Le passage est célèbre mais la place de l'histoire communiste dans notre société étant ce qu'elle est – défigurée et étouffée –, il vaut d'être cité à nouveau : « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix-de-feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. » (Maurice Thorez, Radio-Paris, 17 avril 1936).

Oui, mille et mille désaccords existent parmi ceux que nous avons à rassembler. Oui, ces désaccords sont importants – gare à qui l'oublierait – mais soyons-en sûrs, ils perdureront longtemps, non seulement dans les appareils politiques – qui passent – mais aussi dans notre peuple – qui demeure. Or si nous voulons dépasser le capitalisme – et notre monde en a tant besoin –, il nous faudra bien travailler avec ces millions de personnes qui, d'accord avec nous sur plusieurs aspects, ne le sont pas – pas encore – sur d'autres. Unissons-les autour de quelques idées (le Front populaire en avait choisi trois) et commençons le chemin qui, seul, permettra de convaincre plus et mieux.

Alors, oui, unir, largement, sans réserve, sur un contenu populaire de progrès. Unir pour entraîner et pour gagner ou dépérir seul, la pureté au cœur et la vérité en tête : telle est l'alternative. Bien sûr, ce combat ne relève sans doute pas de la *Blitzkrieg* (guerre éclair) ; il s'agit bien davantage d'un siège – ce qu'en langage savant, on appelle la poliorcétique.

Pierre Laurent l'a dit à la Fête de l'Humanité dans un discours important : « L'heure n'est pas aux soustractions. L'heure doit être aux additions des forces disponibles pour construire une issue favorable. » En d'autres termes, troquons notre armée de divisions contre des divisions armées. Ou encore, divisions pour divisions : quittons l'arithmétique pour la poliorcétique. ■



GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE,
Rédacteur en chef

L'Odyssée d'Homère

L'Odyssée d'Homère fait encore partie, près de deux mille sept cents ans après sa composition, de ce que les Grecs appelaient *τὰ κοινὰ*, ce qui est commun, la culture, le savoir partagé. Les raisons de cette survivance sont nombreuses et contradictoires. Le rayonnement du monde méditerranéen dans le reste de l'Europe, puis de celle-ci dans le monde entier, a fait du chef-d'œuvre d'Homère aussi bien un modèle littéraire, avec son style bien défini et admiré pour ses périphrases et ses métaphores (les *épiques homériques* : l'aube « aux doigts de rose », Zeus « l'assembleur des nuées »), qu'une source infinie de références pour la publicité. C'est qu'avec les quelques épisodes que la culture populaire identifie comme l'histoire d'Ulysse (le cheval de Troie, la confrontation avec les sirènes, le cyclope Polyphème, la tapisserie sans fin de Pénélope, le massacre des prétendants...), écrivains, artistes et publicitaires disposent d'un mythe puissant, profond, qui évoque immédiatement de grands thèmes derrière lesquels chacun peut rêver : l'exil, le voyage, la mer, l'amour, la fidélité, la patrie, le pouvoir des mots, le destin, la mort...

Mais *L'Odyssée* est heureusement plus qu'une succession d'épisodes mémorables. On s'est longtemps demandé s'il fallait attribuer *L'Odyssée* à un ou à plusieurs auteurs. Si l'on en croit les hypothèses actuelles, la complexité narrative de l'œuvre serait la marque d'un auteur, et d'un seul, avant qu'interviennent nombre d'ajouts et d'interpolations. Un seul poète, donc, ce qui donne à l'épopée sa singularité, ce qui l'empêche d'être un simple reflet de l'idéologie grecque de l'époque. Alors que *L'Iliade* mettait en avant, magnifiquement, les valeurs

viriles de la guerre, de l'héroïsme, *L'Odyssée* les questionne. Ulysse parle plus qu'il n'agit, parle sans fin, comme un poète ou un camelot ; il se perd dans les mers inhumaines et monstrueuses, à la recherche des « mangeurs de pains », ses frères humains. Ce ne sont pas des guerriers qui l'aideront dans son voyage, mais des femmes qui ne sont jamais réduites au simple rôle d'adjuvant : Athéna, Pénélope, Circé, Calypso... *L'Odyssée* se situe étrangement à la périphérie des idéaux de la Grèce archaïque. Quand tout bon guerrier devait briller au combat pour obtenir le κλέος, la gloire, la renommée, le défunt Achille, qui était pourtant le plus grand des guerriers, répond à Ulysse qui l'interroge aux enfers, au Chant XI : « *Ne cherche pas à m'adoucir la mort, ô noble Ulysse ! / J'aimerais mieux être sur terre domestique d'un paysan, / fût-il sans patrimoine et presque sans ressources, / que de régner ici parmi ces ombres consumées...* ». La véhémence d'Achille contre la mort, son refus d'accepter la rançon de la gloire, d'accepter ce dont tout Grec eût rêvé, demeure l'un des plus beaux mystères de la littérature. La traduction de Philippe Jaccottet, en vers libres, souples et rythmés, nous restitue cette étrangeté. Elle est peut-être moins exacte, dans le détail de la langue, que la version de Victor Bérard qui a longtemps fait autorité. Mais combien plus belle ! C'est Homère aux vers enfin rendu. Rendu au chant.

VICTOR BLANC

« Ô Muse, conte-moi l'aventure de l'Inventif :
celui qui pilla Troie, qui pendant des années erra,
voyant beaucoup de villes, découvrant beaucoup d'usages,
souffrant beaucoup d'angoisses dans son âme sur la mer
pour défendre sa vie et le retour de ses marins
sans en pouvoir sauver un seul, quoi qu'il en eût :
par leur propre fureur ils furent perdus en effet,
ces enfants qui touchèrent aux troupeaux du dieu d'En Haut,
le Soleil qui leur prit le bonheur du retour...
À nous aussi, Fille de Zeus, conte un peu ces exploits !

Tous les autres, tous ceux du moins qui avaient fui la mort,
se retrouvaient chez eux loin de la guerre et de la mer ;
lui seul, encor sans retour et sans femme,
une royale nymphe, Calypso, le retenait
dans son antre profond, brûlant d'en faire son époux ;
et, lorsque dans le cercle des années vint le moment
où les dieux avaient décidé qu'il rentrerait chez lui,
en Ithaque, il trouva de nouvelles épreuves
jusque parmi les siens, et son sort touchait tous les dieux,
hors Poséidon qui poursuivait sans cesse de sa haine
l'Égal des dieux, jusqu'à ce qu'il fût au pays. »

(Traduction de Philippe Jaccottet, début du Chant I)

Rencontres d'Arles : l'or des images d'une édition moribonde (2/2)

Bien que moribonds, les ateliers SNCF, amputés de l'essentiel de leur surface d'exposition, présentent plusieurs travaux qui méritent d'être évoqués. Parmi les photographes retenus pour le prix Découverte 2014, dont le résultat est pour le moins inégal, on s'attardera sur la série du photographe états-unien **Will Steacy** qui saisit la rédaction du *Philadelphia Inquirer* au travail dont des locaux tantôt effervescents et tantôt déserts. Tous les personnels de la chaîne de l'information, de la salle des rédacteurs à l'imprimerie, sont les acteurs d'un drame qui couve depuis plusieurs années : la frilosité des annonceurs, une baisse de diffusion drastique, les licenciements, le rachat et le spectre de la faillite. Sensible, cette série rappelle un fait têtue : « depuis 2000, la presse s'est séparée de 30 % de sa force de travail, soit le déclin industriel le plus rapide de l'histoire ». Le photoreportage laisse ensuite place aux grands formats oniriques de **Kechun Zhang** qui campe une Chine inattendue, où, face à la nature blafarde du fleuve Jaune, la présence humaine parviendrait presque à s'effacer, comme un triomphe provisoire sur l'empire industriel. Bien que décédé, **Youngsoo Han** a eu droit de cité et livre des visions authentiques et rares de la Corée des années 1950 : des détails modestes du quotidien, la mobilité et l'errance des individus captées au fil des saisons. Dans une ambiance maussade voire angoissante, il faut dire que le contexte social s'y prête, le Néerlandais **Pieter Ten Hoopen** documente avec sa série *Hungry Horse* [cheval

affamé en français] une région d'Amérique, les Rocheuses du Montana, minée par la récession et l'essor des méthamphétamines. Bien qu'esthétiques, les ruines de **Nadav Kander**, qui situe son intrigue à la frontière du Kazakhstan et de la Russie, recouvrent des réalités politiques explosives. Elles

refont surface en dévoilant les dommages causés par le silence des hommes. Un hommage en demi-teinte est enfin rendu à **Lucien Clergue**. Natif d'Arles, le photographe octogénaire impressionne moins par ses nus conventionnels et joueurs que sa capacité à imprimer l'imaginaire camarguais, en célébrant notamment, à travers plusieurs clichés saisissants et granuleux, des musiciens gitans virtuoses ou les figures montantes de la tauromachie.

Non loin de là, la programmation officielle tiendra ses dernières promesses grâce au travail de **Denis Rouvre** qui trouve un bel écho dans l'enceinte de l'église Saint-Blaise. Sur un fond noir qui évoque les portraits de la Renaissance

jours « en train de se faire » qui s'exprime, à mille lieues des replis identitaires et des conceptions bornées qui sont reprises ici et là. [...] La partition ne pouvait être refermée sans saluer le bouquet final offert par l'agence **Myop** dans le cadre du « off » virtuel et festif des rencontres. Dans une superbe bâtisse de la rue de la Calade que les membres du collectif ont retapée pour l'occasion, offrant au bâtiment vétuste une cure de jouvence inespérée, les différentes traditions photographiques étaient à l'honneur. [...] Outre les récits de **Julien Pebrel**, qui campe un sombre Haut-Karabagh baigné dans la militarisation, de **France Keyser**, qui donne corps au FN ou d'**Alain Keler**, qui retient les silences miniatures de sa mère disparue... on distinguera la

série de **Stéphane Lagoutte** qui dévoile les intérieurs spartiates et fantaisistes d'une cité HLM de Bonneuil (Val-de-Marne). L'ordinaire y côtoie un appel insistant d'ailleurs, comme le suggère le portrait d'un couple de retraités figé devant un papier peint figurant une forêt luxuriante, un aquarium géant accolé à un avocatier. Le poids de la tradition et de la famille se niche dans de multiples détails, tout comme les signes avant-coureurs de l'exclusion, relayés sans filtre par des gardiens d'immeubles. Un autre photoreportage, *Short cuts* de **Guillaume Binet**, fragments d'un travail en cours de réalisation, libère de beaux instants saisis sur le vif sur les routes des États-Unis, au milieu d'une nuit vaporeuse et de vibrations urbaines.

Avec la *Diagonale du vide*, **Lionel Charrier** et **Alain Keler** s'immiscent superbement sur le terrain de la photographie

sociale. On y retrouve les stigmates d'une France rurale [...]. Ulrich Lebeuf s'aventure lui aussi avec brio dans ces régions de la souffrance [...]. Un photojournalisme intelligent et brillant, miroir grossissant du désastre sanitaire et social qui vient...

NICOLAS DUTENT



Lucien Clergue, Hommage de la danseuse, mariage gitan, Arles, 1958, musée Réattu ©Clergue

et éclaire progressivement des visages aux ombres prégénantes, l'artiste fait témoigner un panel de Français sur le prétendu trouble identitaire qui accablerait notre pays. Images et sons se mêlent subtilement pour recueillir des expressions édifiantes et lapidaires. C'est une France terre de mélanges et tou-

FAB-LAB

DU BIDOUILLAGE INFORMATIQUE À L'INVENTION SOCIALE

DOSSIER

Fab-lab : diminutif d'atelier de fabrication numérique. Ou comment ce « bidouillage » pourrait bien bousculer le travail, la production, la politique et, pourquoi pas, le communisme.

PRÉSENTATION

Les *fab-labs* et la perspective communiste

PAR FLORIAN GULLI
ET YANN LE POLLTEC

Qu'est-ce qu'un *fab-lab* ? L'expression *fab-lab* est la contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, en français « laboratoire de fabrication ». Les *fab-labs* sont des ateliers locaux de production d'un genre très particulier. On y trouve des machines inhabituelles pilotées par ordinateurs (imprimantes 3D, découpeuses laser, etc.) susceptibles de produire toute sorte d'objets : outils, pièces de rechanges, prothèses et même tracteurs en kit. Le *fab-lab* est une sorte d'atelier de bricolage où les machines outils sont mises à disposition de tous ; ni entreprise, ni service public, il se pense lui-même comme un « tiers lieux », un lieu commun, soustrait au marché et à l'État. L'utilisation des machines-outils mobilise les ressources du logiciel libre. On télécharge par exemple les plans – libres de droits – d'un objet, on les modifie selon ses vœux et l'imprimante 3D les réalise ensuite. Le *fab-lab* est aussi un lieu de partage de connaissances et de

savoir-faire. Les plans sont accessibles à tous, partagés, modifiables. Les machines elles-mêmes, sous licence libre, peuvent être améliorées par les utilisateurs.

Cela a-t-il quelque chose à voir avec le communisme au-delà du fait que ceux qui sont impliqués dans les *fab-labs* n'hésitent pas, parfois, à utiliser le vocabulaire de Marx pour penser leur pratique ? En tenant compte des limites actuelles d'un phénomène encore embryonnaire, on peut raisonnablement répondre par l'affirmative.

Le premier intérêt des *fab-labs*, c'est qu'ils existent ; et ce n'est pas sans

faire dès aujourd'hui. Il est déjà là, dimension encore marginale de la réalité mais dont les principes structurants sont opposés à ceux du capitalisme. Le communisme, avec Marx, n'est pas d'abord affirmation d'une Idée communiste mais attention aux processus réels, raison pour laquelle les *fab-labs* méritent notre attention ; attention lucide à distance des enthousiasmes accompagnant toute innovation technologique.

En quoi les *fab-labs* s'inscrivent-ils dans un processus d'abolition de « l'état actuel » ? En quoi pourraient-ils venir enrichir une perspective communiste ?

« Le communisme, avec Marx, n'est pas d'abord affirmation d'une Idée communiste mais attention aux processus réels, raison pour laquelle les *fab-labs* méritent notre attention ; attention lucide à distance des enthousiasmes accompagnant toute innovation technologique. »

importance. « Nous nommons communisme, écrivent Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*, le mouvement *effectif* qui abolit l'état actuel ». Le communisme n'est pas un idéal que l'on réalisera demain mais quelque chose en train de se

Le communisme est d'abord abolition de la propriété privée, « appropriation sociale des moyens de production ». Historiquement, « l'appropriation sociale » a pris le visage du « service public » et de la « nationalisation ». Cette perspective abso-

lument indispensable a néanmoins ses limites ; l'appropriation par l'État n'implique pas nécessairement l'appropriation par les usagers et les salariés. D'où l'idée de dépasser par le haut l'appropriation publique en direction d' « institutions du commun » (Dardot et Laval) dont les *fab-labs* constituent une bonne illustration. Ces derniers ne sont pas des entreprises, mais sont ouverts à tous. Ce ne sont pas des services organisés par l'État, mais des lieux dont la destination est définie par les usagers eux-mêmes. Pas de production de masses dans les *fab-labs*, mais des individus ayant besoin de tels ou tels produits utilisant les machines-outils mises à leur disposition pour exécuter des plans conçus par eux ou téléchargés sur Internet.

Ensuite, il faut souligner la dimension collaborative du travail dans les *fab-labs*. Ils sont des lieux de coopérations et d'échanges de connaissances théoriques et pratiques, logiques étrangères à la logique de privatisation et de concurrence du capitalisme. Bien sûr, le capitalisme sait organiser de tels espaces collaboratifs en vue du profit, si bien que l'on a pu dire du capitalisme cognitif, le capitalisme

issu de la révolution informatique, qu'il organisait un « communisme du capital » (Moulier-Boutang). Néanmoins, cette récupération est seulement partielle. Et surtout, elle ne saurait masquer la supériorité de la coopération sur la concurrence dans de nombreux domaines. Un *fab-lab* français est capable, grâce à l'impression 3D, de produire des prothèses de la main pour un coût inférieur à 1 000 dollars, alors qu'elles se vendent sur le marché entre 30 000 et 60 000 dollars. L'utilisation de logiciels dont le code source est accessible gratuitement au lieu d'être propriété d'une entreprise est ici décisive.

Enfin, les « militants » *fab-labs* soulignent souvent la dimension écologique de leur projet. Leurs laboratoires peuvent devenir des lieux de résistance à l'obsolescence programmée. Au lieu de se débarrasser des appareils en panne, les machines-outils peuvent en reproduire les pièces défectueuses. Les *fab-labs* participent aussi de l'idée d'une relocalisation de l'économie réduisant la distance entre producteurs et consommateurs, diminuant d'autant le transport et son coût écologique.

Bien sûr, tout ceci ne doit pas masquer les limites de ces nouvelles manières de produire. L'appropriation par les usagers de ces moyens de production est difficile tant elle suppose de compétences techniques (de la mécanique à l'informatique). L'efficacité des laboratoires est limitée par l'environnement dans lequel ils évoluent (un seul exemple, comment lutter contre l'obsolescence si les objets ne sont pas originellement conçus de façon modulaire ?). Il serait donc idiot d'attendre de ces transformations des forces productives qu'elles accouchent spontanément d'un communisme revivifié ; rien ne nous dispensera pour cela de la lutte politique. Néanmoins, il serait idiot, tout autant, de dédaigner ces nouveaux mouvements riches de potentialités globales et locales. ■

***Florian Gulli** est responsable de la rubrique Mouvement réel.

Yann Le Pollotec est responsable du secteur Révolution numérique du Conseil national du PCF.

Ils sont les coordonnateurs de ce dossier.

UNE TENTATIVE PARADOXALE DE SUBVERTIR (*HACKER*) LE SYSTÈME

L'organisation de ces ateliers de fabrication numérique en fait des lieux d'anticipation, de politisation, d'inventions sociales au quotidien qui méritent débat et attention.

PAR **YANN LE POLLOTEC***

Le numérique, avec la massification des réseaux, les algorithmes d'exploitation du datamasse (traduction française du *bigdata*), l'Internet des objets connectés, et ses prolongements à travers les logiciels libres et la fabrication numérique décentralisée, révolutionne le travail et la production de biens et de services. La création de valeur n'est plus l'apanage des seules entreprises, l'utilisateur sur Internet et dans presque tous ses rapports au numérique, en produisant des données et des interactions, crée de la valeur. Alors que la conception, l'innovation et la créa-

tion sont de plus en plus socialisées, la production de biens et de services s'individualise et se décentralise.

Avec la révolution numérique, comme le montre par exemple la comparaison entre les logiciels libres et les logiciels propriétaires, la coopération et le partage se révèlent bien plus efficaces que la concurrence et la privatisation. Mais dans le cadre des rapports sociaux actuels, le numérique est aussi une formidable machine infernale à détruire de l'emploi salarié non producteur « d'immatériel non codifiable », ainsi qu'à exploiter gratuitement le « *digital labor* ». Alors que tout pousse dans la révolution numérique à la coopération et au par-

tage, la concurrence exacerbée au sein même des collectifs de travail, entraîne la rétention de l'information, soit pour acquérir du pouvoir, soit pour protéger son emploi.

Si la coopération et le libre partage des savoirs et des savoir-faire est le carburant de la révolution numérique, contradictoirement le capitalisme cognitif se nourrit de l'exploitation et du pillage des fruits de cette révolution, et tire ses profits de leur privatisation.

DES ATELIERS COOPÉRATIFS DE FABRICATION NUMÉRIQUE

C'est au cœur de ces contradictions entre la révolution numérique et le capitalisme cognitif que se dévelop-

► pent ces réseaux de drôles d'ateliers coopératifs de fabrications numériques que sont les *fab-labs*, les *hackerspaces* et autres *makerspaces*. Ni entreprise, ni association, ni service public, ils sont des tiers lieux qui préfigurent peut-être l'une des futures institutions d'une société postcapitaliste fondée sur les « communs ». Nés d'un mariage improbable entre la contre-culture les années 60/70 et les technologies du numérique, ils constituent à des degrés divers dans le contexte de grave crise de crédibilité et de légitimité des forces traditionnelles de transformation sociale une recherche de solution empirique et pragmatique pour dépasser le système. Dans ces lieux ludiques, joyeux, festifs, lieux de création et d'amusement, le travail librement choisi y devient un plaisir et non une souffrance. Simultanément on y crée, on y innove, on y apprend en exploitant ainsi les possibilités et l'efficacité du prototypage rapide à faible coût. On profite de ces lieux ouverts pour faire remonter les besoins des usagers, et les croiser avec les synergies de la grande communauté virtuelle de l'*open source hardware* que représente le réseau mondial des *fab-labs*,

des *hackerspaces* et des *makerspaces*. Les *fab-labs* sont des tiers lieux qui permettent de gérer la création du bien commun informationnel : ils réunissent les conditions d'organisation qui

du pouvoir à ceux qui n'en ont pas en partageant savoir et savoir-faire. C'est-à-dire non seulement d'avoir un accès aux données (plan, prescription, documentations, méthodes, retour

« Les *fab-labs* contribuent à autoriser un accès égalitaire à l'information, en la libérant des normes juridiques et sociales qui la privatisent. »

permettent aux individus de créer et partager du savoir et du savoir-faire sans incitations financières directes. Ils contribuent à autoriser un accès égalitaire à l'information, en la libérant des normes juridiques et sociales qui la privatisent.

SUBVERTIR LA SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

L'ambition de ces lieux est de prototyper la société de demain en *hackant* celle d'aujourd'hui, c'est dire en s'appropriant son fonctionnement pour la transgresser, la subvertir, et la dépasser. Ce *hacking* implique une démarche originale d'éducation populaire. Il s'agit en effet de donner

d'expériences), mais également de transformer ces données en du savoir grâce aux méthodes d'apprentissage par les pairs et au principe d'horizontalité. En ce sens, les *fab-labs* sont éminemment politiques et leurs animateurs sont donc de fait des militants pour un accès égal et libre à l'information. Mais ce sont des militants du *do it* plutôt que de l'action politique traditionnelle : c'est en creux, par le contre-modèle et la contre-culture proposés que s'effectue la critique politique, sociale, économique et y compris la critique de la technologie.

Les propos suivants illustrent les motivations des « militants » des *fab-labs* :

LES MOTS-CLEFS DE L'UNIVERS DES FAB-LABS

Comme toutes les révolutions, la libre fabrication numérique a son propre lexique et ses propres acronymes. Mondiale, cosmopolite, jeune, mais née aux États-Unis, elle tire encore l'essentiel de son lexique de la langue de Shakespeare.

Arduino : carte électronique libre programmable qui permet de mettre en œuvre des robots, des imprimantes 3D, des capteurs, des automatismes et toute sorte d'objets connectés.

Adrian Bowyer : ingénieur et mathématicien, en se référant à Karl Marx, il est à l'origine du concept de **machine autorépliquative** et le créateur du projet international **RepRap**.

Les Communs : Il n'existe pas de bien commun en soi. On parlera de Communs lorsqu'une communauté décide de gérer une ressource de manière collective dans une optique d'accès et d'usages équitables et durables. Le concept de Communs rassemble ceux qui veulent construire une société de coopération et de partage, échappant à la prégnance du marché et de l'État.

Do-It : le DIY c'est-à-dire *do it yourself* ou « Faites-le par vous-même » afin de conquérir son autonomie et d'être créateur plutôt que consommateur, le DIT pour *do it together* ou le « faire ensemble », et DIWO pour « *do it with others* » ou « faire avec les autres », sont les trois *Do-It* au cœur de la culture du logiciel libre, des *hackers* et des *fab-labs*. Les *Do-it* ont l'ambition d'incarner une éthique, un mode de vie et une tactique de luttes et de revendications sociales et politiques.

Do-ocratie : ou « pouvoir du faire » est une forme d'auto-organisation dans laquelle les individus s'assignent eux-mêmes des tâches et les exécutent, en toute responsabilité. Le moteur de do-ocratie carbure à la confiance et à la passion, selon les principes de la

Stigmergie. Il suffit d'avoir des idées et on les réalise en appelant les autres à vous rejoindre, et vous aider. On ne reçoit pas d'ordre, les décisions se prennent en faisant. En do-ocratie, chacun a de l'influence ou du pouvoir à la mesure de ce qu'il fait. C'est un modèle particulièrement efficace pour faciliter la prise d'initiative et l'implication par le plus grand nombre. La Do-ocratie est au cœur du fonctionnement des *wikis* et des *hackerspaces*.

Fab-lab : ou fabrication **laboratory**, ce sont, des ateliers locaux ouverts à tous, connectés par le net entre eux, où l'on peut concevoir, modifier, personnaliser et fabriquer toute sorte d'objets. Ils mettent à disposition des ordinateurs dotés de logiciels libres de création numérique, reliés à des imprimantes 3D et à des diverses petites machines outils. Les règles de vie d'un *fab-lab* se fondent sur le partage des savoirs et des savoir-faire, l'apprentissage par les pairs, le **DIY**, le **DIT**, et **DIWO**. Les projets développés dans un *fab-lab* se conforment aux quatre libertés du logiciel libre.

Hacker : de l'anglais *hack* (« bidouiller, modifier, bricoler »). Traduit en français par bidouilleur ou fouineur, le *hacker* n'est pas un méchant pirate, il est au contraire une personne qui ne veut pas subir les technologies et veut donc se les approprier, en reprendre le contrôle afin de les dépasser, les détourner ou de les subvertir. Le *hacker* fera tout pour comprendre le fonctionnement interne d'une technologie. Les *hackers* forment des communautés en réseau où ils échangent leur savoir et leur savoir-faire. Ils se font, si nécessaire, lanceur d'alerte. L'esprit *hacker* joue un rôle déterminant dans le développement d'Internet et du logiciel libre.

« Pour parler en termes marxistes, l'impression 3D et les autres technologies qui se développent dans ce genre de lieux, c'est la réappropriation des moyens de production par la décentralisation. Quand tu commences à pouvoir construire toi-même des produits de consommation dans un atelier de quartier, plutôt que de les acheter et de les foutre à la poubelle quand ils sont cassés pour en racheter de nouveaux. Quand tu peux participer à la conception et à la fabrication d'un truc, donner des *feedback* à des gens qui sont plus compétents que toi du type : "La machine à laver que t'as conçue,

diffusé librement sur internet, que n'importe qui peut les télécharger, les fabriquer, les modifier, les améliorer, redistribuer les modifications à la communauté. Et bien alors je pense qu'on est dans un truc vertueux et qui amène à l'amélioration de soi, à l'émancipation, à des démarches écologiques plus pertinentes, à l'orientation vers un nouveau modèle économique. » (Témoignage recueilli dans un mémoire d'HEC de François-Bottolier-Depois)

Certes, on peut objecter qu'agir ainsi, revient à fuir le combat politique, voir à croire que mécaniquement les

dépasser le capitalisme. Mais les échecs des socialismes étatiques et l'impasse dans laquelle se trouvent toutes les forces politiques se réclamant de la transformation sociale doivent nous inciter à être attentifs et sans préjugés, à tout ce qui bouge dans la société et à être des partenaires actifs de toutes les tentatives d'ébranler l'ordre social établi. Ceux qui tentent avec leurs imprimantes 3D, d'*hacker* le système, sont-ils moins ou plus porteur d'avenir que les organisations traditionnelles ? Cela mérite au moins débat. Il serait imbécile de ne pas prendre au sérieux ce qui se noue au travers des *fab-labs*. Avec toutes leurs limites et leurs contradictions, il y a là, en marge du marché et de l'État, d'authentiques lieux de politisation, d'inventions sociales au quotidien, portés par la recherche d'une alternative tangible centrée sur la notion de commun. Il y a beaucoup à faire et à apprendre de cette belle utopie concrète. ■

« C'est en creux, par le contre-modèle et la contre-culture proposés, que s'effectue la critique politique, sociale, économique et y compris la critique de la technologie. »

elle est *cool*, mais à cet endroit-là il y a un petit problème, peut-être qu'on pourrait améliorer". Quand c'est une communauté qui construit quelque chose, que tous les plans des choses qui sont construites sont libres de droits, font partie d'un bien commun

contradictions du capitalisme cognitif déboucheront sur un « communisme informationnel ». Certes, les *fab-labs* et les *hackers*, ne permettront pas de faire l'économie de la construction d'un mouvement social et politique puissant et organisé afin de

*Yann Le Pollotec est responsable du secteur Révolution numérique du Conseil national du PCF.

L'éthique *hacker* incarne un rapport au travail fondé sur la passion et le développement personnel, et non sur le devoir moral et l'intérêt financier.

Hackerspaces : nés de la culture *hacker*, ils constituent des lieux cosmopolites, où se rassemblent des personnes très diverses dans le but de contribuer à réaliser des projets et à faire émerger des nouvelles idées, dans un objectif de partage, en utilisant les technologies et le numérique comme levier. Les activités d'un *hackerspace* sont fonction du lieu, des cultures des personnes qui le portent. Apprendre et partager sont au cœur de leur écosystème. La communauté joue un rôle déterminant dans l'animation et les directions prises par le lieu. Les *hackerspaces* fonctionnent selon les règles de la **do-ocratie**. Ils restent marqués par la contre-culture des années soixante. Ils sont souvent nés dans des squats, des cafés alternatifs ou des friches industrielles. Noisebridge à San Francisco et l'Electrolab à Nanterre sont deux exemples de la diversité des *hackerspaces*.

Imprimante 3D : est une machine qui produit des objets par addition de matière. On peut ainsi « imprimer » une chaîne de vélo assemblée. L'impression 3D rend rentable les petites séries, la production décentralisée et permet l'économie de matière. L'impression 3D utilise diverses matières : plastiques, métaux, plâtre, béton... On trouve des imprimantes 3D à tous les prix - de 300 € à plusieurs centaines de milliers d'euros - et de toutes tailles - de l'impression de bureau à l'imprimante géante qui produit des maisons entières.

Licences Creative Commons : Elles sont un complément au droit d'auteur qui s'adresse aux créateurs souhaitant partager et faciliter l'utilisation de leur création par d'autres, autoriser gratuitement la reproduction et la diffusion, accorder plus de droits aux utilisateurs, faire évoluer une création et enrichir le patrimoine des **Communs**, légaliser le pair à pair de leurs créations.

Logiciel libre : il se définit par quatre libertés - libre utilisation, libre copie, libre accès au code source, liberté de modification et de redistribution des versions modifiées.

Machine autorépliquable : machine pouvant fabriquer la majeure partie des pièces la composant.

Maker : désigne les artisans bricoleurs de la fabrication numérique.

Neil Gershenfeld : Physicien et informaticien au Massachusetts Institute of Technology (MIT), fondateur du concept de *fab-lab* qu'il a formalisé dans une charte de fonctionnement.

Open Source Hardware : objets, machines, processus industriel dont les plans et tous les procédés de fabrication sont publics, de façon à ce que quiconque puisse les fabriquer, modifier, distribuer et les utiliser. En fait il faudrait plutôt parler de *free Hardware*, l'*open source* étant plus restrictif que le libre.

Reprap : projet collectif et mondial de conception et fabrication d'imprimante 3D autorépliquable et libre. Il a donné naissance à des centaines de modèles différents d'imprimantes 3D, produites à des dizaines de milliers d'exemplaires.

Tiers lieux : espace modulaire polymorphe offrant un lieu physique et/ou symbolique à une communauté d'usagers, des besoins d'un territoire. Les *fab-labs*, *hackerspace* et *makerspace* sont des tiers lieux.

Richard Stallman : informaticien au MIT, *hacker*, créateur et militant du concept de logiciel libre.

Stigmergie : mode d'organisation qui n'est ni vertical (contrôle du groupe par un individu), ni horizontal (contrôle du groupe sur l'individu), mais qui fonctionne autour de projets selon le principe de l'auto-organisation, de la libre contribution à partir de la passion et du développement personnel et de la reconnaissance sociale des autres.

Wiki : est un système informatique de gestion de contenu participatif basé sur la libre contribution. Le peuple islandais a écrit sa nouvelle constitution à 300 000 mains grâce à l'usage d'un wiki.

QUE FAUT-IL ATTENDRE DU MOUVEMENT *DO IT YOURSELF* (FAITES-LE VOUS-MÊME) ?

Pour un nouveau rapport aux technologies en rupture avec le consumérisme.

PAR SÉBASTIEN BROCA*

Autour de lieux de fabrication comme les *fab-labs*, les *hackerspaces* et les *makerspaces* se développent depuis quelques années un engouement pour le *Do It Yourself* (*DIY*). Ce mouvement porte l'espoir que de nouvelles pratiques de fabrication personnelle contribuent à l'émergence de modes de production et de consommation plus soutenables et plus épanouissants pour les individus. L'idée maîtresse du *DIY* est ainsi de rendre accessibles des outils technologiques (fraiseuse de précision, découpeuse laser, imprimante 3D, etc.) permettant de fabriquer, de réparer ou de personnaliser divers objets, des plus simples aux plus complexes.

LES RACINES

Si le slogan *Do It Yourself!* évoque distinctement la culture *punk*, le mouvement qu'il désigne aujourd'hui a ses racines dans les pratiques de *hacking* telles qu'elles se sont développées dans le monde informatique. Le terme *hacking* est apparu dans les années 1950 au MIT (*Massachusetts Institute of Technology*) pour désigner, dans le langage étudiant, le bricolage astucieux, créatif et volontiers frondeur d'un objet technique. Au cours des années 1960, les étudiants en informatique reprennent le qualificatif à leur compte, en revendiquant leur volonté de modifier les programmes qu'ils utilisent pour s'amuser hors des sentiers battus. Le *hacking* devient alors un moyen de montrer ses compétences, sa virtuosité dans le maniement du code informatique et aussi – bien souvent – son humour.

À distance de l'idée de piratage à laquelle on les associe souvent, les *hackers* sont donc avant tout des « bidouilleurs », pour qui la créativité, l'apprentissage et le jeu devraient caractériser le rapport que nous entretenons aux objets techniques. Ces derniers ne doivent pour cela pas être des « boîtes noires », au fonctionnement opaque et aux spécificités techniques immuables. Le modèle est celui des logiciels libres (*free software*), qui permettent à toute personne qui en a les compétences d'introduire des modi-

fications pour créer des fonctionnalités inédites. Dans cette lignée, les partisans du *Do It Yourself* défendent généralement les principes de l'*open hardware*, c'est-à-dire l'idée que les caractéristiques techniques, le plan de montage et les composantes logicielles des objets doivent être accessibles, afin que tout le monde puisse les fabriquer soi-même et y apporter des améliorations.

LES ENJEUX

À travers le *DIY*, il s'agit souvent de construire un rapport aux technologies en rupture avec le consumérisme frénétique et sidéré auquel nous a habitué le monde industriel et le *marketing* des grandes marques. Il en va d'une tentative de réappropriation de certains savoirs et savoir-faire dont la production industrielle de masse semble avoir privé les individus, dès lors que ceux-ci sont devenus des consommateurs, étrangers au processus de production des objets qui les entourent. Le mouvement *DIY* favorise ainsi l'apprentissage par la pratique. Il incite

parade à l'obsolescence programmée. La transparence technologique aurait pour effet d'éliminer les vices cachés que les industriels intègrent à la conception de leurs produits afin d'augmenter la fréquence de leur remplacement. La fabrication personnelle irait enfin de pair avec une relocalisation de l'économie. Elle permettrait de réduire considérablement la distance entre lieux de production et de consommation, tout en donnant naissance à une gamme d'objets diversifiés, mieux adaptés aux particularités des situations locales.

Lieux de fabrication, les *fab-labs*, *hackerspaces* et *makerspaces* sont aussi des espaces de sociabilité, qui affirment promouvoir la collaboration, le partage et l'entraide. On s'y livre à des activités productives, tout en échappant aux contraintes hiérarchiques et managériales qui constituent le quotidien de nombreux travailleurs. Ces ateliers de fabrication sont ainsi emblématiques d'une aspiration à des formes d'organisation plus horizon-

« Il existe en effet une tension, intrinsèque à la culture du *hacking*, entre le projet de démocratisation de la culture technique et une forme d'élitisme liée à la maîtrise de savoirs et de savoir-faire complexes et rares. »

tout un chacun à devenir un « bidouilleur », quitte à connaître certains échecs. Au *fab-lab* d'Amsterdam, un autocollant « *Failure is always an option* (l'échec est toujours une option) » orne ainsi plusieurs machines et ordinateurs.

Les promoteurs de la fabrication personnelle revendiquent également des ambitions écologiques. À terme, tout le monde pourrait ainsi apprendre à confectionner des pièces de rechange, afin de réparer ses objets et appareils électroniques et prolonger ainsi leur durée de vie. Mieux encore, les principes de l'*open hardware* seraient une

tales. Une illustration en est fournie par le principe de « do-ocratie », néologisme « franglais » historiquement mis en avant par les communautés du logiciel libre et souvent repris par les partisans du *DIY*. Lorsque ceux-ci affirment que « celui qui fait doit décider », ils entendent ainsi rompre avec les hiérarchies rigides et la séparation entre activités de conception et d'exécution.

DES ATTENTES EXCESSIVES ?

Bien que les aspirations dont témoignent les ateliers de fabrication puissent à juste titre être considérées comme une remise en cause des formes dominantes de production et

de consommation, il faut prendre garde à ne pas idéaliser les pratiques qui s'y déploient. Il existe en effet une tension, intrinsèque à la culture du *hacking*, entre le projet de démocratisation de la culture technique que nous venons de décrire et une forme d'élitisme liée à la maîtrise de savoirs et de savoir-faire complexes et rares. De plus, l'absence de hiérarchie formelle au sein de ces lieux ne supprime pas les inégalités sociales et culturelles entre leurs occupants, ni l'effet d'exclusion que le profane peut y ressentir de prime abord. Les auteurs d'un article sur un célèbre *hackerspace* libériste de San Francisco remarquent ainsi que « même s'il se présente comme ouvert à tous – et c'est le cas –, Noisebridge reste un lieu plutôt réservé à un public de connaisseurs, qui demeure intimidant pour celui qui n'est pas du sérail ». Il fait peu de doute que le même constat peut être appliqué à certains lieux en France. La question est aussi celle de l'inscription des ateliers de fabrication dans

les territoires. Souvent installés dans des quartiers populaires où la pression immobilière est moins forte, ils sont pour l'heure fréquentés en priorité par des « bidouilleurs » disposant d'un capital culturel (et parfois économique) important. On peut dès lors se demander s'ils ne constituent pas parfois des sortes d'« enclaves », créant peu de liens avec les quartiers où ils se trouvent et participant d'une dynamique de *gentrification* dont on sait qu'elle n'a pas que des effets positifs. Certains ateliers de fabrication se montrent néanmoins sensibles à ces questions et prennent des initiatives pour s'intégrer dans le tissu local.

Il faut, en fait, reconnaître que le développement spectaculaire des *fab-labs*, *hackerspaces* et *makerspaces* a engendré des situations diversifiées, entre les lieux portés par un projet social local, ceux dont l'ambition est essentiellement technologique, ceux qui revendiquent un objectif commercial, etc. On soulignera enfin que comme

tout slogan connaissant un succès médiatique, le *DIY* n'est pas à l'abri des récupérations susceptibles d'en altérer, voire d'en vider la signification originale. Nombre d'acteurs de l'économie numérique tentent ainsi de surfer sur la vague de la production collaborative et de la fabrication personnelle, en revenant parfois sur les principes d'ouverture de l'*open hardware*. Il serait pourtant dommage que le *DIY* ne devienne qu'une façon habile de désigner la mise au travail des utilisateurs pour le profit principal de nouveaux acteurs industriels. ■

*Sébastien Broca est sociologue. Il est postdoctorant à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne.

VERS UN NOUVEL INDUSTRIALISME ?

Dans un contexte de mutations économiques et technologiques, à l'ère du numérique émergent de nouveaux espaces d'activités industrielles.

PAR SERGE JAMGOTCHIAN*

L'ÉMERGENCE DES TIERS LIEUX

Il s'agit ici d'évoquer les prémices d'une recherche doctorale en cours sur des espaces de travail que l'on désigne par le vocable de « tiers lieux ». C'est le sociologue américain Ray Oldenburg, dont les travaux portent sur les questions urbaines aux États-Unis qui est à l'origine du concept de *third place*. Traduit en français par « troisième lieu » ou le plus souvent par « tiers-lieu », ces espaces tiers se distinguent à la fois des premiers et des seconds lieux que constituent respectivement la sphère domestique et la sphère habituelle du travail. Nous constatons que ces tiers lieux émergent dans le contexte d'un « capitalisme hautement connecté » tel que l'analyse Pierre Veltz dans un de ses ouvrages intitulé *Le Nouveau Monde industriel*. Un néo-capitalisme dont « l'esprit » et les normes, entre autres spatiales, s'éloignent du modèle

emblématique de la firme fordo-taylorienne.

Notre attention se porte sur trois types d'espaces qui, en dépit de leurs différences, présentent un certain nombre de caractéristiques communes étant donné qu'ils participent d'un même processus de changement technologique.

- Les espaces de *coworking* sont des espaces de travail partagés réunissant dans un même lieu le plus souvent des travailleurs indépendants. Celles et ceux que l'on nomme *coworkers* et qui résident professionnellement dans ces tiers lieux cohabitent avec des travailleurs « nomades », dont des salariés-télétravailleurs.

- Les *fab-labs* – abréviation des termes anglo-saxons : *fabrication laboratory* – sont nés au Massachusetts Institut of Technology (MIT) en 2001. L'appellation *fab-lab* est devenue un label associé à une charte. Ces espaces de fabrication, de prototypage, équipés de machines à commande numérique (telles les imprimantes 3D) peu-

vent être rapprochés d'autres types d'espaces comme les *hackerspaces*.

- Enfin, les Espaces régionaux internet citoyen (ERIC) désignent certains espaces numériques labellisés par le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Certains de ces espaces numériques ont vocation, au-delà des seules missions relatives à la médiation numérique, à évoluer vers d'autres types d'activités : réparation, partage de savoirs...

DES ESPACES COLLECTIFS ET OUVERTS DÉDIÉS AU TRAVAIL PROFESSIONNEL ET AMATEUR

Les tiers lieux dont nous parlons ici sont étroitement liés aux bouleversements provenant de l'intrusion dans notre quotidien des technologies de l'information et de la communication. Leur irruption rapide est concomitante des mobilités du travail permises par ces outils devenus invasifs que sont : les ordinateurs, les téléphones portables et désormais les tablettes. D'ailleurs, la multiplication ►

► des tiers lieux en France et partout ailleurs dans le monde coïncide avec le développement d'un ensemble d'usages et de capacités, pleinement immergés dans les technologies numériques, à l'instar par exemple de ceux que l'on appelle les « *Makers* » ainsi que des adeptes du logiciel libre. Au sein de la plupart de ces tiers lieux sont effectivement à l'œuvre des activités industrielles qui s'inspirent notamment des pratiques collaboratives et contributives en ligne.

La création d'espaces de ce type résulte souvent de la constitution préalable de « communautés » – c'est ainsi que les protagonistes se nomment – basées sur des affinités non exclusivement professionnelles. Des collectifs plus ou moins éphémères d'un nouveau genre qui sont d'une certaine manière une réponse à l'isolement que peut générer le travail nomade et à domicile. Les *fab-labs* et les espaces numériques sont fréquentés principalement par des « amateurs » – en référence aux travaux du sociologue Patrice Flichy – dont les activités ne relèvent pas d'un travail

rémunéré mais qui, par ailleurs, exercent ou pas une activité professionnelle. Si les espaces de *coworking* sont fréquentés majoritairement par des personnes en situation professionnelle, ils sont en revanche et par principe ouverts à d'autres publics pouvant exercer d'autres types d'activités : des étudiants, des demandeurs d'emploi, des retraités, des bénévoles... Autrement dit, il existe au sein des tiers lieux une porosité des activités et une hétérogénéité des publics révélant ainsi un déplacement – voire dans certains cas un effacement – des frontières entre la sphère professionnelle et les autres sphères d'activité humaine.

LES TIERS LIEUX INCARNERAIENT-ILS UN NOUVEL INDUSTRIALISME ?

Le « nouveau monde industriel » de l'ère numérique dont parle Pierre Veltz soulève indéniablement des questions quant aux mutations du travail humain et des formes qu'il revêt ou pourrait revêtir. Précisément, ces espaces qui de nos jours fleurissent sur nos territoires aussi bien

urbains que ruraux sont selon nous des laboratoires où s'expérimentent de nouvelles normes industrielles et industrielles et corrélativement une « normativité » – concept majeur développé notamment par le philosophe Georges Canguilhem – sensiblement distinctes de celles qui sont à l'œuvre au sein de cet autre milieu de travail que représente l'entreprise.

Dans une économie globalisée de plus en plus dépendante de multiples réseaux interconnectés à travers lesquels circule, via Internet et au rythme des processus d'innovation, une masse considérable de données, les tiers lieux dédiés aux activités de travail, cristallisent spatialement les profondes mutations technico-industrielles de nos sociétés que le philosophe Bernard Stiegler qualifie de « [d']hypermatérielles » et « [d']hyperindustrielles ». D'un point de vue historique, ce « nouveau milieu » numérique dont nous sommes les contemporains – en référence à ce dont avait conceptualisé en son temps le sociologue et philosophe Georges Friedmann – ne serait-il pas le terreau technologique d'un industrialisme naissant ?

Notre thèse est que ces espaces incarnent en effet, tendanciellement, un nouvel industrialisme qu'il convient de distinguer et de comparer à « l'industrialisme ouvrier » qu'a étudié le philosophe Yves Schwartz et dont l'usine fordo-taylorienne a été, est encore, à la fois le lieu et le modèle emblématique. Car nos premières investigations sur ces (tiers) lieux de/du travail, nous conduisent déjà à avancer que celles et ceux qui les fréquentent, ont en commun un patrimoine de pratiques, de savoirs, de technicité, de valeurs, et d'aspirations. Autant de manifestations d'une culture industrielle et industrielle en plein essor, dont nous voudrions éclairer les tensions et contradictions internes, ainsi que les potentialités

The FABLAB Charter

QU'EST-CE QU'UN FAB LAB ?
Les fab labs sont un réseau mondial de laboratoires locaux, qui rendent possible l'invention en donnant accès à des outils de fabrication numérique.

QUE CONTIENT ET FOURNIT LE RÉSEAU DES FAB LABS ?
Un FabLab mutualise un ensemble de ressources permettant de fabriquer à peu près tout ce que l'on veut et de diffuser des connaissances, des savoir-faire et des projets.
Ce réseau apporte une assistance :
- opérationnelle
- éducative
- technique
- financière
- et logistique
au-delà de ce qui est disponible dans un seul lab.

QUI PEUT UTILISER UN FAB LAB ?
Les Fab Labs sont disponibles comme une ressource communautaire, qui propose un accès libre aux individus autant qu'un accès sur inscription dans le cadre de programmes spécifiques.

QUELLES SONT VOS RESPONSABILITÉS ?
Sécurité : Ne blesser personne et ne pas endommager l'équipement.
Fonctionnement : Aider à nettoyer, maintenir et améliorer le Lab.
Connaissances : Contribuer à la documentation et aux connaissances des autres.

A QUI APPARTIENNENT LES INVENTIONS FAITES DANS UN FAB LAB ?
Les designs et les procédés développés dans les Fab Labs peuvent être protégés et vendus comme le souhaite leur inventeur, mais doivent rester disponibles de manière à ce que les individus puissent les utiliser et en apprendre.

COMMENT LES ENTREPRISES PEUVENT-ELLES UTILISER UN FAB LAB ?
Les activités commerciales peuvent être prototypes et incubées dans un Fab Lab, mais elles ne doivent pas entrer en conflit avec les autres usages, elles doivent croître au-delà du Lab plutôt qu'en son sein, et il est attendu qu'elles bénéficient à leurs inventeurs, aux Labs, et aux réseaux qui ont contribué à leur succès.

*Serge Jamgotchian est ergologue. Il est docteur à l'université d'Aix-Marseille.

Réagissez aux articles,
exposez votre point de vue.
Écrivez à revue@pcf.fr

COMMUNISME DU CAPITAL COGNITIF

La révolution numérique suscite des contradictions violentes au sein même du système capitaliste.

Il serait naïf de penser qu'il existe une cloison étanche entre le monde « enchanté » des *fab-labs*, des *hackerspaces* et des *makerspaces* et l'économie. Car de manière contradictoire, le capitalisme cognitif a besoin pour se développer et se régénérer d'un « communisme du capital » pour reprendre l'oxymore de Yann Moulier-Boutang, c'est-à-dire d'espaces coopératifs de liberté et de créativité, hors du marché et de l'état, comme le sont les *fab-labs*. En effet, le capitalisme cognitif pour capturer l'interaction humaine, clef de l'intelligence collective – créativité, innovation – a besoin de développer des plateformes de pollinisations gratuites – coopérations, partage des connaissances – et des nouveaux biens communs – logiciels libres, créations sous licence *creative commons*, *open source hardware*, libre accès aux résultats liés à la recherche fondamentale. Le *Web* est né dans le cadre coopératif du Laboratoire européen pour la physique des particules (CERN), et la plupart des géants actuels du numérique ont vu le jour dans des garages ou en marge des laboratoires des universités américaines.

DROIT D'USAGE

Cette forme de « communisme du capital cognitif » est en guerre avec le capitalisme industriel traditionnel qui défend le vieux modèle du bien privatif, propriété à vendre. C'est toute la querelle entre un Google et un Microsoft et ce sont toutes les contradictions internes d'un Apple. Contrairement au capitalisme de la deuxième révolution industrielle, le modèle du capitalisme cognitif sera de vendre un droit d'usage sur un objet (aujourd'hui Michelin vend l'usage de ses pneus de camion et non la propriété des pneus) et d'exploiter le *digital labor*, c'est-à-dire capter le travail que vont réaliser gratuitement pour lui les usagers du numérique. Lorsqu'on participe à l'écriture d'un logiciel libre, lorsqu'on effectue une recherche sur Google, où qu'on commande son billet de train par Internet ont fait du *digital labor* qui peut être source de profit pour nombre d'entreprises.

C'est pourquoi Obama qui fut le candidat des tenants du capital cognitif alors que ceux du capital versus deuxième révolution industrielle sou-

tenaient son adversaire, a souligné dans son discours de février 2013 sur l'état de l'Union que l'impression 3D et les *fab-labs* avaient « le potentiel de révolutionner notre façon de fabriquer presque tout ». Il vient d'ailleurs cette année à l'occasion de l'implantation éphémère d'un *fab-lab* à la Maison Blanche de décréter le 18 juin journée nationale des *makerspaces* aux États-Unis.

C'est pourquoi aussi Airbus, Nike, Google et Dassault system (Dassault System est une entreprise de création de logiciel de CAO/DAO et de simulation, sa capitalisation boursière est aujourd'hui supérieure à Dassault Aviation) étaient présents lors du 10^e congrès mondial des *fab-labs* à Barcelone, même si leur participation

sa création, et non l'appât du gain.

Rien que le fait qu'un handicapé puisse venir au *fab-lab* de Rennes, concevoir, produire et partager une prothèse de main dont le coût unitaire sera de 1 000 €, et en faire un projet mondial, alors que l'industrie ne propose que des prothèses similaires à des prix allant de 15 000 à 45 000 €, est en soit une petite révolution bien concrète et bien utile.

Ainsi la coopération et le partage battent la concurrence libre et non faussée, non seulement sur le terrain de l'innovation et de l'efficacité mais aussi sur celui des prix.

Cependant, les *fab-labs*, les *hackerspaces* et les *makerspaces* ne peuvent pas vivre d'amour et d'eau fraîche. Il est effectivement difficile de s'épa-

« Si le capitalisme cognitif a besoin du développement d'espaces de libre création et coopération, il serait erroné de conclure que les aspirations et les valeurs qui animent les acteurs des *fab-labs*, des *hackerspaces* et *makerspaces* soient fatalement domestiquées, récupérées ou marginalisées. »

a suscité débat. De grands groupes industriels via des fondations ou du mécénat financent certains *fab-labs* et créent des *fab-labs* internes à leur entreprise.

UNE ENVIE DE CRÉER ENSEMBLE ET DE PARTAGER, DE MAÎTRISER SA CRÉATION

Si le capitalisme cognitif a besoin du développement d'espaces de libre création et coopération, comme le capitalisme de la deuxième révolution industrielle a eu besoin de la généralisation de l'école primaire obligatoire et de l'enseignement technique, il serait erroné de conclure que les aspirations et les valeurs qui animent les acteurs des *fab-labs*, des *hackerspaces* et *makerspaces* soient fatalement domestiquées, récupérées ou marginalisées. Car ce qui motive ces acteurs c'est l'envie de créer ensemble et de partager, de maîtriser

noir dans une société dominée par les marchés et l'État, pour ces structures au statut juridique improbable qui ne sont ni véritablement des associations, ni des services publics, ni des entreprises, et dont le modèle de production est fondé sur le partage, la coopération, et la notion de « commun ». Mais il ne fut pas simple non plus pour le capitalisme de se développer dans un monde dominé par les rapports sociaux féodaux. On n'est pas passé en une nuit, fût-elle celle du 4 août, du féodalisme au capitalisme.

L'INSTAURATION D'UN REVENU UNIVERSEL DISSOCIÉ DU REVENU DU TRAVAIL

La majorité des acteurs des *fab-labs* pensent et souhaitent qu'à moyen terme le développement de la révolution numérique, avec les contradictions violentes qu'elles suscitent au sein même du système capitaliste ►

► conduira à poser la question politique de l'instauration d'un revenu universel dissocié du revenu du travail rejoignant ainsi la thèse de Marx dans les *Grundrisse* sur une humanité libérée du salariat : « La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume du travail fourni ».

Mais en attendant cet avenir souhaitable, ces mêmes acteurs pour financer les *fab-labs* ont soit recours aux subventions publiques, aux mécénats d'entreprises, à une commercialisa-

tion partielle et sélective de leurs activités ou d'une manière plus originale à des systèmes de financement participatif.

D'autres sont en train d'imaginer, de construire, et d'expérimenter des écosystèmes propres, afin d'échapper à la fois à la contrainte du marchand et de l'État, en créant de véritables systèmes d'échanges parallèles « *peer to peer* » entre *fab-labs* et entre usagers acteurs, en utilisant en particulier les potentialités des machines auto-répliquables, voir des systèmes de monnaie locale ou virtuelle.

Ainsi, malgré la tendance du capitalisme cognitif à installer de nouvelles enclosures pour limiter la croissance et l'accès aux nouveaux biens communs, il est en train de s'ouvrir un espace, difficilement maîtrisable par le capital, hors du marché et de l'État, qu'occupent de manière expérimentale, fragile mais résiliente, balbutiante mais virale, les *fab-labs*, les *hackerspaces* et autres *makerspaces*. ■

Y. L.P.

LE PROJET « FOLDARAP », UNE EXPÉRIENCE DE L'OUVERTURE

Les dynamiques d'échange et de partage qui se développent à travers ces projets ouvrent la voie à d'autres modèles économiques.

PAR EMMANUEL GILLOZ*

Les espaces de mutualisation et de partage des moyens et de la connaissance ont toujours existé, mais nous assistons depuis quelques années à un essor de ce type d'espaces sous la forme de *fab-labs*, *hackerspaces*, et autres *makerspaces*. Leur développement répond et contribue à un renouveau de l'intérêt des individus de réaliser des choses par eux-mêmes. Ces lieux sont parfois présentés comme l'avant-garde d'un mouvement de réappropriation des outils de production, qui s'inscrit dans une transforma-

dynamiques d'échange et de partage au fondement d'Internet et d'une culture du « libre » qui ont une influence sur tous les secteurs et gagnent depuis peu le monde physique.

La plupart des exemples de projets réalisés grâce au partage et à la collaboration ouverte de nombreuses personnes sont d'ordre immatériel, tel que le projet de système d'exploitation Linux ou la suite bureautique Libre Office, le code informatique étant une information circulant d'autant plus facilement que les réseaux de communication s'améliorent.

Mais toute création a sa « recette »

laser que l'on pourrait trouver dans un *fab-lab* : pour fonctionner, ces machines s'appuient sur une description informatique des volumes ou objets à réaliser ; de fait, ces fichiers informatiques peuvent s'échanger et se diffuser facilement, encourageant les échanges.

REPRAP, LA PREMIÈRE MACHINE AUTO-RÉPLICABLE ACCESSIBLE À TOUS

Le projet RepRap est un exemple particulièrement intéressant d'ouverture et de collaboration. Si la technologie de l'impression 3D (ou fabrication additive) n'est pas nouvelle, un grand changement s'amorça vers 2006 : l'équipe du Dr Adrian Bowyer (Université de Bath, Royaume-Uni) fabriqua la première RepRap – *Replicating Rapid-prototyper* – une imprimante 3D capable d'imprimer une partie de ses propres pièces. Cependant, la beauté de cette invention ne réside pas dans l'invention elle-même, mais plutôt dans le fait d'avoir choisi une licence libre, permettant notamment d'utiliser-modifier-redistribuer les informations nécessaires à la construction ou au fonctionnement de la machine, y compris évidemment les fichiers des pièces réalisables par cette même RepRap.

Un manifeste expliquant ces choix accompagnait la publication en ligne du démarrage du projet :

« Ne me voyant pas intégrer le système classique, le concept de *fab-lab* m'apparaissait plus compatible avec mes aspirations, car me permettant d'être directement au service des gens (comme il peut exister des écrivains publics). »

tion plus globale de nos sociétés. L'idée commune à ces lieux est de donner accès aux gens à des moyens qu'ils ne pourraient posséder seuls, de façon à améliorer leur potentiel d'action. Si la technologie peut sembler très présente dans cette approche, elle n'en est pas l'élément central. Ce sont plutôt les

qui peut être également ouverte et partagée librement. Ainsi ces principes se retrouvent aujourd'hui dans un nombre croissant de réalisations matérielles.

Prenons le cas des machines à commande numérique (telles qu'une imprimante 3D ou une découpe

http://reppap.org/wiki/Wealth_Without_Money. Dès l'origine, les auteurs de ce manifeste étaient conscients que permettre l'auto-construction d'outils avec un capital de départ quasiment nul pouvait avoir de grandes conséquences. Rapidement, une vibrante communauté émergea autour de ce projet dont la propagation exponentielle favorisa la floraison de très nombreuses variations (l'arbre généalogique de la famille RepRap - http://reppap.org/wiki/RepRap_Family_Tree - illustre cette propagation rapide : on dénombre déjà plus de 500 variantes fin 2012).

Une technologie jusqu'alors réservée aux laboratoires de recherche et aux grandes entreprises est désormais à la portée de tous. Alors que l'impression 3D fait son chemin dans les écoles, les garages et les maisons, les plus bidouilleurs se lancent dans des projets très diversifiés, utiles ou non, mais souvent vraiment pratiques quand il s'agit de réparer ou personnaliser des objets. Les plates-formes de partage qui se développent depuis donnent un aperçu du potentiel créatif ainsi libéré, formant peu à peu un gigantesque bien commun dont tout le monde peut profiter et auquel tout le monde est invité à contribuer.

LA NAISSANCE DU PROJET FOLDARAP

Pour ma part, j'ai découvert le projet RepRap en 2009. Étant alors étudiant en design industriel, j'étais attiré par la capacité potentielle de produire moi-même des objets – et donc de matérialiser facilement mes projets – et par le défi de construire une telle

machine, fascinante de par son concept, mais également abordable grâce au faible budget de départ et aux connaissances partagées par la communauté RepRap. Durant l'été 2010, j'ai commencé à construire ma première RepRap et à me plonger dans l'univers des *fab-labs*. Ne me voyant pas intégrer le système classique – travailler dans une entreprise, dessiner des objets pour qu'ils soient produits en masse et vendus à d'autres – le concept de *fab-lab* m'apparaissait plus compatible avec mes aspirations, car me permettant d'être directement au service des gens (comme il peut exister des écrivains publics).

Cette passion pour un sujet alors émergent et le fait d'avoir terminé une des premières RepRap en France m'ont amené à participer à de nombreux événements pour y présenter cette machine et le concept de *fab-lab*. L'idée de la FoldaRap (pour *Folding RepRap* ou RepRap pliante) est ainsi venue de l'expérience acquise durant la construction de différentes machines et surtout des divers ateliers et présentations qui m'ont poussé à développer une version plus facilement transportable et robuste que les modèles précédents.

En plus de répondre à mon propre besoin, la FoldaRap a été l'occasion de développer un projet complet en appliquant de manière concrète les valeurs et leçons apprises du logiciel libre, tout en expérimentant d'autres modèles d'organisation, de financement ou de production. La mise au point de la FoldaRap a pu se faire grâce aux connaissances déjà partagées. Naturellement, le résultat de ce

projet est documenté et publié afin de prolonger ce cercle vertueux, mais le processus de conception lui-même est ouvert : la publication régulière des idées sur ce projet permet à d'autres personnes de participer à la conception.

Après avoir fait l'expérience de l'*open-design*, la construction d'une dizaine d'autres prototypes a été rendue possible grâce au financement participatif (*crowdfunding*) : plutôt que de m'adresser à une banque pour emprunter les 7 000 € nécessaires, un appel aux dons publié sur un site Internet dédié à ce mode de financement m'a permis de réunir de quoi financer une trentaine de machines, expédiées par la suite comme récompense aux personnes les plus généreuses (<http://fr.ulule.com/foldarap/>).

VERS UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE LA PRODUCTION DISTRIBUÉE

Étant donné l'intérêt grandissant des internautes pour ce modèle de machine, je me lançais dans une seconde campagne de financement (<http://goteo.org/project/foldarap-peer-to-peer-edition>), tout en cherchant à expérimenter une autre dimension du projet RepRap : celle d'une production distribuée. Le nouveau défi était de continuer à fabriquer les pièces de FoldaRap avec des imprimantes 3D, alors que le procédé de fabrication qui en découle ne permet pas une production de masse. La solution à ce paradoxe est d'organiser une décentralisation de la fabrication : une redistribution du travail sur l'ensemble ►

LES FAB-LABS, UN SERVICE PUBLIC ?

Début juillet avait lieu la 10^e conférence internationale des *fab-labs*, organisée cette année à Barcelone, une ville qui fait figure d'avant-garde pour ce mouvement.

Vincente Guallarte est le chef architecte de Barcelone et est en charge du plan d'urbanisme. Il a la position parfaite pour à la fois porter une vision et veiller à son application concrète pour la cité catalane. C'est ainsi qu'il a ouvert l'École d'architecture avancée de Catalogne (IAAC), qui héberge le premier *fab-lab* de la ville depuis le début des années 2000. L'objectif à long terme est de passer d'un modèle *Product In, Trash Out* (importation de produits et exportations de déchets), à un modèle *Data In, Data Out* (échange de données), grâce à la mise en place de *fab-labs* et d'ateliers de productions dans chaque quartier de la ville, afin de la rendre entièrement auto-suffisante, ne dépendant que des ressources locales, mais

pouvant compter sur l'intelligence globale d'un réseau mondial. Cette démarche se traduit actuellement à l'échelle d'un *fab-lab*, avec l'expérience du *Green fab-lab* de Valldaura, situé au sommet d'une colline en amont de Barcelone et visant l'autosuffisance.

À la récurrente question du financement de ces lieux, la position prise ici est de considérer les *fab-labs* comme un service public, de la même manière que la collectivité finance des bibliothèques : ces lieux présentent un intérêt général dont les conséquences positives indirectes compensent les coûts qu'ils peuvent représenter.

Si les *fab-labs* n'ont pas encore atteint aujourd'hui leur plein potentiel, et que les créations qui en sortent sont parfois anecdotiques, il ne faudrait pas négliger leur importance à venir. Dans un monde aux ressources toujours plus rares, être capable de fabriquer des produits localement pourrait devenir une question de survie.

Pour aller plus loin : <http://www.makery.info/tag/fab10>

► de la communauté et des personnes possédant ou ayant accès à une imprimante 3D.

Dans ce nouveau modèle, mes premiers clients sont devenus mes fournisseurs de pièces imprimées, ce qui permet de rester souple tout en mutualisant une capacité de production conséquente, qui augmente avec la diffusion de ces machines. L'ensemble de ce réseau n'étant pas concentré géographiquement, il est alors possible de n'envoyer que les pièces standard aux futurs clients et les pièces imprimées peuvent être fabriquées au plus proche du client. C'est surtout une autre manière

de contribuer en retour à l'ensemble de la communauté : non seulement le projet reste *open-source*, mais une partie du profit est redistribué de manière indirecte. Avec la fabrication de pièces, ou l'organisation d'ateliers de formation, des personnes et des *fab-labs* peuvent rembourser leur machine ou développer un revenu complémentaire. Le projet FoldaRap continuant de progresser, j'ai co-fondé en 2013 l'entreprise et le *fab-lab* OpenEdge, pour continuer d'en assurer la diffusion. L'ambition étant de pouvoir notamment proposer aux nombreux autres *fab-labs* qui se créent

une alternative ouverte, simple et accessible, aux outils propriétaires généralement commercialisés.

Chaque projet est une opportunité pour explorer des voies alternatives et tendre vers un idéal de société plus distribuée et coopérative, et démontrer que ce modèle économique est possible. ■

*Emmanuel Gilloz est le créateur de l'imprimante 3D FoldaRap.



LA SORTIE DU CAPITALISME A-T-ELLE COMMENCÉ ?

La proposition de joindre au dossier un texte du philosophe André Gorz a suscité un débat dans la rédaction entre Amar Bellal et Yann Le Pollotec dont nous vous rendons compte.

EXTRAIT DU TEXTE DU PHILOSOPHE ANDRÉ GORZ (1923-2007),
LA SORTIE DU CAPITALISME A DÉJÀ COMMENCÉ, EN LIGNE SUR LE SITE D'ECOREV

« Il n'était pas difficile de privatiser et de monopoliser des contenus immatériels aussi longtemps que connaissances, idées, concepts mis en œuvre dans la production et dans la conception des marchandises étaient définis en fonction de machines et d'articles dans lesquels ils étaient incorporés en vue d'un usage précis. Machines et articles pouvaient être brevetés et la position de monopole protégée. La propriété privée de connaissances et de concepts était rendue possible par le fait qu'ils étaient inséparables des objets qui les matérialisaient. Ils étaient une composante du capital fixe. Mais tout change quand les contenus immatériels ne sont plus inséparables des produits qui les contiennent ni même des personnes qui les détiennent ; quand ils accèdent à une existence indépendante de toute utilisation particulière et qu'ils sont susceptibles, traduits en logiciels, d'être reproduits en quantités illimitées pour un coût infime. Ils peuvent alors devenir un bien abondant qui, par sa disponibilité illimitée, perd toute valeur d'échange et

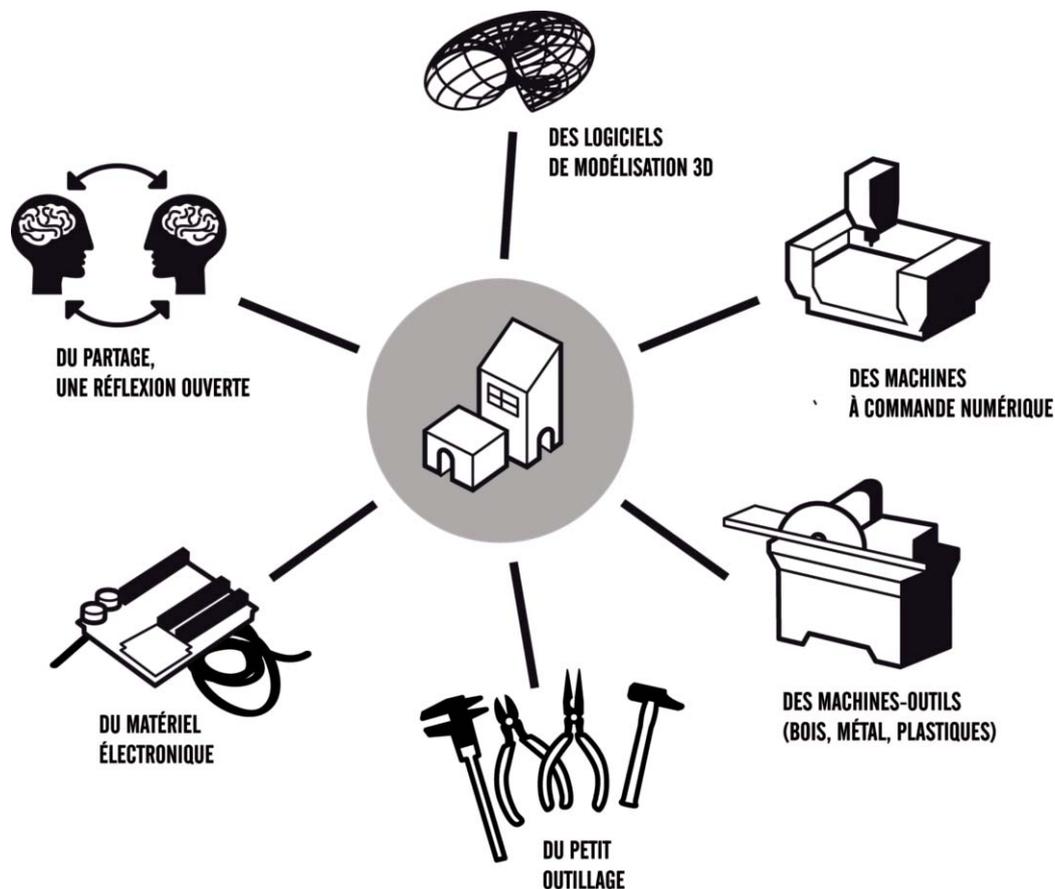
tombe dans le domaine public comme bien commun gratuit – à moins qu'on ne réussisse à l'en empêcher en interdisant l'accès et l'usage illimités auxquels il se prête [...]. Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun,

ver des disques, reproduire des tableaux. Plus de deux cents millions de références sont actuellement accessibles sous licence *creative commons*. Au Brésil, où l'industrie du disque commercialise quinze nouveaux CD par an, les jeunes des favelas en gravent quatre-vingt par semaine et les diffusent dans la rue. Les trois quarts des

« Tout ce qui est traduisible en langage numérique et reproductible, communicable sans frais, tend irrésistiblement à devenir un bien commun, voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. »

voire un bien commun universel quand il est accessible à tous et utilisable par tous. N'importe qui peut reproduire avec son ordinateur des contenus immatériels comme le *design*, les plans de construction ou de montage, les formules et équations chimiques ; inventer ses propres styles et formes ; imprimer des textes, gra-

ordinateurs produits en 2004 étaient autoproduits dans les favelas avec les composants de matériels mis au rebut. Le gouvernement soutient les coopératives et groupements informels d'autoproduction pour l'auto-provisionnement. Claudio Prado, qui dirige le département de la culture numérique au ministère de la Culture du Brésil,



« À l'image de Marx avec sa lecture critique d'Adam Smith et de Hegel, faisons un travail critique sur ces auteurs et je pense que cela nous ouvrira beaucoup d'horizons et nous donnera des idées nouvelles. »

disait récemment : « L'emploi est une espèce en voie d'extinction... Nous comptons sauter cette phase merdique du XX^e siècle pour passer directement du XIX^e au XXI^e ». L'autoproduction des ordinateurs par exemple a été officiellement soutenue : il s'agit de favoriser « l'appropriation des technologies par les usagers dans un but de transformation sociale ». La prochaine étape sera logiquement l'autoproduction de moyens de production [...].

Les outils *high-tech* existants ou en cours de développement, généralement comparables à des périphériques d'ordinateur, pointent vers un avenir où pratiquement tout le nécessaire et le désirable pourra être produit dans des ateliers coopératifs ou communaux ; où les activités de production pourront être combinées avec l'apprentissage et l'enseignement, avec l'expérimentation et la recherche, avec la création de nouveaux goûts, parfums et matériaux, avec l'invention de nouvelles formes et techniques d'agriculture, de construction, de médecine, etc. Les ateliers com-

munaux d'autoproduction seront interconnectés à l'échelle du globe, pourront échanger ou mettre en commun leurs expériences, inventions, idées, découvertes. Le travail sera producteur de culture, l'autoproduction un mode d'épanouissement. »

AMAR BELLAL : « TROP OPTIMISTE »

Le texte semble sous-estimer la réalité des rapports de forces et semble verser dans un spontanéisme « optimiste ». Il interroge aussi quant à la crédibilité technique des scénarios décrits : il y a des verrous technologiques et des problèmes d'échelle (épuisement des matières premières, impasse sur les besoins basiques de milliards d'êtres humains et les nécessaires équipements de grande échelle dans le monde) qui restent d'une redoutable difficulté, et cela, si on veut être sérieux, on ne peut pas le balayer d'un revers de main. Pensons à « l'économie hydrogène » vantée par le gourou Jeremy Rifkin qui nous explique

depuis des années qu'une révolution technologique est en marche, révolution qui finalement n'est jamais venue et qui ne viendra jamais, à moins d'une découverte majeure en physique. Le problème ici, c'est qu'on peut toujours vendre du rêve sur une supposée découverte imminente qui réglera les derniers obstacles technologiques, et enclenchera un cercle vertueux de révolution-émancipation-sortie-du-capitalisme. Les potentialités du numérique sont réelles, et se manifestent déjà dans notre quotidien, il est indéniable que c'est porteur de nouvelles émancipations. Il y a tout un dossier sur ces potentialités dans le dernier numéro de *Progressistes* ; Mais dire cela ne suffit pas car le capitalisme a encore plein de tours dans son sac et plusieurs temps d'avance, il reste très créatif concernant les systèmes d'aliénation quelles que soient les ruptures technologiques en cours. Le numérique offre ainsi d'énormes opportunités de contrôler massivement les populations, d'orienter encore plus les consommations, de manipuler et de dépolitiser des millions de citoyens... Tout est une question de bataille politique et de rapport de forces pour orienter ces progrès au service de l'humain. Et bien comprendre les enjeux autour de ces technologies, en se gardant de verser dans la prophétie ou le spontanéisme. ▶

► **YANN LE POLLOTEC :
« DES IDÉES NOUVELLES »**

Je crois que la question n'est pas d'être optimiste ou pessimiste, ou de dire que techniquement c'est possible ou pas. À vrai dire, je me souviens que nous avons eu le même type de débat au Parti, lors de l'émergence d'Internet et

fusées artisanales en 1929, il était sur-réaliste de parier que 40 ans plus tard, le même réaliserait une fusée qui allait emmener trois hommes sur la Lune. Je crois qu'au contraire nous devons nous nourrir de tout ce qui s'écrit là dessus, que cela soit feu André Gorz, Yann Moulier-Boutang, Bernard

« De ses contradictions est en train de s'ouvrir un espace hors du marché et de l'État, espace qu'occupe de manière expérimentale, balbutiante mais virale, entre autres les *fab-labs*, les *hackerspaces* et autres *makerspaces*. »

du Web en 1992-1994, alors que le minitel était à son apogée, avec les mêmes types d'objection. Et à l'époque nous avons prudemment, en partie, raté le train de l'Histoire, embourbés que nous étions dans un hermétique affrontement entre les tenants de la révolution scientifique et technique et les partisans de la révolution informationnelle.

Après, sur les potentialités techniques, il est toujours difficile de se prononcer *a priori* : lorsque Von Braun faisait mumuse dans son jardin avec des

Stiegler, Antonio Negri, Pierre Dardot, Christian Laval, Thanh Nghiem, Richard Stallman et même Chris Anderson et Jeremy Rifkin. Ni pour en faire des vérités d'évangile, ni pour dénoncer leur hérésie, mais tout simplement parce que leurs idées sont dans le débat public et que des milliers d'hommes et des femmes se reconnaissent ou pas en elles et agissent en fonction d'elles. Donc, à l'image de Marx avec sa lecture critique d'Adam Smith et de Hegel, faisons un travail critique sur ces auteurs et je pense que cela

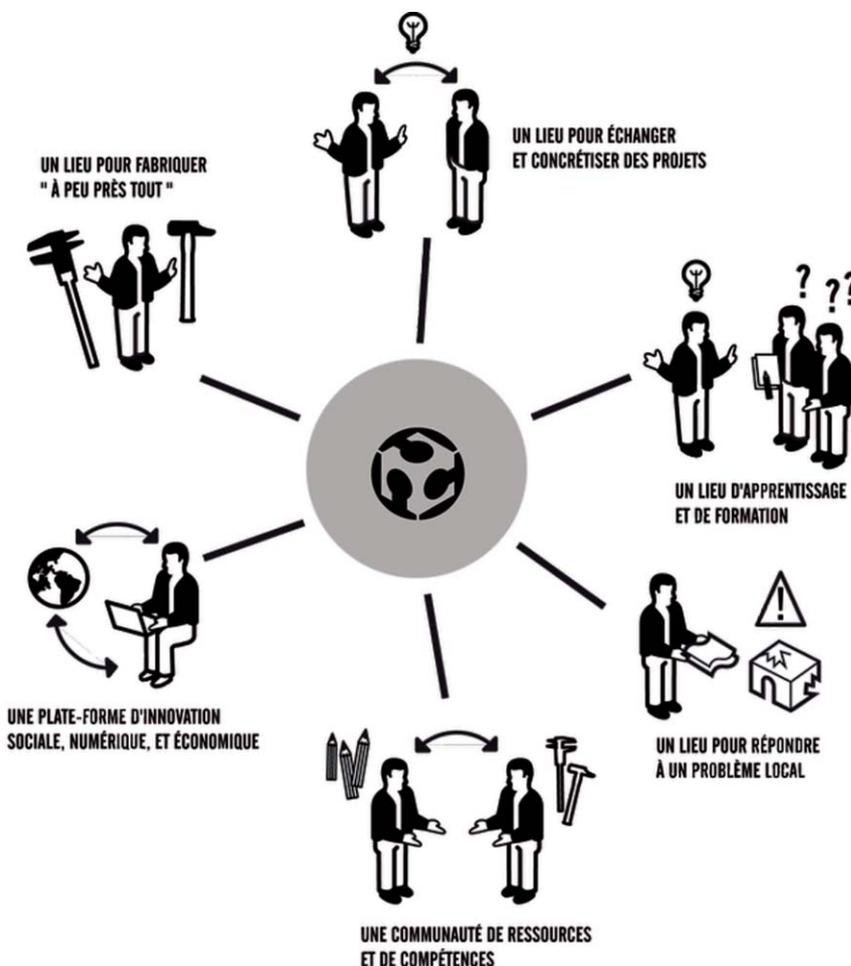
nous ouvrira beaucoup d'horizons et nous donnera des idées nouvelles. Et lisons-les aussi en pensant pourquoi écrivent-ils cela ? Pour se forger effectivement son opinion sur les *fab-labs*, *hackerspaces* et *makerspaces*, j'ai la conviction qu'il faut faire comme Galilée le proposait : « regarder dans la lunette ». Il faut y aller, pousser la porte de l'un d'eux, regarder, écouter, discuter et participer. C'est pourquoi j'ai organisé un espace *fab-lab* éphémère à la fête de l'Humanité 2014, et je vais organiser une visite d'un *hackerspace* pour la direction du Parti et la rédaction de *La Revue du projet*.

Je vous conseille aussi la lecture de <http://www.makery.info/about/> c'est passionnant.

INVESTIR CE TERRAIN

Après, mon humble opinion est que la révolution numérique est à l'image de la massification de l'école primaire à la fin du XIX^e siècle en Occident, un mouvement éminemment contradictoire mais offrant de réelles potentialités d'émancipation humaine. Comme l'analyse Yann Moulier-Boutang, le capitalisme cognitif pour capturer l'interaction humaine, clé de l'intelligence collective (créativité, innovation), a besoin de développer des plateformes de pollinisation gratuites (accès facile, non payant) et des nouveaux biens communs (logiciel libre par exemple, mais aussi libre accès aux publications liées à la recherche fondamentale). Cette forme de « communisme du capital cognitif » est en guerre avec le capitalisme industriel traditionnel qui défend le vieux modèle du bien matériel à vendre (cf. Microsoft vs Google). Le modèle du capitalisme cognitif sera plus de vendre un droit d'usage qu'un objet et d'exploiter le *digital labor*. Malgré la volonté de mettre de nouvelles enclosures, de ses contradictions est en train de s'ouvrir un espace hors du marché et de l'État, espace qu'occupe de manière expérimentale, balbutiante mais virale, entre autres les *fab-labs*, les *hackerspaces* et autres *makerspaces*. Raison de plus pour s'intéresser à ces tiers lieux, leurs acteurs, car quelque chose est en train de se nouer autour de ces idées d'une économie de la contribution et des nouveaux communs. C'est passionnant et il faut investir ce terrain.

Pour conclure, je citerai un propos de Francette Lazard : « Heureusement que l'on n'a pas jugé l'invention de l'imprimerie à caractère mobile sur le fait que le premier livre imprimé fut la Bible. » ■



LE NOUVEL ÂGE DE L'AUTOMATISATION

L'automatisation provoque une métamorphose du monde industriel qui remet en cause les notions d'emploi et de consommation et invite à analyser la valeur du savoir.

PAR **BERNARD STIEGLER***

Dans *Automation et humanisme*, Georges Elgozy, voyant venir l'informatique comme science et technologie des automatismes, annonçait en 1968 un changement majeur dans le devenir de l'humanité. Vingt-cinq ans plus tard, le 30 avril 1993, l'avènement du Web et de « l'écriture réticulaire » selon une expression de Clarisse Herrenschildt (dans *Les Trois écritures : Langue, nombre, code*) concrétisait cette intuition en déclenchant un processus de transformation planétaire dont on peine encore à qualifier et à mesurer les effets, mais dont il ne fait plus de doute qu'il conduit à une généralisation des automatismes dans toutes les dimensions de l'existence – des plus individuelles aux plus collectives, de la vie privée la plus intime aux processus de production des biens matériels et à la sphère publique constituant la *res publica*. C'est dans ce contexte très inédit que le ministère du redressement productif lançait il y a un an un *plan robotique*.

LE PIRE MASQUE LE MEILLEUR ET RÉCIPROQUEMENT

Si la question de l'automatisation accompagne toute l'histoire de la société industrielle, et même la précède s'il est vrai que c'est l'automate de Vaucanson qui l'annonce autant que la machine à vapeur, elle se présente de nos jours sous un angle absolument neuf : avec la numérisation de toutes les *relations* (à soi, aux autres, aux choses, à l'espace, au temps), les automatismes sont désormais présents dans la plupart des activités humaines – que les humains en soient conscients ou non.

C'est sur cette base encore massivement impensée et peu préparée que s'opère une mutation industrielle d'une immense ampleur où, comme toujours, *le pire masque le meilleur et réciproquement* : la dissémination et l'intégration des technologies numériques qui conduit à l'automatisation généralisée provoque au sens strict une *métamorphose* du monde industriel (Francis Jutand, *La métamorphose numérique*).

Au sein de cette métamorphose se présentent les termes opposés d'une alternative.

L'automatisation généralisée a et aura des effets dans tous les domaines : production, enseignement, médecine, commerce, transports, recherche scientifique, édition et presse, relations sociales, vie quotidienne domestique, vie politique, relations intergénérationnelles, géopolitique, géoéconomie, diplomatie, politiques militaires, etc. Quant à la robotisation de la production, elle pose de toute évidence l'immense problème du modèle économique de l'industrialisation à venir dans son ensemble : si les robots remplacent les employés, qui consommera ce que produiront les robots, et avec quelles ressources ?

Une telle question montre que les notions d'emploi et de consommation ne sont peut-être plus appropriées pour une entrée durable dans le monde qui émerge. De fait, elles ont été forgées à une époque où la solvabilité de la production reposait sur l'emploi de masses de producteurs dotés d'un pouvoir d'achat qui les constituaient du

ral une *composition* entre de tels opposés) :

- l'une permet de gagner et de redistribuer de l'argent par une conversion monétaire immédiate du temps ainsi gagné ;
- l'autre permet de produire, de gagner et de redistribuer du temps qui n'est pas directement transformable en argent.

La seconde voie consiste à libérer du temps mécanisable et automatisable pour gagner du temps qui n'est ni mécanisable ni automatisable parce qu'il est incalculable, et constitue le temps de la *singularité* – raison pour laquelle il n'est précisément pas directement convertible en monnaie.

La première voie, qui transforme directement le temps en argent (selon le célèbre « sermon » de Benjamin Franklin), et qui appréhende le temps comme étant essentiellement réductible à un calcul, a produit une société basée sur une valeur d'usage elle-même immédiatement transformable

« Un savoir produit une valeur qui ne se dévalue pas avec le temps : ce n'est pas une valeur d'usage, mais une *valeur pratique*. »

même coup en masses de consommateurs. Or ce compromis à la fois économique et politique autour du pouvoir d'achat était fondé sur une automatisation *restreinte*, cependant que l'ère de l'automatisation généralisée dans laquelle nous entrons renverse irréversiblement l'état de fait en quoi cette automatisation restreinte aura consisté jusqu'au début des années 1970.

DEUX VOIES OPPOSÉES POUR ENVISAGER L'AVENIR DE L'AUTOMATISATION

L'automatisation permet de gagner du temps, c'est-à-dire aussi de l'argent. Mais le temps n'est pas seulement de l'argent : c'est aussi par exemple le temps de savoir – et d'apprendre, c'est-à-dire d'augmenter sa « puissance d'agir », si l'on parle avec Spinoza, ou sa « capacitation », si l'on parle avec Amartya Sen. Pour le dire autrement et de façon tranchée : il y a deux voies opposées pour envisager l'avenir de l'automatisation (et le réel est en géné-

en valeur d'échange. Or ce modèle a atteint sa limite au cours de la dernière décennie.

Là est le cœur de la crise de 2008, elle-même inscrite dans la métamorphose en cours : celle-ci a montré que la valeur d'usage, comme valeur qui *s'use*, conduit à l'*usure globale*, y compris comme organisation fondamentalement spéculative de l'économie, où l'insolvabilité devient systémique et généralisée – et Nietzsche avait anticipé ce devenir sous le nom de *nihilisme*, c'est-à-dire comme destruction de toutes les valeurs.

C'est dans le contexte critique de cette crise sans précédent que l'on parle de nos jours d'une société reposant sur un développement nouveau et généralisé des savoirs. Un savoir produit une valeur qui ne se dévalue pas avec le temps : ce n'est pas une valeur d'usage, mais une *valeur pratique*. Cela signifie qu'un savoir n'est pas réductible à son utilité formalisée par un usage : si tel était le cas, il s'userait avec le temps. ▶

► LE SAVOIR, UNE VALEUR NON MARCHANDE

Les pratiques nouvelles de contribution qui ont émergé avec l'écriture réticulaire depuis une vingtaine d'années ont largement mis en relief cette valeur non marchande que constitue le savoir. Qu'une valeur ne soit pas réductible à sa fonction marchande ne signifie pas qu'elle est inutile, ni donc qu'elle ne comporte aucune vertu économique, ni qu'elle n'a pas aussi une valeur marchande, bien au contraire : comme l'a montré Paul Valéry, la « valeur esprit », qui est la condition de la richesse sous toutes ses formes, est aussi ce que produit la richesse sous toutes ses formes. Mais cette production ne peut pas et ne doit pas être convertie directement en valeur d'échange – car si elle l'est,

comme le montre là encore Valéry, la valeur esprit, qui est la valeur pratique en tant qu'elle n'est pas réductible à une simple valeur d'usage, baisse inéluctablement.

Cette question de la valeur peut et doit être analysée en termes d'entropie et de négentropie. En tant que gain de temps possible, et selon la manière dont ce gain est valorisé (comme valeur d'usage ou comme valeur pratique), l'automatisation, en tant qu'elle permet des gains de temps qui peuvent être soit *dilués dans une constante augmentation de la vitesse et de la calculabilité*, soit *investis dans le temps des savoirs qui dépassent cette usure du temps*, permet soit d'augmenter l'entropie, c'est-à-dire la dévalorisation et la destruction du système produisant

l'automatisation, soit au contraire de la limiter en augmentant la négentropie, c'est-à-dire la diversité des capacités et des formes de savoirs fondées sur ce que la philosophie nomme l'autonomie.

Faute de répondre à ce genre de questions, la robotisation de la production, qui est inéluctable, conduira à des contradictions économiques telles qu'elles se traduiront par une guerre économique encore plus vive qu'aujourd'hui – qui pourrait alors conduire au chaos. ■

Introduction au séminaire de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou reproduite avec l'aimable autorisation de l'auteur.

*Bernard Stiegler est philosophe. Il est directeur de l'IRI.

KARL MARX : FRAGMENT SUR LES MACHINES

Au milieu du XIX^e siècle, Marx pointait du doigt les effets contradictoires qui résultaient de l'automatisation de la production. Entre économie de main d'œuvre pour le capital et nouvelles possibilités de libération de temps pour les travailleurs, la transformation de la connaissance en force productive semble créer une situation inédite.

« L'échange de travail vivant contre du travail objectivé, c.-à-d. la position du travail social sous la forme de l'opposition entre capital et travail salarié – est le dernier développement du rapport de valeur et de la production reposant sur la valeur. Sa présupposition est et demeure : la masse de temps de travail immédiat, le quantum de travail employé comme facteur décisif de la production de la richesse. Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse effective dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt de l'état général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] La richesse effective se manifeste plutôt – et c'est ce que dévoile la grande industrie – dans l'extraordinaire disproportion entre le temps de travail employé et son produit, tout comme dans la discordance qualitative entre un travail réduit à une pure abstraction et le pouvoir du processus de production qu'il contrôle. Ce n'est plus tant le travail qui apparaît comme inclus dans le processus de production, mais l'homme plutôt qui se comporte en surveillant et en régulateur du processus de production. [...] Le *vol du temps de travail d'autrui*, sur lequel repose la richesse actuelle, apparaît comme une base fondamentale *misérable* comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse et doit nécessairement cesser d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le *surtravail de la masse* a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le *non-travail de quelques-uns* a cessé d'être la condition du développement des puissances universelles du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le processus de production matériel immédiat perd lui-même la forme de la pénurie et de la contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens

créés pour eux tous. Le capital est lui-même la contradiction en tant que processus, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – *question de vie ou de mort* – pour le travail nécessaire. D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature comme à celles de la combinaison sociale et du commerce social pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est employé. De l'autre côté, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans les limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée. Les forces productives et les relations sociales – les unes et les autres étant deux côtés différents du développement de l'individu social – n'apparaissent au capital que comme les moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base fondamentale bornée qui est la sienne. Mais *en fait* elles sont les conditions matérielles pour faire sauter cette base. [...]

La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni *télégraphes électriques*, ni *métiers à filer automatiques*, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine : du matériau naturel, transformé en organes de la volonté humaine sur la nature ou de son activation dans la nature. Ce sont *des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme* : de la force de savoir objectivée. Le développement du *capital fixe* indique jusqu'à quel degré le savoir social général, la *connaissance*, est devenue *force productive immédiate*, et par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle de l'*intellect général*, et sont réorganisées conformément à lui. Jusqu'à quel degré les forces productives sociales sont produites, non seulement sous la forme du savoir, mais comme organes immédiats de la pratique sociale ; du processus réel de la vie. »

KARL MARX, *Manuscrits de 1857-1858* (« Grundrisse ») Les Éditions sociales, Paris, 2011, p. 660-662 Traduction de Jean-Pierre Lefebvre (modifiée)

DE NOUVEAUX ESPACES COMMUNS DE LA SOCIÉTÉ HUMAINE

ENTRETIEN AVEC
YANN MOULIER-BOUTANG*

Fablab, financement participatif, machine auto-répliquable, open source hardware, monnaie locale et/ou virtuelle, tout cela ne préfigure-t-il pas un écosystème qui tendrait à s'affranchir à la fois du marché et de l'État ?

La réponse est évidemment oui. En particulier ces micro-initiatives qui inventent un commun qui ne se confond pas avec un bien public classique sans pour autant tomber dans

comme un animal dont la peau mue, qu'il a besoin pour se déployer pleinement dans sa puissance d'un État bienveillant et actif, et non d'un État qui saisit toutes les occasions d'affaiblir le secteur public pour le pousser dans les bras du marché. Comme il a été souvent noté, face aux anciens et aux nouveaux communs, les États aujourd'hui ont trop tendance à les rendre publics, à démobiliser les communautés qui les défendent, pour après les vendre en tranche au secteur privé. Il ne faut pas penser naïvement que l'État constitue une protection

qu'elles nouent des partenariats avec le privé et qu'elles se normalisent financièrement.

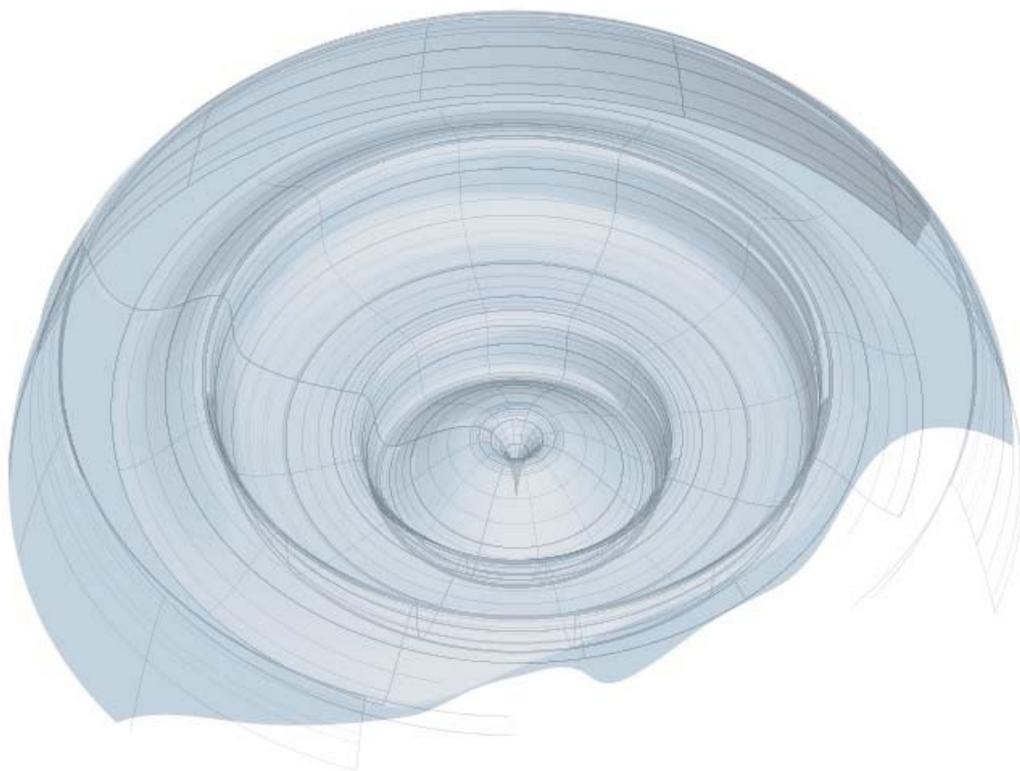
Les fab-labs, et autres « tiers lieux », (c'est-à-dire des lieux à la fois en marge de l'État et du marché), ne préfigurent-ils pas le prototype des entreprises, voire des institutions d'une société post-capitaliste ?

Je distinguerai deux étapes. Dans la première, le tiers lieu est comme une plate-forme de plus en plus indispensable au capitalisme cognitif pour que ce dernier puisse s'assurer de capter le cœur nouveau de la plus-value relative, c'est-à-dire les externalités positives [Ndlr : Une externalité positive caractérise le fait qu'un agent économique crée par son activité un effet externe en procurant à autrui, sans contrepartie monétaire, une utilité ou un avantage de façon gratuite] résultant de la pollinisation humaine [La pollinisation humaine est l'interaction en réseaux de langage et d'affects]. C'est ce que j'appelle « le communisme du capital » qui se présente réellement (se présenter ne veut pas dire faire semblant) comme ayant aboli la propriété (cela permet d'éviter de discuter de trivialités comme la rémunéra- ►

« La reproduction du capital cognitif aujourd'hui exige des équipements gratuits, exactement comme l'éducation de base, l'entretien des familles furent indispensables à la reproduction élargie du capital. »

l'apologie néolibérale du marché. Mais il faut toutefois ajouter que cet écosystème de la coopération humaine est en voie de formation et donc fragile

absolue. Il arrive qu'il joue ce rôle protecteur, mais malheureusement il est plus souvent du côté du marché exigeant des associations, des *start-up*



► tion du travail coopératif gratuit du tiers-secteur, de la propriété des données personnelles dont les internautes font joyeusement cadeau aux GAFA, Google-Amazon-Facebook-Apple). Sans plate-forme gratuite de pollinisation, l'interaction humaine et l'intelligence collective ne peuvent pas s'épanouir. La reproduction du capital cognitif aujourd'hui exige des équi-

d'efficacité. Pourquoi croit-on que les chasseurs de têtes et les RH viennent tantôt discrètement tantôt ouvertement recruter dans les *fab-labs*, dans les nouvelles ruches ? La coordination prescrite à coup de machines, d'organisation « scientifique du travail », d'un encadrement disciplinaire est beaucoup plus coûteuse que la coopération qui s'établit entre égaux et de sur-

nissent le caractère résolument post-capitaliste d'une société qui se cherche, c'est la transformation des processus de subjectivation pour parler comme Felix Guattari et Gilles Deleuze. Ce n'est ni le miel (le produit), ni la cire, ni la forme de la ruche ou des parcours qui définissent la pollinisation et sa puissance de transformation.

On me dira que les abeilles conservent la biosphère terrestre et qu'assigner aux abeilles humaines un programme de préservation de la noosphère, c'est-à-dire de la culture, de l'intelligence des humains au sein de la biosphère, cela peut paraître plus conservateur que révolutionnaire, vieux reproche fait par la gauche radicale à l'écologie. Mais si l'on réfléchit au caractère désormais destructeur pour la planète et pour l'espèce humaine du déploiement final du capitalisme mondial intégral (l'anthropocène), à l'extinction rapide des abeilles, la rupture radicale avec le capitalisme passe par la mobilisation de l'intelligence collective en vue de résoudre les problèmes écologiques dramatiquement urgents, et donc par la réinvention de l'invention sociale, productive, apprenante.

Quel modèle économique soutenable pour le développement des *fab-labs* ?

La question est redoutable et reproduit une vieille question que le mouvement ouvrier tenta de résoudre au XIX^e siècle avec les utopies concrètes (la fondation des communautés en Amérique), mais en réalité il faut remonter aux XVI^e et XVII^e siècles avec la tentative des missions jésuites de s'opposer à la destruction des com-

« La coordination prescrite à coup de machines, d'organisation "scientifique du travail", d'un encadrement disciplinaire est beaucoup plus coûteuse que la coopération qui s'établit entre égaux et de surcroît beaucoup moins riche d'innovation. »

pements gratuits, exactement comme l'éducation de base, l'entretien des familles furent indispensables à la reproduction élargie du capital.

Et là intervient la deuxième étape. La prise de conscience du caractère prédateur de ce capitalisme « communisme » entraîne les acteurs de l'intelligence collective des *fab-labs*, les makers après les hackers, les cliqueurs [Ceux qui par leur click de souris créent de la pollinisation humaine] à vouloir assurer leur indépendance économique, à s'autonomiser du cycle de la valorisation capitaliste. Ainsi s'opère la transformation du netariat, ou cognitariat [ceux qui vivent de leurs activités cognitives sur les réseaux] en partisans des commons [Les commons], en commonistes. Il s'agit de défendre l'écosystème de la culture du libre (logiciel), de l'étendre, de combattre l'idéologie des droits de propriété intellectuels « privateurs » comme dit Richard Stallman. Dans le large spectre de ce que Richard Florida appelle LA classe créative au singulier s'ouvrent des fractures et rapidement entre le designer à la Philippe Starck et le post-doctorant travaillant pour moins de 1 000 euros par mois naît le désaccord donc la politique pour parler comme Rancière. Une nouvelle classe ni ouvrière, ni cadre, ni employée, ni bourgeoisie, se divise en deux, en trois. Et cette division fait naître le projet d'émancipation, de libération chez les nouveaux exploités. Et pourtant cette nouvelle forme de lutte de classes fait naître des formes nouvelles d'organisation des entreprises, indique au capitalisme cognitif les nouveaux sentiers de croissance et

croît beaucoup moins riche d'innovation. Ajoutons que la pollinisation spontanée des abeilles humaines en interaction entre elles et avec un environnement complexe, en l'absence d'un revenu d'existence qui rémunère l'activité (et pas seulement ce qui est reconnu comme travail), coûte beaucoup moins cher qu'un salariat rémunéré décevant. Mais cette « aubaine » que constitue la multitude productive, au niveau de développement où nous sommes arrivés pour le capitalisme sous sa nouvelle forme, devient aussi le plus sérieux obstacle à sa pérennité car cette multitude (j'aime mieux dire ces multi-

« Ce ne sont pas les formes de luttes, d'organisations, d'institutions, en tant que telles qui définissent le caractère résolument post-capitaliste d'une société qui se cherche, c'est la transformation des processus de subjectivation. »

tudes plurielles, insaisissables, très rarement unifiées) forge dans l'*open data*, l'*open science*, l'*open source* le nerf d'une économie de partage, de l'échange *peer-to-peer* (pair à pair) qu'on aurait grand tort de considérer comme une aimable utopie de jeunesse qui passera comme l'acné juvénile. Donc je dirais pour répondre à votre question que ce ne sont pas les formes de luttes, d'organisations, d'institutions, en tant que telles qui défi-

munautés indiennes par les colons blancs. On peut aussi parler des quilombos brésiliens, des noirs enfuis des plantations et formant de véritables sociétés alternatives dans la division du travail, de la propriété, du rôle des hommes et des femmes. On peut enfin évoquer le mouvement de véritable sécession rampante et permanente des jeunes qui a été combattu par la colonisation de la musique et de la culture.

Le nerf de la guerre et les causes des échecs magnifiques (car seuls les imbéciles ne voient pas à quel point les défaites comme les erreurs apprennent bien plus que les succès) se trouvent toujours du côté du modèle économique. Les villages jésuites de l'Argentine au Brésil furent détruits car

« Une grande inventivité est en train d'apparaître, renforcée par la crise qui oblige les multitudes à trouver des solutions nouvelles. »

le modèle économique des Jésuites reposait sur l'idée médiévale d'autarcie et de juste prix, alors que l'on était déjà en pleine mondialisation coloniale avec la formation des grandes plantations produisant le blé, le sucre, l'indigo, le café, le coton.

Aujourd'hui les *start-up*, le tiers-secteur, les ruches cristallisent partout l'expérience de plus de vingt ans de *peer to peer*. Mais toutes les forces subjectives investies dans cette transformation productive des territoires concrets de la ville, des banlieues, des systèmes de production locaux font toutes face à un redoutable problème : comment, passé la trentaine, vivre indépendamment, payer son loyer, ses factures, avoir trois sous devant soi pour aller en vacances, fonder une famille avec un revenu un tant soit peu stable, si l'on est dans la précarité, un salariat occasionnel, un statut d'auto-entrepreneur qui est un miroir aux alouettes. Donc tous les acteurs se posent la même question : comment vivre de ce que l'on fait en étant libre ? La fable du chien et du loup de La Fontaine est parlante. Faut-il troquer la liberté pour la sécurité salariale ? Un certain discours – « vivons de subventions et ne nous soucions pas de modèles capables de survivre correctement dans une économie de marché toute puissante » – montre rapidement ses limites. Car l'*open source*, l'*open data* à tout crin, cela finit par constituer le meilleur allié des grandes entreprises qui attendent patiemment à la porte des *fab-labs* que jeunesse se passe pour débaucher les meilleurs éléments et les inciter à passer de l'autre côté du miroir.

Le remède à cela ? Chercher à élaborer des modèles économiques qui ne s'appuient ni sur la vente d'un produit, ni sur le dépôt de brevets, mais qui regardent plutôt du côté de la marque, de l'appellation contrôlée ou mieux qui monnaie ce que j'appelle des immatériels de type 2, c'est-à-dire qui ne se codifient pas comme le *care*, la coopération, l'apprentissage [activités cognitives humaines qui ne peuvent pas être transposables sous la forme d'**algorithme** (cf. machine de Turing)].

Mon ami Michel Bauwens qui a animé depuis un an et demi à l'invitation du Président de l'Équateur, Rafael Correa le projet FLOK society (*Free et libre open knowledge*, la société pour la connaissance libre et ouverte) et qui sera en Europe cet automne est en train d'élaborer avec des chercheurs, des militants venus de tous horizons un projet de licence *peer to peer*, tout comme les projets de monnaie locale, de mettre à la disposition de la petite économie marchande des moyens monétaires (avec l'appui de la Banque centrale). Une grande inventivité est en train d'apparaître, renforcée par la crise qui oblige les multitudes à trouver des solutions nouvelles.

Ce qui est passionnant et différent des vieilles expériences utopiques, c'est qu'elles se produisent à un stade du capitalisme, que j'appelle « cognitif », où le « développement des forces productives » pour reprendre la vieille mais finalement assez robuste terminologie est arrivée au stade du communisme des plates-formes. Il est symptomatique que Jeremy Rifkin en soit arrivé à prédire tranquillement rien moins qu'une extinction du capitalisme à l'horizon de 60 ans (pour le coup, il me paraît oublier un peu les résistances politiques des rentiers). Ce qui est crucial dans la bataille des nou-

ductivité était du côté des grands propriétaires salariant des prolétaires agricoles. Là c'est l'inverse. L'espoir productif de l'intelligence et l'espoir écologiste sont du côté des *fab-labs* et des multiples *wikis*, méthode de politique, de culture, d'éducation.



« Le FabLab est le seul endroit où l'on ne te demande pas de diplôme pour intégrer la structure »

Nicolas Huchet, constructeur de sa propre prothèse

Le digital labor, travail réalisé gratuitement par les usagers du numérique n'est-il pas ce qui caractérise l'exploitation de l'être humain à l'ère du capitalisme cognitif ?

Pas seulement. C'est l'erreur de toute la littérature qui s' imagine qu'elle est marxiste et de gauche parce qu'elle dénonce l'exploitation du travail sous condition numérique, en disant que rien n'est nouveau sous le soleil, que le capitalisme cognitif suce le sang, l'énergie, l'attention, la vie des travailleurs qui sont des nouveaux prolétaires. Mais on ne fait pas un marxisme véritable avec des bons sentiments. Laissons cela aux « belles âmes ».

Le trait spécifique, historiquement déterminé du capitalisme cognitif, c'est une transformation radicale de la valeur et de la survaleur. La valeur économique représentée par l'exploitation de la force de travail, par rap-

« La situation est extrêmement complexe car on peut être exploité dans sa force d'invention et pas dans sa force de travail, ou les deux à la fois, ou dans aucun des cas. »

velles clôtures, dans cette accumulation primitive du nouveau capitalisme, c'est que la productivité, la valeur économique, est du côté des classes créatives appuyées sur les nouvelles technologies. Quand les tenanciers irlandais se faisaient chasser de leurs terres par l'armée britannique, la pro-

port à l'exploitation de la force créative, est de plus en plus réduite. En outre, la situation est extrêmement complexe car on peut être exploité dans sa force d'invention et pas dans sa force de travail, ou les deux à la fois, ou dans aucun des cas. Surtout, ce n'est pas l'exploitation de l'abeille indivi-



► duelle par l'apiculteur qui, comme le capitaliste de l'époque de la grande fabrique, fait travailler l'abeille humaine au-delà du temps nécessaire à sa reproduction, c'est le prélèvement direct sur la pollinisation et la richesse créée par elle qui est devenue la force productive dominante. La masse de la survaleur apparaît du fait du caractère social de la pollinisation des vivants (pas seulement des humains car selon la qualité de l'écosystème la pollinisation est plus ou moins fructueuse : par exemple si l'environnement est pollué par les pesticides divers, par la disparition des jachères mellifères, par l'appauvrissement de la biodiversité alimentaire, de la biodiversité culturelle pour nous, la pollinisation chute fortement jusqu'à risquer de disparaître). La production est d'emblée sociale. Tout ce que Marx avait esquissé génialement dans les *Grundrisse* est

désormais la réalité. Par rapport à ce mode de production et cette force productive, la production marchande et industrielle est médiocre. Cela ne veut pas dire que les formes de l'exploitation du capitalisme de l'ère industrielle ne sont pas reconduites comme formes de pouvoir et de discipline ; mais à la différence de ce qui se produisait entre 1850 et 1970, ces mécanismes sont en contradiction avec la véritable nature de l'exploitation cognitive du netariat (dont le salariat n'est qu'une partie). Ce qui fait la spécificité de l'exploitation qu'ont réussi à bâtir les GAFA, c'est de faire travailler gratuitement la société, les cliqueurs, les mobiles [Ndlr les personnes qui grâce à leur connexion permanente à des réseaux numériques sont des travailleurs nomades sans bureau fixe] qui ne sont pas reconnus comme travailleurs productifs, c'est de prélever

une partie des externalités positives. Si, comme je tente de le démontrer, la richesse créée continuellement par la pollinisation humaine est au minimum mille fois plus productive que le travail individuel d'un traditionnel « exploité » du « marxisme des bègues » (Bordiga), en extrayant seulement 10 % des externalités positives générées par elle, le capitalisme cognitif est cent fois plus puissant que le vieux capitalisme. C'est ce qui explique le rang des GAFA qui en dix ans ont raflé toutes les premières places de la valeur en matière de capitalisation boursière.

Comment combattre les nouvelles enclosures que tente de mettre en place le capitalisme cognitif ?

Premièrement, en comprenant bien la portée de ce que je viens d'expliquer précédemment. Deuxièmement, en bâtissant de nouvelles politiques

publiques qui créent tout d'abord les conditions de protection de la biodiversité culturelle, des écosystèmes d'innovation émergents, qui les étendent sans s'accrocher comme une bernique sur un rocher immobile au vieux secteur nationalisé ou public car il faut placer la dépense publique sur les secteurs stratégiques donc prioritaires. Du côté du mouvement ouvrier ou populaire, il faut en finir avec la vision réductrice de la production et du travail qui traite comme quantité négligeable ou marginale toutes les formes d'activités qui contribuent à l'accroissement de la pollinisation et cesser de défendre comme un fort Chabrol le travail et les emplois qui détruisent l'environnement. Il n'y a pas que les pesticides et les engrais chimiques qui tuent la pollinisation humaine. L'idéologie du tout marché, les idéologies qui vantent les mérites de l'inégalité ou qui veulent indistinctement moins d'emplois publics, le font tout autant. Il faut défendre la société, comme disait Foucault, c'est-à-dire défendre la pollinisation contre le travail pseudo-productif qui génère du *cash* aujourd'hui (voir des emplois) tout en creusant des abîmes d'externalités négatives qu'aucune ressource n'arrivera à combler.

Il faut faire preuve d'imagination juridique et, pour cela, être à l'écoute des pratiques collaboratives qui émergent dans les cantines numériques [Ndlr : lieux conçus pour le travail collaboratif et les coopérations fluides et interdisciplinaire dans une optique « Arts et métiers »], dans les *fab-labs*, chez les *makers*, dans les communautés *peer to peer*. Les juristes devraient dépenser leurs talents à inventer des licences consolidant les *start-up*, les coopératives, les associations au lieu de chercher les meilleurs moyens pour les GAFA de toutes sortes, d'acheter l'invention pour la retourner contre les nouveaux *commoners* et de fabriquer des systèmes de protection technique (*Digital Rights Management*) pour recréer de la propriété privée. Les économistes pourraient travailler sur les modèles de business et de survie économique pour les tiers lieux au lieu de se borner à faire de la veille de l'intelligence pour les grands groupes et de toucher leurs commissions au passage.

Naturellement en Europe c'est à l'échelle de l'Union et dans le parlement européen qu'il faut se battre sur les prochaines directives. Cela a été fait sur les logiciels libres, sur ACTA avec succès. Cela peut être refait. Aucune nation en Europe ou ailleurs n'est capable d'aborder intelligemment et surtout efficacement les questions de

la neutralité du Net, de la standardisation des formats numériques pour éviter qu'ils tombent entre les mains d'une entreprise privée, de l'archivage de l'énorme contenu du Web actuellement très fragile, de la censure et du contrôle de la censure après l'âge du Gutenberg dont nous sommes en train de sortir, de la protection de la diversité de la noosphère (c'est-à-dire du domaine de l'esprit, de la culture, de la création).

Le rôle essentiel de la pollinisation dans la création de valeur n'implique-t-il pas de réfléchir à une organisation du travail qui ne s'appuie ni sur la verticalité, ni sur l'horizontalité ?

Le numérique est compatible avec un usage vertical et autoritaire comme dans tant d'entreprises où on se sert des technologies numériques pour communiquer à l'échelon inférieur et le contrôler encore plus durement qu'auparavant, ou pour faire du supertaylorisme. L'Internet est différent car le réseau (la toile) pour être productif doit s'écarter radicalement des systèmes hiérarchiques arborescents. Mais même le réseau des réseaux

« À nous de saisir cette possibilité de nouvelles Lumières et de la transformer en nouveaux espaces communs de la société humaine. »

numériques peut faire l'objet de sérieuses offensives des États pour en contrôler (sous le prétexte du terrorisme, de la pédophilie etc.) les nouveaux espaces de liberté et de démocratie.

La pollinisation, pas simplement comme image, mais comme description de la réalité économique promet en revanche une vision profondément horizontale de la coopération, des plates-formes collaboratives. Même s'il ne s'agit pas de tomber dans des naïvetés ; car les phénomènes de pouvoir, d'exclusion, de captation, de détournements jouent dans le numérique et dans la pollinisation humaine comme d'habitude. Mais il faut reconnaître que depuis l'invention de l'imprimerie qui donna tant de fil à retordre au concept d'autorité de l'Église catholique et fit naître la Réforme, le

couplage de l'outil numérique et d'un environnement dominé par le risque de disparition des abeilles, les autorités de l'État, de l'entreprise, de l'école, de la famille n'ont jamais rencontré de remise en cause et de reformatage en cours aussi puissants (même celui des Lumières). À nous de saisir cette possibilité de nouvelles Lumières et de la transformer en nouveaux espaces communs de la société humaine.

Que mettez-vous derrière l'idée d'un revenu universel de pollinisation ?

Essentiellement deux choses. La correction des inégalités qui s'accroissent de façon structurelle et alarmante parce qu'un nombre croissant d'agents pollinisateurs de la société est écarté du spectre du visible par les politiques (en raison de leur mauvaise économie politique qui date de Smith, Ricardo et même de Marx, d'un Marx que ce dernier aurait regardé aujourd'hui sans aménité ni complaisance). Sans introduction d'un revenu universel, le système de protection sociale se délabre dangereusement et le consensus qui régnait autour de sa défense n'est déjà plus le même. Pourquoi voulez-vous que les jeunes qui ont été sacrifiés sur le plan de l'accès à une activité reconnue comme un emploi et sur le plan de l'éducation, adhèrent à un système de protection sociale, de retraite dont beaucoup ne bénéficieraient pas si l'on continue ? Un revenu universel qui attribue à chacun 900 euros sans contrepartie est la seule façon de ramener la pauvreté de 14 % à 2 ou 3 %. D'autre part, il s'agit d'un revenu qui rémunère la contribution de chacun à la société. La pollinisation n'est pas reconnue comme la catégorie qui définit de fond en comble la production sociale, la richesse, la valeur la répartition donc l'impôt.

La pollinisation n'est pas le supplément d'âme de la véritable société productive. Elle doit devenir le centre du système de la solidarité, de la réintégration dans la société des exclus ; par la reconnaissance dans une société contributive et collaborative de la contribution et de l'activité de chacun et non par l'insertion dans un emploi tel qu'est défini son périmètre actuel et qui date du capitalisme précédent et d'un socialisme de la disette. ■

Entretien réalisé par Florian Gulli

*Yann Moulier-Boutang est économiste. Il est professeur à l'université de Compiègne.

À chaque numéro, des lecteurs nous livrent leurs réflexions sur les dossiers thématiques.
**Ce texte est une contribution de Clément Arambourou au dossier
« Le Corps » présenté dans le N° 38 de votre revue.**



L'abolition est-elle synonyme de prohibition ?

Esquisse d'une position communiste sur la question de la prostitution

Par ses qualités, le dossier du numéro 38 de *La Revue du projet* sur le corps se situe dans la lignée des numéros précédents. Mobilisation d'universitaires et d'intellectuels reconnus, participation de dirigeants du Parti, textes clairs, concis et précis. Ce numéro est également marqué par la persistance de contradictions auxquelles le Parti communiste refuse de se confronter dans son traitement du problème que constitue le système prostitutionnel.

« Avec l'abolition des rapports de production actuels, écrivent Karl Marx et Friedrich Engels dans leur fameux *Manifeste*, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle. » L'affirmation est claire, le système prostitutionnel est incompatible avec l'idéal communiste. Mais quelle voie suivre pour l'éradiquer ? Certainement faut-il d'emblée rejeter l'attente de l'abolition des rapports de production capitalistes pour prendre les problèmes de la prostitution et du patriarcat à bras-le-corps. Une des caractéristiques distinctives du mouvement communiste est l'entretien d'un lien constructif avec le champ intel-

lectuel et le champ militant afin d'élaborer la ligne stratégique qu'il entend mettre en œuvre, et *La Revue du projet* y contribue. Pourtant, certains propos avancés dans ce numéro ont de quoi surprendre. Patrick Pharo y mobilise une philosophie politique libérale à peine dissimulée pour défendre la reconnaissance du « travail sexuel ». En effet, l'argument central de sa contribution repose sur le « libre choix des individus » et son interview se conclut par une invitation à séparer « l'éthique érotique » – cette « question privée » – du « politique ». Celles et ceux pour qui – et les féministes les premiers – le privé est politique resteront estomaqués... Pour sa part, Nicolas Malaquin, secrétaire national à la formation de l'Union des étudiants communistes, prend la plume pour diffuser la position officielle du Parti. La pénalisation des clients est justifiée par l'opposition aux « 343 salauds ». Or, ce groupe d'hommes a justement suscité de vives réactions d'hostilité de la part des partisans de l'argument libéral susmentionné. Cette argumentation libérale – pour qui la vente de services sexuels doit être protégée par la liberté de commerce au même titre que n'importe quelle activité – est justement celle qui est portée

par le Syndicat du travail sexuel (STRASS). Il est donc particulièrement regrettable que cet argumentaire ne soit pas affronté, d'autant plus qu'il dénonce fort logiquement la prostitution forcée (le capitalisme fait bien l'éloge du travailleur dit « libre ») et que le STRASS est le principal mouvement composé de prostitués à prendre la parole au nom de prostitués (et il est possible de le regretter).

DE DIFFICILES CONTRADICTIONS

Ici, le mouvement communiste se trouve face à de difficiles contradictions. Les opprimés ne doivent-ils pas se libérer eux-mêmes ? Peut-on donc alors aussi facilement rejeter la parole des personnes prostituées et les réduire à l'état d'aliénés – le sens politique du terme risquant toujours de glisser vers son sens psychiatrique ? Mais le mouvement communiste – la plus petite définition du communisme restant la lutte contre l'extension des rapports marchands – peut-il accepter la pérennisation et l'extension du domaine de la marchandisation de la sexualité ? Peut-il sérieusement concevoir qu'il puisse exister une quelconque liberté réelle du commerce sexuel compte tenu de l'état actuel des inégalités de sexe et de classe ? Et si l'on considère que le domaine de la sexualité est un domaine comme les autres (puisqu'il devrait lui être appliquées les règles communes des droits du travail, de l'entreprise et du commerce), ce constat ne devrait-il pas amener à la conclusion absurde que les agressions sexuelles devraient être traitées comme des agressions banales (et donc le viol se verrait décriminalisé). Ce sont ces contradictions qu'il convient d'affronter si l'on veut produire une position authentiquement communiste plutôt que de s'aligner sur la rhétorique commune au PS et à l'UMP, et ce sans rejoindre les fractions d'EELV converties au libéralisme économique aussi bien que sexuel. D'autant que, comme l'avance Lilian Mathieu dans sa contribution à ce numéro, chacun des deux camps – que l'on nommera libéral et prohibitionniste – a partiellement tort et raison : les personnes prostituées se partagent entre personnes victimes de contraintes directes et personnes autonomes ; raison de plus pour refuser l'alternative.

CONSTRUIRE UNE DYNAMIQUE D'ABOLITION

Ce refus peut s'appuyer sur la position prise par le Mouvement français pour le planning familial, organisation particulièrement peu suspecte d'antiféminisme ou de complaisance avec le proxénétisme et dont la parole sur le sujet reste trop peu relayée. Comme les communistes, le Planning familial affirme sa volonté de construire une société égalitaire libérée des rapports marchands, de la violence et de la domination masculines. Il souhaite inscrire sa lutte contre ce qu'il appelle le système « prostituteur » (terme signe de « puto-phobie » caractérisée du point de vue libéral du STRASS) et ce en toute connaissance des « réalités de terrain » et des intérêts immédiats des personnes prostituées bien souvent victimes d'un système « esclavagiste ». Il constate également que la tendance répressive actuelle prend bien garde de

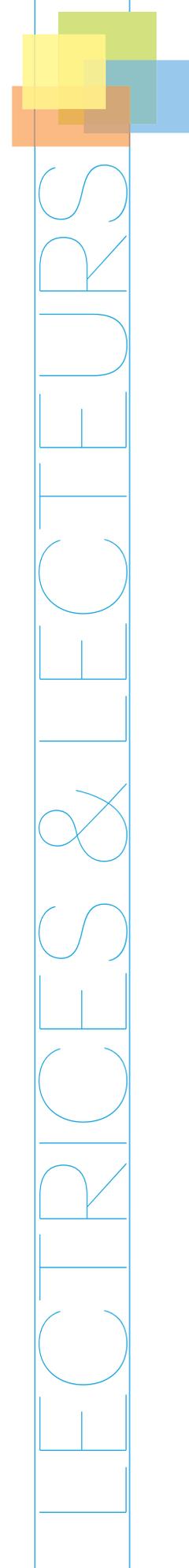
« mettre en cause les profits des réseaux de proxénètes » et que, en s'attaquant aux clients, cette tendance rendra le quotidien des personnes prostituées encore plus précaires. Pour le Planning, sans une transformation radicale de la répartition des richesses et des conditions de vie, les conditions d'abolition de la prostitution ne seront jamais réunies. Qui peut croire que Najat Vallaud-Belkacem*, membre du gouvernement de Manuel Valls et ancienne collaboratrice de Gérard Collomb à Lyon, aussi préoccupée des droits des femmes qu'elle l'est, puisse avoir un quelconque intérêt à bouleverser les rapports de production actuels ? C'est sans attendre ce processus de transformation que le Planning familial propose de construire un mouvement d'éducation populaire promouvant une sexualité libre et égalitaire. Il insiste aussi sur la nécessité de permettre à toute personne d'accéder à un système judiciaire réprimant les violences sexistes et sexuelles. Bien entendu, pour les communistes, cette sexualité libre et égalitaire exclut les rapports de prostitution qui, par définition, reposent sur un échange inégal. Il en va de même d'un autre type de sexualité marchande étrangement absent du débat, celui orchestré par l'industrie pornographique ; n'est-ce pas la preuve que la loi de pénalisation en préparation prend bien garde de ménager les puissants intérêts des magnats de l'industrie et de la finance ?

Ce qui est esquissé ici est une voie communiste authentique mettant le Parti en rupture avec les positions répressives-hypocrites ou libérales-désenchantées pour lesquelles optent les partis de défense de l'ordre – social, politique et sexuel – actuel, voie qui est dessinée par les tensions entre un idéal communiste abolitionniste exigeant et une analyse concrète de la situation vécue par celles et ceux qui n'ont que leur sexualité à vendre. Cette situation, c'est celle dont témoignent les associations prohibitionnistes ainsi que les associations de santé communautaire et les praticiens des sciences sociales, ces deux dernières catégories étant majoritairement opposées à la pénalisation... Et il ne s'agit certainement pas d'accepter les revendications conduisant à un développement ou à une pérennisation des relations de prostitution qui seraient en totale opposition avec le projet communiste mais de construire une dynamique d'abolition. Faut-il rappeler que pour un marxiste, et en opposition à la position idéaliste, une abolition ne se décrète mais doit plutôt prendre la forme d'un processus d'émancipation construit avec les victimes des rapports de domination – d'où la fameuse formule de Lénine au sujet du pas en avant ?

* Au moment de la rédaction de cette contribution Najat Vallaud-Belkacem était ministre des droits des femmes.

Remarques sur le « Grand Entretien » du N° de Septembre.

La *Revue du Projet* se fait un devoir de porter régulièrement à la connaissance de ses lectrices et lecteurs les points de vue de dirigeants et de dirigeantes du PCF et c'est bien ainsi. Mais il y a dans le Parti socialiste et plus largement chez celles et ceux qui se reconnaissent dans ce parti de vrais débats sur quoi construire d'autre et avec qui. C'est un élément nouveau et le mot « résistances » égare. Des « résistances » contrites ne sont disponibles pour rien. C'est justement pourquoi notre démarche est tout sauf politicienne. Elle suppose de sortir ces compatriotes, dans leur diversité, du renoncement, elle suppose de les impliquer. On ne peut que souhaiter que la Revue du Projet poursuive sur son mode propre l'approfondissement des termes du débat. O. G.



L'état du monde

Israël-Palestine, Libye, Irak, Syrie, Ukraine... Les conflits en cours secouent le monde. **Lydia Samarbakhsh**, responsable du secteur International du Conseil national du PCF, livre l'analyse que les communistes font de la situation, trace des pistes de sortie de crise et appelle à la mobilisation pour la paix.

Après l'agression israélienne contre Gaza qui a causé plus de 2 000 morts, comment intensifier la solidarité ? Quelles pistes pour une paix durable ?

La voie pour une paix juste et durable est connue de tous depuis longtemps : c'est celle de l'application des résolutions de l'Organisation des Nations unies avec, aux côtés d'Israël, la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967 et Jérusalem-Est pour capitale, l'arrêt de l'occupation et de la colonisation israéliennes, le droit au retour des réfugiés et la libération, la destruction du mur et la libération des prisonniers politiques. Pour se donner toutes les chances d'y parvenir, il faut maintenant contraindre Israël dont le gouvernement ne veut pas la paix à des négociations sous égide internationale. Et pour l'obliger à respecter ses engagements et à négocier, il faut à présent activer le poids des sanctions. La communauté internationale doit en finir avec l'impunité israélienne. L'offensive terrestre de l'été 2014, la troisième et la plus meurtrière en dix ans, a donné lieu à de véritables crimes de guerre dont Israël doit répondre, et cela devrait entraîner *de facto* la suspension immédiate de l'accord d'association qui le lie à l'Union européenne et de tous les accords bilatéraux de coopération avec Israël. Notre priorité première est de rendre ces suspensions incontournables en faisant pression sur nos gouvernements qui ont la responsabilité d'aider à la résolution d'un conflit et d'une injustice qui durent depuis 66 ans. Il faut aussi, comme d'autres pays européens, que la France interdise la commercialisation des produits issus des colonies et les investissements étrangers dans les colonies.

Deuxième priorité : obtenir aujourd'hui la libération des prisonniers politiques à laquelle Israël s'est soustrait, et c'est le sens de la campagne internationale pour la libération du député Marwan Barghouthi et des prisonniers politiques dans laquelle nous sommes pleinement engagés.

Enfin, il est indispensable de franchir une étape significative dans la coopération avec les Palestiniens. La reconstruction de Gaza va prendre une dizaine d'années, elle coûte près de dix milliards d'euros et nos États et l'UE doivent s'y consacrer dans les plus brefs délais à la hauteur des besoins. Nous appelons l'État à s'inspirer de l'action des collectivités territo-

et 2003). La période ouverte par l'intervention et l'occupation américaine a vu l'effondrement de la puissance publique irakienne, le dépeçage de son économie, et la division de la société sous le coup d'une politique communautariste sur fond religieux et ethnique appuyée par la Constitution de 2005 mise en place par Paul Brenner, « gouverneur » de l'Irak. Cette constitution conçoit un système électoral et un partage des pouvoirs sur critères ethniques et confessionnels, et la création de régions « chiites » et « kurdes » avec de nouveaux pouvoirs économiques et politiques dans le but d'affaiblir l'État central. Dès 2007, le sénateur Joe Biden, actuel vice-président des États-Unis, envisageait la partition de l'Irak sur des bases confessionnelles entre chiites, sunnites et Kurdes. L'idée n'est pas nouvelle. Depuis 1916, et l'accord Sykes-Picot, le dessin des frontières des pays de la région est décidé par les « Occidentaux » et, depuis sa création en 1920, l'Irak qui possède la quatrième réserve mondiale de pétrole, avec une capacité de production quotidienne de 12 millions de barils, a toujours été sous influence étrangère, d'abord anglaise puis américaine. Malgré l'opposition des forces progressistes et démocratiques à toute idée de partition, la politique d'Al-Maliki, les évolutions régionales, les pesantes influences étrangères, les faiblesses de l'Irak et, par voie de conséquence, le déploiement de l'État Islamique (EI) la mettent à l'ordre du jour de la façon la plus violente qui soit. L'EI, créé en 2006, a profité de l'exaspération et des humiliations ressenties par les populations sunnites, et bénéficié de l'apport des dizaines de milliers de cadres et soldats de l'armée de Saddam Hussein renvoyés sans solde en 2003. Son projet politique est celui d'une théocratie sur fond d'épuration ethnique en Irak, et

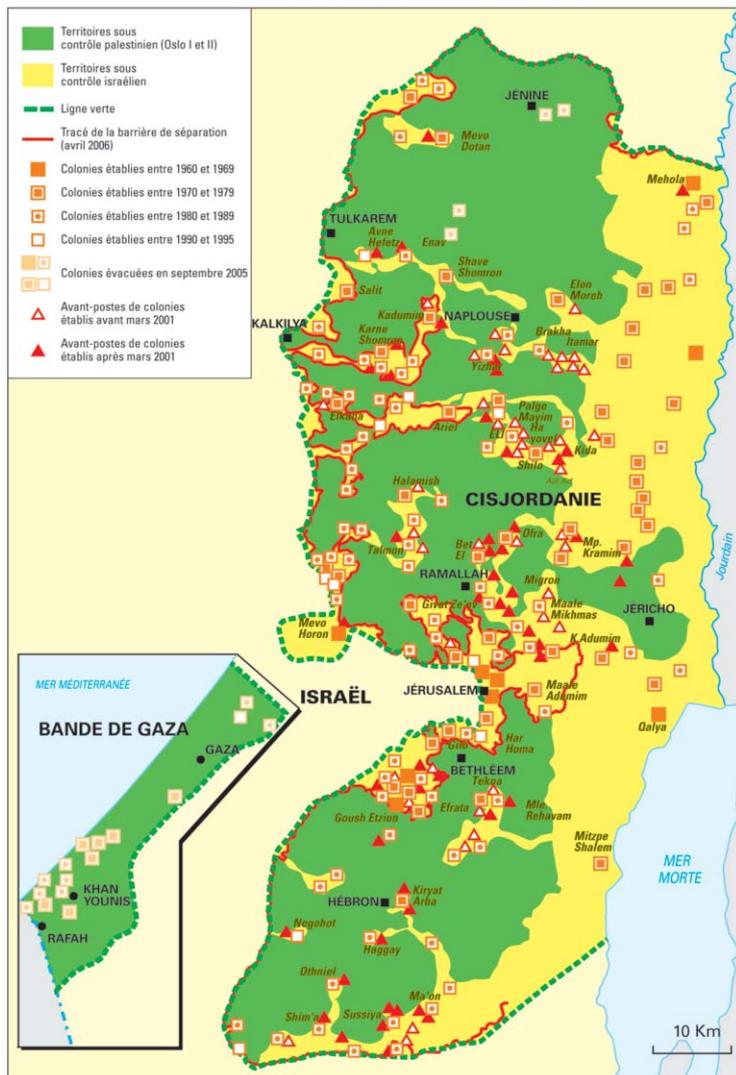
« La communauté internationale doit en finir avec l'impunité israélienne. »

riales et à développer dans le même temps la coopération économique et culturelle avec les habitants des villes et villages de Cisjordanie, et des camps de réfugiés. Les Palestiniens doivent pouvoir reprendre les rênes de leur économie qui est étouffée et spoliée par l'occupation.

Quelle est votre analyse de la situation en Irak ? L'escalade guerrière est-elle inévitable face à la barbarie de l'État islamique ?

La situation dramatique que vivent les Irakiens aujourd'hui est le résultat de causes internes (la politique du gouvernement Al-Maliki) et externes (les guerres et intervention américaine de 1990-1991

Colonies établies et évacuées 1967 - 2008



au-delà au Liban et en Syrie. De ce fait, l'intervention « occidentale » sous commandement américain, qu'on nous annonce pour une durée d'au moins trois ans, va crédibiliser son discours politique et justifier encore plus son action aux yeux des populations qui le soutiennent. Alors, oui, tout cela aurait pu être évité, à chaque entreprise guerrière, à chaque décision politique qui a spolié les richesses du pays et joué avec les populations comme avec des pions et qui a mené droit au désastre.

Trois ans après la chute de Khadafi, la Libye s'enfonce dans le chaos. Quelles voies emprunter pour en sortir ?

Le ministre français de la Défense en a pratiquement fait l'aveu en expliquant, en septembre dernier, « qu'en Libye, nous nous rendons compte qu'à la suite de l'opération Serval puis Barkhane au Mali, les groupes terroristes qui ont essayé de prendre le pouvoir au Mali se régénèrent et se ressource maintenant dans le sud libyen, à la faveur de la déstructuration de l'État ». C'est un cercle infernal car l'intervention militaire de l'OTAN en 2011 sous égide américaine et la mise en place d'un Conseil national de transition

(CNT) – que la France alors présidée par Nicolas Sarkozy a été la première à reconnaître comme représentant officiel de la Libye – ont fait de la Libye une véritable plaque tournante du trafic d'armes et un repaire de djihadistes. Cette intervention a déstabilisé l'Afrique de l'Ouest dont le Mali, et ses répercussions s'en ressentent du nord à l'est du continent.

« L'Irak qui possède la quatrième réserve mondiale de pétrole, avec une capacité de production quotidienne de 12 millions de barils, a toujours été sous influence étrangère. »

À présent, ce seraient les résultats, qu'on a pourtant dits « positifs », des opérations au Mali qui seraient à l'origine du chaos libyen. On dit vouloir contrer le risque de « globalisation du terrorisme » mais cela n'aura jamais de fin tant que les interventions militaires déstabilisatrices demeureront le seul moyen utilisé pour prétendument parer aux déstabilisations qu'elles ont elles-mêmes engendrées ! Le Livre blanc de la Défense

de 2013 reprend à son compte la doctrine de celui de 2008 faisant du Sahel et « d'une partie de l'Afrique subsaharienne », une « zone d'intérêt prioritaire » pour la France. Quel échec ! Car, en réalité, la situation de la Libye est parfaitement connue de François Hollande depuis son arrivée au pouvoir et la décision d'une nouvelle opération

les soutient encore ? Certains alliés de l'OTAN n'ont-ils vraiment rien à déclarer ? Peut-être faudrait-il tarir le mal à ses sources ?

La voie politique et diplomatique multilatérale sous égide de l'ONU, et un véritable appui au développement avec une vision de long terme et la lutte contre les inégalités comme objectif sont les seuls à mêmes de sortir le pays et sa région de l'enfer où ils sont plongés. Mais cela exige de pays comme la France de changer radicalement de stratégie, de politique et de méthodes.

De nombreux observateurs interprètent la crise ukrainienne avec les codes de la guerre froide. Cette lecture vous semble-t-elle pertinente ? Quels liens le PCF entretient-il avec les communistes ukrainiens qui sont persécutés ? Quelle issue pour le peuple ukrainien ?

Depuis des mois, la confrontation de l'Union européenne alliée aux États-Unis avec la Russie sur le théâtre de la crise ukrainienne prépare l'opinion à ce qu'ils nomment « une nouvelle guerre froide », c'est-à-dire le rapport de forces constant, la menace d'intervention, la surenchère

niens avec lesquels nous entretenons des liens solides de fraternité et de solidarité sont sur le point d'être interdits, toute l'opposition démocratique au président Porochenko est muselée car ils ont toujours prôné le dialogue avec les séparatistes de l'Est plutôt que la guerre. Les communistes ont dès avant les événements de Maidan réuni trois millions de signatures pour un référendum sur l'Accord d'association avec l'UE, ils ont plaidé pour le renforcement des pouvoirs des parlements régionaux, le maintien de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine dans le respect de son caractère pluriethnique et multiculturel. Ils mettent en cause les choix du gouvernement ukrainien qui a appauvri le pays et son peuple. Voilà le danger qu'ils représentent. Nous avons contribué à faire entendre leur voix en les invitant en France en juin où ils ont été reçus par notre secrétaire et le président du groupe à l'Assemblée nationale pour une audition devant la presse et, il faut le dire, la presse ne s'est pas précipitée pour les rencontrer. Pour sortir l'Ukraine de la crise, il faut d'un côté que le dialogue national en Ukraine s'engage sur la base du cessez-le-feu signé entre le pouvoir

États-Unis. Notre pays devrait être sur tous les fronts de la paix au lieu de participer à la militarisation des relations internationales qui sapent en permanence l'outil de prévention et de résolution des conflits qu'est l'ONU. Notre priorité devrait être : que pouvons-nous, que devons-nous faire pour démocratiser et redonner plus de force et de poids aux instances internationales, l'ONU où chaque peuple compte pour un et où la règle commune est le respect du droit international ? Que pouvons-nous et devons-nous faire pour que la priorité de l'ONU soit la lutte contre les inégalités économiques et sociales, et le développement partagé ? Notre politique de partenariats doit elle-même être complètement repensée à cette aune. Aujourd'hui l'action de notre politique étrangère vise à garantir à la France ses parts de marché dans la globalisation capitaliste, et le résultat est que c'est le commerce des armes qui contribue de 5 à 8 points à la balance du commerce extérieur, c'est un gâchis absolu puisqu'ainsi nous aidons à entretenir les conflits au lieu de les résoudre. Si nous commençons par sortir de l'OTAN, nous retrouverions notre indépendance et notre souveraineté, et notre capacité à élaborer de nouveaux partenariats avec les pays qui cherchent aujourd'hui à construire un nouvel ordre mondial fondé sur l'exigence du « bien vivre » comme s'y sont engagés en juin les 130 pays participant au Sommet du G7+Chine. La France pourrait commencer par deux initiatives fortes : celle de l'annulation de la dette des pays les moins avancés et en voie de développement, et celle de s'engager concrètement dans une refondation de l'UE qui permettrait de refonder à leur tour les accords d'association que l'UE impose à ses interlocuteurs. Nous devons également contribuer à émanciper nos économies et l'économie mondiale du carcan des institutions de Bretton Woods, de la finance et de l'hégémonie du dollar. Une telle démarche d'ensemble relancerait d'ailleurs notre propre machine industrielle en la diversifiant. Dans les semaines et mois à venir, nos dirigeants actuels devront choisir leur camp : soit celui des peuples, du développement partagé, de la paix, de l'émancipation et de la solidarité ; soit celui des multinationales, de la finance, de la compétition, de la domination et de la dérégulation avec le Grand marché transatlantique (TAFTA). La France doit rejeter ce traité, négocié dans le dos des peuples, et qui programme un pas de plus dans l'affaiblissement des États au profit des multinationales. ■

« Notre pays devrait être sur tous les fronts de la paix au lieu de participer à la militarisation des relations internationales. »

militaire, l'usage des sanctions avant toute démarche politique et diplomatique. Ce retour de la Guerre froide est la vision – si ce n'est le vœu ! – de l'OTAN mais la Russie dirigée par Vladimir Poutine utilise les mêmes codes. Le renforcement du sentiment national face à l'arrogant antirussisme américain et européen n'est pas pour autant facteur d'apaisement. Cela étant et c'est important, cela ne veut pas dire le retour à un monde bipolaire opposant deux visions ou projets de société. C'est un affrontement qui à bien des égards est du même ordre que celui des puissances à la veille de la Guerre de 1914-1918 mais avec le poids de l'histoire du XX^e siècle. Les « Occidentaux » ont tout fait pour que l'Ukraine au lieu d'être un « pont » entre l'Europe et la Russie devienne une « tête de pont » de l'OTAN face à la Russie. Ils l'ont fait en soutenant les oligarques et les plans d'ajustement du FMI, en soutenant d'autres oligarques et les nouveaux plans d'ajustements du FMI contre les anciens tenants du pouvoir et avec une bienveillance impardonnable envers les forces nationalistes et d'extrême droite qui ont émergé et sèment la terreur et la mort. Les communistes ukrai-

central et les séparatistes de l'Est pour des réformes démocratiques garantissant les mêmes droits à tous les Ukrainiens dans leur diversité mais aussi, de l'autre, que s'amorce un dialogue multilatéral engageant l'UE et la Russie dans l'élaboration d'un cadre de coopération et de sécurité commune. Les mesures économiques adoptées par Kiev sous dictée du FMI, la mise en place de la nouvelle force d'intervention rapide de l'OTAN aux frontières de la Russie et l'adoption en procédure d'urgence de l'Accord d'association avec l'UE sont autant d'huile jetée sur le feu, et de choix qui devraient être défaits si l'on veut réellement sortir l'Ukraine de la crise.

Quel est votre regard sur le rôle actuel de la France sur la scène internationale ?

Dans quel cadre et avec quels outils pourrait-elle agir dans le sens de la politique que vous défendez ?

La France, son président aime à le répéter, est la cinquième puissance mondiale et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela lui donne des responsabilités particulières mais pas celle de « diriger » le monde au bras des

Les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier pour l'austérité

On savait déjà que la loi de santé ne contiendrait aucune référence à la santé bucco-dentaire : cette fois, l'État confirme l'abandon total de celle-ci en publiant le Contrat d'objectif et de gestion (COG) qu'il a signé en juillet avec l'assurance maladie.

Pourtant, les programmes de prévention bucco-dentaire ont montré toute leur efficacité, à l'instar de celui mené dans le Val-de-Marne (94). Qu'importe, le gouvernement choisit l'abandon du financement des programmes de prévention !

Marisol Touraine n'a donc rien trouvé de mieux que de supprimer des crédits alloués à l'éducation bucco-dentaire en milieu scolaire, quitte à aggraver les inégalités, à l'heure même où de récentes enquêtes montrent un regain important des caries dentaires, du fait de la dégradation de la situation économique et sociale du pays.

Le gouvernement ne cède rien à sa logique d'austérité, pas même lorsqu'il en va de la santé des Français : les « sans-dents » peuvent bien se sacrifier.

Le PCF partage la stupeur et l'indignation des organisations syndicales professionnelles, libérales et salariées, et des associations scientifiques comme l'UFSBD et l'ASPBD.

Cette démarche inacceptable rappelle celle remettant en cause la politique familiale universelle, au travers des coupes financières drastiques à la Caisse d'assurance familiale.

Le PCF réaffirme qu'une politique alternative de financement de la protection sociale existe. Les parlementaires du Front de gauche n'ont eu de cesse de le démontrer au cours des discussions de la Loi de financement de la Sécurité sociale au sénat et à l'assemblée. Il n'y a aucune fatalité au désengagement de l'assurance maladie.

**SECTEUR SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE
DU CONSEIL NATIONAL DU PCF**

Transition énergétique : priorité au service public !

La loi de transition énergétique présentée en Conseil des ministres ce 30 juillet devrait être discutée à l'Assemblée Nationale début octobre.

L'objectif de diminuer par deux nos consommations d'énergie à l'horizon 2050 y est réaffirmé. Cet objectif est contestable et il est pour le Parti Communiste un objectif insoutenable ! Cette perspective est complètement incohérente avec l'évolution démographique

de notre pays dont les prévisions s'achèment vers 70 millions d'habitants en 2050 et d'autre part par l'exigence du droit à l'énergie pour tous en corrélation avec la satisfaction des besoins sociaux. Les baisses de consommation observées ne sont que les conséquences de la crise sur l'activité économique et l'augmentation de la précarité énergétique.

Le PCF ne se résigne pas à la désindustrialisation de notre pays. Et cela suppose un accroissement de nos capacités de production et donc de consommation d'énergie.

Notre priorité absolue : la réduction massive des gaz à effet de serre (GES). En ce sens, nous pensons qu'il est inopérant de vouloir réduire la part de l'électricité nucléaire dans le mix énergétique.

Le transport qui reste le premier secteur émetteur de GES n'est évoqué qu'à travers le développement de la voiture électrique et du déploiement de bornes de recharge : le transport collectif ou le fret ferroviaire sont totalement absents.

Quand à la lutte contre la précarité énergétique, seul est évoqué un chèque énergie dont on ne sait comment il sera financé et à quelle hauteur et quelles seront les conditions de son obtention. Si celui-ci peut paraître plus « juste » car couvrant plusieurs modes de production, nous refusons que sa mise en place s'accompagne de la disparition des actuels tarifs sociaux. Cela n'est pas admissible.

L'inscription dans le projet de loi de l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques à l'occasion de leur renouvellement pousse à une privatisation pure et simple de la production hydroélectrique. Or notre hydroélectricité contribue à faire face également à l'intermittence des énergies renouvelables comme l'éolien ou le photovoltaïque. L'eau est un bien commun de la Nation et un droit universel !

À l'heure où les besoins de financements sont considérables pour répondre aux objectifs de développement de nos énergies renouvelables et de réduction significative de nos émissions de GES, il serait inadmissible de participer à la grande braderie de notre parc hydraulique.

Pour les communistes il est essentiel de réaffirmer la place du secteur public dans toutes les composantes de l'énergie.

Avec cette première réaction, le Parti Communiste Français exprime son ambition de prendre une part active avec ses élus dans le débat parlementaire pour exiger de réelles avancées sur l'ensemble des sujets évoqués dans le projet de loi.

SECTEUR ÉCOLOGIE DU CONSEIL NATIONAL DU PCF

Le silence des cadres

Les cadres ont le *blues*. Cela n'est pas vraiment nouveau, le propos ressemble un peu au marronnier sur « le silence des intellectuels ». Ce qui est peut-être inédit, c'est l'ampleur du malaise qui justifie toute une littérature, c'est le cas de le dire.

PAR **GÉRARD STREIFF**

Selon l'imagerie traditionnelle de l'entreprise, le cadre est lié au patron par une sorte de contrat, en partie implicite : il est convenablement rétribué, jouit d'un poste valorisant et d'un bon plan de carrière en échange d'une loyauté complète. Le cadre est là, notamment, pour communiquer sur l'orientation et les valeurs du patron. Or ces éléments tendraient à s'effriter.

Bien payés, les cadres ? C'est de moins en moins vrai. Une note du Ministère de l'emploi (de septembre 2013) indiquait que l'encadrement était la catégorie dont les revenus avaient le moins augmenté ces dernières années. Et un sondage de l'Ugict Cgt/Viavoice de mai 2014, intitulé « Opinions et attentes des cadres et techniciens », réalisé à l'occasion du 17^e congrès de cette organisation, pointait « une importante attente en matière de reconnaissance salariale. »

La même enquête parlait « de niveau de reconnaissance professionnelle qui se dégrade », « de contexte d'avenir atone », « d'évolution professionnelle qui stagne », « de management qui nie leur rôle contributif », « de temps de travail de plus en plus difficile à maîtriser ».

Bref, les plans de carrière assurés semblent de plus en plus aléatoires, l'aggravation des charges de travail est réelle et les rapports patrons-cadres ne sont plus ce qu'ils étaient. On a même vu fleurir des formes de management où le patron jouerait la base contre la hiérarchie. Le modèle dit de « l'entreprise libérée », théorisé aux États-Unis, propose ainsi, au nom de la « déhiérarchisation », de supprimer les postes de *managers* pour mettre en place des équipes auto-organisées. « Le système tayloriste toucherait-il à sa fin ? demande Margherita Nasi dans *Le Monde* du 28 mai dernier. La crise semble, en tout cas, avoir joué

« Les rapports patrons-cadres ne sont plus ce qu'ils étaient. »

en faveur d'une responsabilisation des collaborateurs et d'une déstructuration de la bureaucratie hiérarchique. » On appelle cette méthode le « management en pyramide inversée ». Le directeur des ressources humaines d'Auchan peut dire : « En période de crise, ce sont ceux qui sont le plus près du terrain qui comprennent le mieux les besoins des clients et qui peuvent y répondre. » Dans ce modèle, on dirait adieu aux grandes

concentrations, et vive les mini-usines ! Adieu la hiérarchie, vive les plates-formes collaboratives. Au diable les salles de réunion. Le cadre, hier glorifié, se verrait reproché d'être un bureaucrate attaché à ses rituels, le *reporting* (la communication de données) notamment) et vivant trop loin du terrain. À y regarder de près, cette « théorie » ressemble beaucoup à du dégraissage de cadres sans le dire.

Autre idée en vogue : serait moderne le cadre friand d'aventures et qui s'expatrierait volontiers, de préférence aux États-Unis, côte Ouest. Cette mythologie libérale, très entretenue par Nicolas Sarkozy, a été reprise sans vergogne par François Hollande, et notamment par sa ministre Fleur Pellerin. Pourtant, lorsqu'on interroge les cadres (Enquête Viavoice/HEC/*Figaro* du 2 juin 2014) sur leur entreprise préférée, ce sont EDF et la SNCF qui arrivent en tête... et ce sont « les groupes publics qui sont jugés les plus attractifs ». « Les cadres font le choix de la stabilité en cette période de perspectives économiques moroses. Ils privilégient des entreprises qui investissent sur le long terme » dit François Miquet-Marty, de Viavoice. « La réputation de ces entreprises de bien traiter leurs collaborateurs est un formidable atout » doit ajouter *Le Figaro*.

UN ENCADREMENT DÉROUÉ

Alors, de l'imagerie traditionnelle du cadre, dont nous parlions en préambule, que reste-t-il ? Un intérêt particulier pour

son travail ? Même plus. Et c'est peut-être là que bât blesse le plus. L'écrivain Alain Bron raconte fort bien, dans un roman noir (extraits ci-dessous), l'histoire d'un plan social, vécu à hauteur de cadres, aujourd'hui, dans une puissante multinationale basée à La Défense, une firme pourtant fort prospère et distribuant de solides dividendes à ces actionnaires (*Vingt-sixième étage*, éditions in octavo). Denis Monneuse décortique en sociologue ce phénomène dans *Le silence des cadres. Enquête sur un malaise*, un essai publié chez Vuibert. Monneuse parle de cadres « en porte à faux entre des salariés qui sont en attente de proximité et une direction générale qui cherche à réduire le taux d'encadrement pour diminuer la masse salariale. » L'APEC (Association pour l'emploi des cadres), dans une de ses récentes études (*Synthèse Apec*, n°2014-03), montre comment la déstabilisation croissante

« Le discernement entre loyauté à l'entreprise et fidélité à soi-même est l'une des choses les plus difficiles à effectuer. »

de l'organisation de l'entreprise a fini par dérouter l'encadrement : « Restrictions budgétaires, toujours plus de tâches en même temps, raccourcissement des délais, augmentation du nombre de projets, arrivée d'un nouveau DG ou PDG » mettent à mal ces salariés.

La journaliste Anne Rodier peut parler de « la rébellion silencieuse des cadres » (*Le Monde*, 28 mai 2014). Pour elle, le malaise des cadres est d'abord nourri par « le rôle de chef d'orchestre des réorganisations à répétition » qu'on leur fait jouer ; ils sont de plus en plus souvent amenés, écrit-elle, à prendre des décisions contraires à leurs principes. Ce que

L'IDÉOLOGIE DU CHIFFRE

« **A**ujourd'hui, avec le recul, je me demande si cette histoire a vraiment pris fin. Elle finira peut-être un jour, quand le monde de l'entreprise cessera d'apporter son lot de souffrances quotidiennes. Et si elle ne se termine pas, c'est parce que ce monde-là porte aussi en lui des espoirs et des joies. » (p.8)

« Les plantes vertes avaient disparu depuis trois ans quand un contrôleur de gestion avait cru bon de signaler le coût d'entretien "exorbitant" (quatre jardiniers un jour par semaine = deux cents jardiniers par an, vous voyez un peu le gouffre !). Depuis trois ans, les *cost killers* de son genre avaient sévi à tous les étages pour traquer les coûts non salariaux qui, soi-disant, plongeraient MMS dans le marasme, marasme qui ferait les choux gras des concurrents. Ainsi les fournitures de bureau étaient-elles sévèrement encadrées, car un gestionnaire zélé avait remarqué que le stock diminuait drastiquement lors des rentrées des classes. Au passage, le coût de cet "encadrement" (une partie de contrôleur de gestion plus le temps pour chacun employé à justifier les cahiers, les gommes et les crayons) n'avait jamais été calculé. Et pour cause, il était largement supérieur à l'économie supposée. » (p. 64 sq.)

« Jean-Paul réfléchit et en arriva à la conclusion que le système de gestion de MMS avait purement et simplement effacé la solidarité entre individus pour la remplacer par la compétition, la délation et la défiance. La transformation s'était opérée dans une logique de pure rentabilité avec un argument choc, un seul : "la transformation est bonne pour le groupe, donc bonne pour chacun". L'idéologie du chiffre avant tout avait tracé son chemin silencieusement, de mois en mois, sans aucune réaction visible. Et tout d'un coup... » (p. 118)

Extraits de Alain Bron, *Vingt-sixième étage*, In Octavo Éditions.

confirme Denis Monneuse. Des 200 entretiens de cadres qu'il a réalisés sur dix ans, il retire l'idée que ce conflit « est un des principaux inconvénients d'être cadre. Le discernement entre loyauté à l'entreprise et fidélité à soi-même est l'une des choses les plus difficiles à effectuer. » C'est le drame que vit d'ailleurs Jean-Paul Delgado, personnage clé du roman d'Alain Bron. Pris dans cette contradiction (loyauté à l'entreprise-fidélité à soi), ce directeur du *marketing*, pourtant un des anciens de la firme, finira par se rebeller, à sa manière... On conclura ce tour d'horizon par ce nouvel extrait du sondage Ugict-Cgt : « Les cadres sont lucides sur l'origine de la crise et sur les moyens de s'en sortir. Ils savent que ce n'est pas en alimentant la financiarisation de l'économie que l'on sor-

tira de la crise. Ils privilégient quasiment à égalité le fait de donner la priorité « aux équipes salariées » (49 %) puis aux « choix stratégiques » (47%) loin devant « les actionnaires » (3%). » ■

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

Démythifier Foucault

Il y a un véritable *mythe* Foucault et la commémoration de sa mort nous en a fourni récemment un florilège stupéfiant dans la presse, sans le moindre recul critique nulle part. D'où l'urgence de relativiser son apport théorique, en faisant abstraction pour l'instant de son positionnement politique, qui n'est pas sans rapport cependant avec le fond de sa pensée. Et ceci, sans nier son immense culture et le brillant de son écriture, ni l'originalité de certains de ses aperçus.

PAR YVON QUINIOU*

J e laisse de côté provisoirement sa théorie des micro-pouvoirs à travers lesquels le pouvoir d'État central est censé assujettir les êtres humains et je rends hommage à son travail sur les prisons dans *Surveiller et punir*, qui apporte un éclairage critique impitoyable sur l'ordre carcéral, sans équivalent. J'en viens à trois points essentiels, passés sous silence par ses admirateurs « de gauche » et que seul son ami Paul Veyne, dans un livre qu'il lui a consacré (*Foucault, sa pensée, sa personne*) a en partie soulignés... contre ces mêmes admirateurs.

UN PENSEUR SCEPTIQUE

Premier point : Foucault est fondamentalement, dans l'ordre de la philosophie de la connaissance, un penseur *sceptique* qui ne croit pas à l'existence d'une vérité objective que les sciences, spécialement humaines, nous apporteraient. Influencé par le pragmatisme américain, par Wittgenstein mais surtout par l'idée nietzschéenne d'*interprétation*, il ne voit dans la connaissance qu'une construction langagière, des « jeux de vérité » ou des « dispositifs » de savoir dont on ne peut affirmer qu'ils reflètent le réel hors de nous, qu'il considère seulement comme historiquement relatifs et culturellement efficaces. Bref, pour lui comme pour Nietzsche « il n'y a pas de

faits, rien que des interprétations » et il nie donc le pouvoir cognitif de la raison humaine. C'est ainsi que la maladie mentale n'est qu'une construction de la psychiatrie moderne et son concept n'est pas plus vrai que celui de « folie », celle-ci étant pensée comme une expérience dont le Moyen-Âge aurait su saisir le caractère « irréductible » (voir son *Histoire de la folie*) ; ou encore, parlant de la sexualité dans *La volonté de savoir* et comparant l'histoire de ses appréhensions successives – le plaisir dans l'Antiquité, la chair pour le christianisme,

« Sa complaisance à l'égard du libéralisme sous toutes ses facettes, en font l'exemple type d'un intellectuel *libéral-libertaire*. »

la libido pour la psychanalyse – il refuse de voir dans ce dernier concept une avancée considérable, pointant une réalité dotée d'un pouvoir causal dans la genèse de la personnalité individuelle et donc un principe d'intelligibilité de celle-ci ! L'idée d'un progrès scientifique conçu comme une accumulation de vérités, pour une part définitive, en sort invali-

dée, le passé étant selon lui « le cimetière des vérités » (P. Veyne). Comment ne pas voir là la marque d'un *irrationnalisme* inacceptable sur le fond, dont les effets délétères sont graves, comme on va le constater.

LES ACQUIS SCIENTIFICO-TECHNIQUES CONSIDÉRÉS AVANT TOUT COMME OPPRESSIFS

D'où précisément mon deuxième point : sa conception du rapport entre le savoir et le pouvoir à travers sa théorie des dispositifs de « savoir-pouvoir ». Au lieu d'affecter la connaissance d'un indice normatif positif en mettant l'accent sur le potentiel d'émancipation qu'elle comporte puisqu'elle nous permet de maîtriser les déterminismes qui pèsent sur nous, il l'affecte d'un indice essentiellement négatif, y décelant une volonté de pouvoir *sur* les hommes, émanant d'un État omnipotent et déployant son efficacité à travers des « micro-pouvoirs » présents partout et qu'il se fait fort de révéler. Ceux-ci fonctionneraient à travers toute une série de « disciplines », pratiques mais aussi théoriques (médecine, psychiatrie, psychanalyse, hygiène, etc.), qui n'auraient d'autre fonction que de normaliser les individus et de réprimer leur « vie », psychique et corporelle. C'est le thème d'un « biopouvoir » qu'il a développé dans ses leçons au Collège de France, qui fait fureur chez les libertaires de tout poil et selon lequel les acquis scientifico-techniques comme les normes de la culture dans laquelle ils

sont pris seraient avant tout oppressifs. Ils méritent donc une critique systématique (ce qui ne veut pas dire rigoureuse) au nom de ce qui est bien une *éthique vitaliste* inspirée directement de Nietzsche. C'est oublier scandaleusement, et pas seulement sur le plan intellectuel, tout ce que nous devons à ceux-ci en matière de liberté *concrète* et de vivre-ensemble. La psychanalyse elle-même, qui s'est construite contre la psychiatrie organiciste et a mis fin à l'enfermement des malades, se voit soupçonnée de traquer le sexe partout,

recourir à une conceptualisation marxienne pour analyser la société actuelle (classes, exploitation, propriété privée de l'économie), ce à quoi il se refuse, la jugeant obsolète, et de vouloir révolutionner l'ordre social sur cette base. Il peut ainsi affirmer dans *Les Mots et les Choses* que « le marxisme est dans la pensée du XIX^e siècle comme un poison dans l'eau (...) partout ailleurs il cesse de respirer » et assumer explicitement son hostilité à son égard dans des entretiens avec R.-P. Droit. Le *macro-combat* de classe, toujours indispensable, a ainsi

obligatoires, organisant le vivre-ensemble dans un sens utile à *tous*. Or Foucault ne supporte pas une pareille notion tournée vers l'intérêt collectif : il ne s'intéresse qu'à la différence, au relatif, à l'individuel, finalement, et il ne voit dans la morale qu'une formidable machine d'oppression voulant normaliser arbitrairement l'individu. Il en arrive même, dans *Les Mots et les Choses* à nouveau, à déclarer que toute morale universelle est « impossible » et tout ce qu'il en affirme dans ses *Dits et Écrits* va rigoureusement dans le même sens. C'est dire que la seule normativité qu'il reconnaisse est une normativité *individuelle*, en l'occurrence *individualiste*, dans laquelle l'ego est roi, qui ne s'intéresse guère aux rapports sociaux les plus profonds, avec leur malheur propre et qui se soustrait du coup aux obligations que la morale nous impose *en politique* vis-à-vis de ces rapports, à savoir : les transformer, non seulement pour émanciper l'homme collectivement, mais pour l'émanciper individuellement, le soustraire à l'« assujettissement », ce qui était précisément son objectif affiché mais dont il n'a pas compris les conditions sociales ultimes. On comprend mieux alors sa complaisance à l'égard du libéralisme sous toutes ses facettes, qui en font l'exemple type d'un intellectuel *libéral-libertaire*. On peut retenir « libertaire » (son combat juste à l'égard des prisons trouve là sa source), mais il ne faut pas oublier « libéral », terme aussi important que le premier, l'ensemble expliquant son succès idéologique chez les intellectuels appartenant à la classe moyenne. Tout cela est cohérent avec ses engagements auprès des « nouveaux philosophes » dans les années 1970, son refus de la gauche unie à la même époque et, finalement, ce qu'il faut bien appeler son anticommunisme constant. Comme quoi une pensée n'est jamais neutre : c'est sa part de faiblesse théorique qui explique sa faiblesse pratique. Il est désolant de constater que beaucoup, y compris à gauche, sont aveugles à ce double diagnostic. ■

« Sa critique obsessionnelle et irrationnelle, souvent, de ces micro-pouvoirs, diffus, difficilement discernables et sans responsables véritables, le dispense d'accuser l'État capitaliste et sa société, et d'envisager au positif tous les progrès sociaux enregistrés dans la loi depuis le XIX^e siècle contre celui-ci et d'en envisager d'autres. »

sinon de vouloir le normaliser – cette même psychanalyse qu'il avait su présenter admirablement dans son premier livre, *Maladie mentale et personnalité*, curieusement renié par lui. Mais c'est oublier aussi que la culture, avec ses normes et ses lois dans lesquelles elles s'incarnent, n'est pas d'abord répressive (si elle l'est aussi) mais constitutive de l'homme, qu'elle est humanisante et non essentiellement aliénante. Et quand elle est aliénante, ce n'est pas en tant que telle ou seulement à travers ses micro-pouvoirs liés aux dispositifs de « savoir-pouvoir », mais du fait de son organisation en classes (dont il ne parle que du bout des lèvres) et, depuis deux siècles, en raison de ce *macro-pouvoir* qu'est l'État capitaliste auquel il s'en prend peu, préférant manifestement la gouvernance libérale à l'État-providence ou socialiste. D'où la mystification qu'il y a à en faire un penseur progressiste ou de gauche : sa critique obsessionnelle et irrationnelle, souvent, de ces micro-pouvoirs, diffus, difficilement discernables et sans responsables véritables, le dispense d'accuser l'État capitaliste et sa société, et d'envisager au positif tous les progrès sociaux enregistrés dans la loi depuis le XIX^e siècle contre celui-ci et d'en envisager d'autres. Cela impliquerait de

céder la place à des *micro-combats* contre les micro-pouvoirs, utiles souvent mais pas toujours pertinents et qui, surtout, ne remettent pas en cause le système lui-même.

FOUCAULT N'EST PAS UN PENSEUR DE LA MORALE MAIS DE L'ÉTHIQUE

Enfin, il y a la morale, dont il entend expressément approfondir la généalogie et à propos de laquelle sa réflexion me paraît à la fois être un *échec complet* et induire une conséquence pratique dangereuse. Soyons précis : Foucault n'est pas un penseur de la *morale* mais de l'*éthique*, à savoir de l'origine des valeurs qui régissent notre vie individuelle dans l'horizon de ce qu'il appelle justement le « souci de soi ». Et il montre très bien qu'elles ont engendré divers processus de subjectivation variant dans l'histoire selon les éthiques dominantes (stoïcisme, épicurisme, christianisme, etc.). Le problème est que son vocabulaire est flottant, parlant aussi bien d'éthique que de morale. Il oublie alors ce qui fait la spécificité absolue de cette dernière : non le souci de soi mais celui *de l'autre*, et que, dans ce cadre relationnel, elle se réfère inévitablement à des normes objectives, universelles et

*Yvon Quiniou est philosophe. Il est professeur de Première supérieure.

Ikki : une histoire des révoltes populaires dans le Japon médiéval et moderne (XV^e-XIX^e siècles)

Ikki. Pour un Japonais d'aujourd'hui, le mot a une résonance archaïque et n'est plus d'usage courant. Il est associé le plus souvent aux révoltes paysannes sous l'Ancien Régime Tokugawa, quelque chose comme nos jacqueries d'autrefois.

PAR **PIERRE-FRANÇOIS SOUYRI***

Depuis le XV^e siècle au moins et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, voire jusqu'à l'été 1918 qui connaît les grandes « émeutes du riz », l'histoire japonaise est en effet traversée d'épisodes nombreux et répétitifs de colère populaire fulgurante qui poussent les villageois mais aussi le petit peuple des villes à créer des coalitions de gens qui défilent pour obtenir justice et exiger réparation. Ces manifestations tournent parfois à l'émeute et peuvent finir par embraser des régions entières. On réclame le plus souvent la démission d'un intendant brutal ou avaricieux, la baisse des redevances ou la suppression des impôts nouveaux, mais aussi le retour des terres mises en gage par les cultivateurs auprès des prêteurs d'argent, l'acte de grâce qui abolit les dettes. À l'appui des exigences populaires, on n'hésite pas à recourir à la violence : on saccage, démolit et incendie.

SOLIDARITÉS POPULAIRES

L'*ikki* fait donc partie de la tradition populaire, des temps médiévaux jusqu'à l'aube de la modernité. L'archipel connaît plusieurs grandes séquences de violence populaire : le XV^e siècle par exemple, au point qu'on a pu parler de « siècle des *ikki* ». Ou les épisodes de l'ère Temmei dans les années 1780, ou encore celui des années 1830. Puis, entre 1866 et 1869, quand le pouvoir shōgunal vacille et s'effondre, quand un nouveau régime se met en place dans la plus grande incertitude,

on recense d'innombrables flambées de violence populaire impliquant sans doute des centaines de milliers d'émeutiers. Dans les années qui suivent la restauration, notamment en 1873 puis en 1876 encore, les paysans se révoltent en masse contre les exigences fiscales du nouveau régime et obtiennent partiellement satisfaction.

Pourtant, l'*ikki* n'est pas qu'une simple explosion de colère populaire. Il s'agit d'une pratique qui se retrouve dès les débuts des temps médiévaux dans tous les groupes sociaux, moines, guerriers, notables des campagnes ou petits paysans pauvres.

Pour obtenir satisfaction dans un contexte qu'ils jugent *a priori* défavora-

on jure, on brûle le texte du serment et on boit l'eau de la source sacrée mélangée aux cendres du document consommé pendant que résonne le gong ou la cloche du temple. Dès la fin de la période ancienne, on voit les moines manifester de manière menaçante contre les autorités en faisant « défiler les palanquins sacrés ». De même voit-on naître à partir du XIV^e siècle des ententes collectives locales de samourais : ils se constituent alors en ligues qui les entraînent à la bataille ou les aident à maintenir la paix sur une région. De leur côté, les habitants d'un domaine s'unissent pour exiger la baisse des redevances ou le renvoi d'un prévôt malveillant. Les premières de ces coalitions paysannes remontent au

« Des marches sont organisées sur Kyôto où l'on fait le siège des maisons de riches marchands, de brasseurs de saké ou de moines qui font office de banquiers. »

ble, les gens concernés se réunissent et jurent de ne jamais se séparer tant que leurs objectifs ne seront pas atteints. Ils forment ainsi une « ligue » ou une « conjuration » au sens strict du terme. De la force sacrée du serment qu'ils ont collectivement prêté, ils tirent une puissance qui leur permet souvent d'imposer leur point de vue aux autorités supérieures. L'*ikki* se constitue dès lors selon un rituel particulier : on se réunit dans l'enceinte sacrée du sanctuaire ou du temple local à la lueur des torches,

XIII^e siècle, peut-être sont-elles même plus anciennes encore. Au XV^e siècle, les gens des campagnes manifestent fréquemment pour l'obtention d'un édit de grâce qui soulage leurs peines. Transcendés par le sentiment d'avoir l'appui des divinités et la justice pour eux, les « conjurés » peuvent menacer leurs adversaires de la colère divine s'ils n'obtempèrent pas, et il faut bien admettre que les autorités se montrent souvent incapables de résister à ces mouvements de fond qui peuvent s'emparer de la

population d'une commune, d'un terroir voire d'une région entière. L'*ikki* surpasse dans sa résolution jurée la force du clan familial de la maison guerrière, celle des moines regroupés dans leur monastère ou celle des paysans regroupés derrière leur commune ou leur village.

DIFFÉRENTS TYPES DE REVENDICATIONS ET DE RÉVOLTES POPULAIRES

Dès le XV^e siècle, les chroniqueurs se sont interrogés – souvent pour s'en offusquer – sur ces mouvements et en ont gardé le souvenir. Les révoltes autour de Kyôto en 1428 puis en 1441 ont particulièrement frappé les esprits par l'ampleur

groupes dirigeants devant ces poussées de colère populaire incontrôlable.

Une typologie de ces révoltes, les *ikki*, a pu être esquissée par les historiens japonais qui divisent ces mouvements, à l'époque des Tokugawa, en trois types :

- d'abord les révoltes de protestation locale au cours desquelles les chefs de village se font les porte-parole du mécontentement et exigent l'application de la justice. Les paysans servent alors de force d'appoint aux *leaders* mais l'initiative vient rarement des paysans les plus pauvres des communautés.
- Puis les révoltes anti-seigneuriales qui regroupent l'ensemble des paysans d'un district administratif voire d'un fief et qui

inscrivent le nom des villages entrés en dissidence. Ils sont armés de fauchards, de bêches, parfois aussi de sabres et de fusils de chasse. Mais l'arme la plus répandue reste la pique en bambou. Les révoltés se rendent en cortège auprès de la résidence de celui qui est désigné comme le responsable de leurs maux, un administrateur, un accapareur, un marchand. Ils agissent vite, incendient, brûlent les reconnaissances de dettes, les rôles fiscaux, attaquent les geôles dans lesquelles croupissent certains de leurs proches. Puis vient le temps des porte-parole qui négocient avec les représentants de l'autorité. On se plaint des nouvelles dispositions fiscales ou juridiques qui ne font qu'accroître le contrôle social et les charges fiscales. On renouvelle sa confiance dans les autorités mais on demande le limogeage des mauvais conseillers à l'origine des mesures nouvelles. En définitive, on s'en remet au sens de la bienveillance du seigneur.

En général, les autorités seigneuriales écoutent le motif des plaintes et tentent d'y remédier parfois, mais les *leaders* sont arrêtés et, le plus souvent, mis à mort publiquement. Les chefs exécutés sont alors considérés par les insurgés comme des héros martyrs et leur tombe fait parfois l'objet d'une véritable dévotion. De véritables chroniques sont rédigées par des lettrés du cru évoquant le souvenir des grands moments de la révolte, la cruauté des pratiques seigneuriales, la résistance, l'héroïsme des chefs condamnés, travestissant parfois la réalité pour lui donner plus de force. Ces récits contribuent à répandre dans les couches populaires un certain sens de la justice sociale en même temps qu'une mémoire de la révolte, à l'origine d'une insubordination croissante.

Malgré leur violence, ces mouvements ne contestent pourtant jamais l'ordre en place. Ils pointent les dysfonctionnements du système idéologique confucianiste dominant – la rupture de l'harmonie – mais gardent leur foi dans la capacité des puissants à exercer leur bienveillance à leur égard. Même si ces mouvements n'ont pas de dimension révolutionnaire au sens strict, leur fréquence et leur radicalité n'en contribuent pas moins à maintenir une pression très forte sur les élites qui se raidissent dans leurs certitudes face à un monde en pleine évolution. ■

« Malgré leur violence, ces mouvements ne contestent pourtant jamais l'ordre en place. Ils pointent les dysfonctionnements du système idéologique confucianiste dominant – la rupture de l'harmonie – mais gardent leur foi dans la capacité des puissants à exercer leur bienveillance à leur égard. »

des protestations et des violences. En 1428, profitant de la vacance du pouvoir après la mort du shôgun Ashikaga Yoshimochi, les campagnes autour de la capitale Kyôto s'agitent et des révoltes finissent par éclater. On réclame un édit de grâce proclamant le « gouvernement de la vertu », c'est-à-dire l'abolition des récentes ventes de terres des paysans endettés. Les insurgés font sonner le gong, s'assemblent et partent en cortège armés prendre d'assaut les maisons des usuriers, déchirent les reconnaissances de dettes et récupèrent les biens gagés. Dans les villages où la communauté paysanne est puissante, le sentiment de solidarité l'emporte sur la peur et la tradition de soumission. Des marches sont organisées sur Kyôto où l'on fait le siège des maisons de riches marchands, de brasseurs de saké ou de moines qui font office de banquiers.

Les archives monastiques gardent souvent la trace de ces conflits. À partir du XVIII^e siècle, nombreux sont les chroniques mais aussi les rapports seigneuriaux qui relatent ces épisodes de révoltes. Leur nombre laisse entrevoir l'intérêt déployé par la société pour ces mouvements, voire l'inquiétude des

contestent la nature des mesures politiques prises par le pouvoir.

- Enfin, et c'est surtout le cas dans le second tiers du XIX^e siècle, les révoltes de type millénariste animées par une conviction politico-religieuse qui peuvent embraser des régions entières pendant plusieurs semaines.

CONTESTATIONS DE L'ORDRE ÉTABLI ?

Quand ils estiment que les promesses n'ont pas été tenues, que leurs plaintes n'ont pas été entendues, les paysans se liguent derrière la communauté villageoise pour exiger une politique seigneuriale plus juste. Ils organisent des défilés armés, font sonner le tocsin, se réunissent sur les berges d'une rivière ou dans un sanctuaire au fond des forêts pour établir une liste de revendications, désigner leurs ennemis et signer un pacte égalitaire dans lequel ils affirment l'objectif de leur coalition et jurent leur union. Les insurgés se noircissent le visage à l'encre, revêtent de longs manteaux en paille de riz pour résister à la pluie et de grands chapeaux qui couvrent une partie de leur visage, tiennent des étendards sur lesquels est

*Pierre-François Souyri est historien. Il est professeur à l'université de Genève.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Battir en Palestine : une aventure cartographique hors norme

Un projet de valorisation du territoire et des modes de vie qui permet aux citoyens du village de Battir de mettre en œuvre un ensemble de réponses constructives à ce qui les menace dangereusement

PAR JASMINE DESCLAUX-SALACHAS
ET HERVÉ QUINQUENEL*

Les esprits et les volontés se sont associés à la force des mains durant des millénaires afin d'entretenir si parfaitement leurs terres... Quatre à cinq mille ans de maintenance dans les vallées, où aujourd'hui encore les plus jeunes relayent les anciens, une génération succédant à une autre depuis toujours pour que chaque geste utile, chaque forme, chaque ouvrage nécessaire se fondent harmonieusement au fil des saisons dans le paysage. Nous sommes dans les vallées de Battir, à cinq kilomètres à l'ouest de Bethléem, sur la ligne verte d'armistice de 1949, dans le village de Palestine qui vient de rejoindre la liste des sites du patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco.

UNE PALESTINE DONT ON NE NOUS PARLE PAS

Ici, chaque courbe, chaque perspective a un sens... Terrasses étagées de jardins en vergers, champs d'oliviers, pentes et méandres irrigués par des systèmes de canaux issus de l'ingénierie hydraulique conçue à l'époque antique – de chaque strate émane l'intelligence humaine que

restituent tous les parfums exhalés au gré des pas.

Rien n'est là par hasard dans ces paysages apaisants : il y a là une Palestine dont on ne nous parle pas, qui a toujours voulu signifier l'avenir de paix chez soi et qui vit ses heures de citoyenneté, à portée de nos regards pourtant, qu'il est indispensable de lui réserver.

C'est là pourtant, que des citoyens responsables sont parvenus à mettre en œuvre, durant quatre années, une étude socioanthropologique d'un genre inédit : ce que l'Institution ne fait pas... mesurer, relever la topographie du territoire, réaliser des séries de cartes afin de comprendre – dessiner pour comprendre et faire comprendre – pour se saisir de l'his-

« Il y a derrière ces cartes des enjeux moins familiers pour nous, mais essentiels pour les villageois de Battir : la menace des projets de prolongation de mur de séparation voulus par Israël qui provoqueraient des dommages irréversibles au patrimoine historique et paysager remarquable. »

Des regards sur tant de choses... des chants, des sourires, des danses, du parlé de cette langue musicale qu'est l'arabe de cet Orient lumineux... aux couleurs des Lumières ! Celles du jour, celles de la nuit... Partout les saveurs de toutes choses et mets, et des rencontres à n'en plus finir de celles et ceux, qui, jour après jour retiennent un quotidien qu'une armée étrangère omniprésente, protégée par consensus international, ne cherche qu'à leur confisquer.

toire, de la géographie, du sens de l'entretien de ces paysages, y combiner les liens de l'homme à sa terre, du passé au futur... comprendre, pour partager au présent.

DÉCRIRE LE TERRITOIRE POUR LE COMPRENDRE

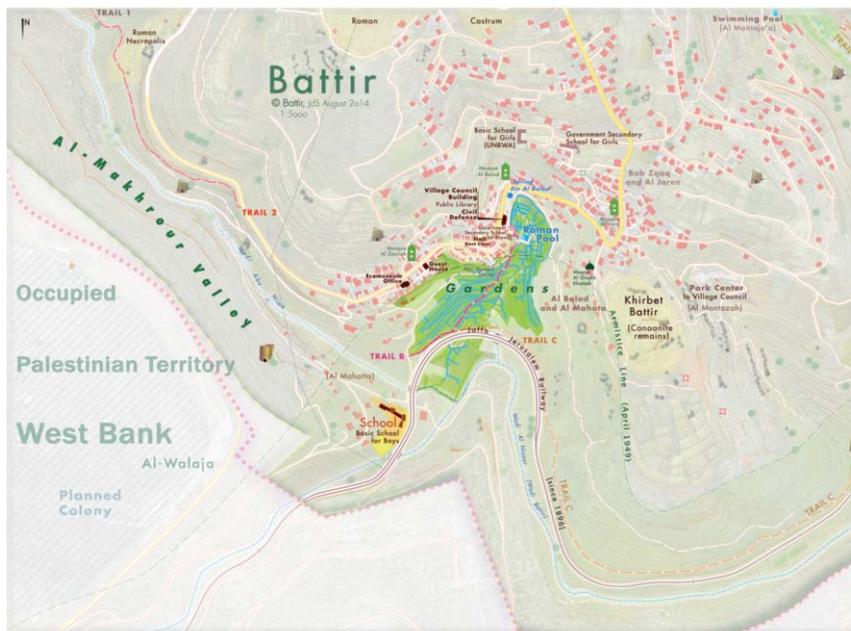
À partir d'une rencontre à l'écomusée de Battir en Mai 2012 s'est déployée une aventure cartographique hors norme, depuis l'atelier des Cafés cartogra-



phiques à l'École nationale des sciences géographiques -Institut géographique national (ENSG-IGN). En particulier, deux années d'échanges et de partages ont permis l'ouverture de nouveaux programmes d'étude et de recherche ; deux séjours de relevés ont eu pour objectif de produire des modélisations de l'aqueduc antique (Sylvain Gonnet, géomètre, août-septembre 2013), de mettre les cartes à jour (Hervé Quinquenel, Jasmine D. Salachas, avril-mai 2014) – et à chaque fois, en priorité, de restituer au conseil du village et aux villageois de Battir ces travaux issus des cartes qui leur appartiennent, produits depuis Paris au fil des mois.

Outre l'intérêt collectif et collaboratif de ces travaux, la richesse des thématiques abordées, leur force et l'impact de leur diffusion, il y a derrière ces cartes des enjeux moins familiers pour nous, mais essentiels pour les villageois de Battir : la menace des projets de prolongation de mur de séparation voulus par Israël qui provoqueraient des dommages irréversibles au patrimoine historique et paysager remarquable, menaçant toute perspective d'avenir.

Prenant le contre-pied d'une vision extérieure habituellement déformée sur cette région du monde, c'est un projet global et cohérent de valorisation de leur territoire et de leurs modes de vie que les citoyens de Battir ont pu mettre en œuvre afin d'offrir un ensemble de réponses constructives à ce qui les menace dangereusement... une étude socioanthropologique et paysagère menée sur place de 2007 à 2011, par une équipe scientifique - coordonnée par Giovanni Fontana Antonelli (Unesco, bureau de Ramallah), dirigée par Samir Harb, Mohammed Hammash, Mohammad Abu Hammad (tous quatre architectes urbanistes), Hassan Muamer (ingénieur civil), Claudia Cancellotti, Patrizia Cirino, Nicola Perugini (anthropologues) – un travail inouï tant le volume de données considérées est complet, précis, élaboré... plus de 10 km² topogra-



phiés, cartographiés, inscrits désormais dans un ensemble d'actions visant à la protection pérenne du site.

L'écomusée a d'abord vu le jour, puis la réhabilitation des ruelles et des maisons du cœur historique du village a suivi. Plus tard, courant 2012, Hassan Muamer (seul Battiri à avoir participé à cette étude), a dirigé les travaux de restauration des vallées et de réaménagement des sentiers de randonnées – supervisé les travaux d'aménagement de la *Guest House*, offrant un ensemble de chambres d'hôtes aux visiteurs et groupes de volontaires aidant ponctuellement à l'entretien des lieux.

LA RECONNAISSANCE D'UNE HISTOIRE PUISSANTE

Battir, de fait, s'est offert un ensemble d'outils pour décrire le territoire afin de le comprendre : des cartes pour en communiquer la valeur... du territoire à sa représentation, aujourd'hui jeu de construction graphique à vocation pédagogique, participative, citoyenne que nous nous efforçons de transmettre.

Ces outils, rectifiés sur l'orthophotogra-

phie de l'ensemble de la Palestine, afin d'en étendre, pourquoi pas, la production au-delà de Battir même, vers les villages avoisinants, ne suffiront pas à eux seuls à résoudre miraculeusement les maux de la région.

Mais nous espérons que ces démarches citoyennes puissent contribuer à tisser de nouveaux liens entre nos territoires, celles et ceux qui y vivent et nous tous qui les partageons. Par la découverte des paysages fantastiques, la reconnaissance de leur histoire puissante, le regard attentif et complice à l'égard des personnes qui l'ont construite... par la diffusion des connaissances, illustrée ici par la cartographie, nous ne pouvons qu'espérer contribuer à l'addition de moyens réalistes pour envisager un avenir apaisé, durable. ■

***Jasmine Desclaux-Salachas** est cartographe. Elle dirige les Cafés cartographiques.

Hervé Quinquenel est cartographe. Il est ingénieur des travaux géographiques et cartographiques de l'État à l'ENSG-IGN.

Comment connaître l'intérieur de la Terre ?

Le centre de la Terre n'est pas plus loin de nous que Washington ou Delhi. Mais concrètement, ce n'est pas la même chose ! Comment peut-on connaître l'intérieur de la Terre ? Comment peut-on découvrir ce qui nous est inaccessible ? En effet, aujourd'hui comme hier, nul moyen d'aller voir sur place, de sonder directement les entrailles du Globe pour constater ce qu'elles recèlent. Nous vous proposons donc un *Voyage à l'intérieur de la Terre. De la géographie antique à la géophysique actuelle* (selon le titre de l'ouvrage écrit par l'auteur et Hilaire Legros, Paris, Éditions du CNRS, 2000).

PAR VINCENT DEPARIS*

L'exploration directe étant à jamais impossible, ce n'est que par l'interprétation des observations recueillies en surface que l'on peut se faire une idée sur l'intérieur du Globe. Dans cet article, nous allons nous focaliser sur trois périodes de l'histoire et découvrir à partir de quels indices les savants ont imaginé l'intérieur de la Terre : nous verrons d'abord les deux premières représentations des profondeurs du Globe proposées au XVII^e siècle, puis nous analyserons l'hypothèse d'une Terre entièrement en fusion avancée au début du XIX^e siècle et enfin nous terminerons avec la vision actuelle de la Terre.

LES PREMIÈRES REPRÉSENTATIONS DES PROFONDEURS

Descartes (1596-1650) est le premier en 1644 à imaginer le monde souterrain. Pour lui, la Terre est un ancien Soleil qui a subi une évolution particulière (figure 1). Au centre, on trouve un noyau de matière solaire, recouvert d'une couche compacte de la même matière que les taches solaires. Ensuite vient une couche de terre dense, une couche d'eau, une couche d'air et une

nouvelle couche de terre plus légère qui se maintient au-dessus du vide comme une voûte. La Terre de Descartes est donc creuse ! La couche externe est toutefois en équilibre instable. Séchée par le Soleil, elle se fendille et finit par s'écrouler d'une manière inégale dans les couches internes, expulsant l'eau qui forme les océans. Descartes décrit ainsi à la fois la genèse de la Terre et sa structure interne. Il raconte comment les montagnes se sont formées, par effondrement, lors d'une immense catastrophe planétaire originelle.

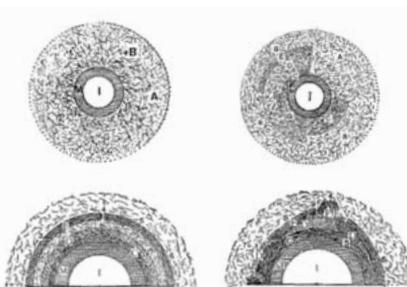


Figure 1 : Le modèle de Terre de Descartes (1644)

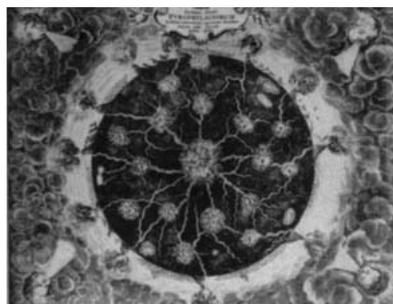


Figure 2 : Le modèle de Terre de Kircher (1665)

Kircher (1602-1680), un père jésuite, donne en 1665 une deuxième représentation de la Terre, tout à fait différente (figure 2). Pour lui aussi le Globe est un ancien Soleil refroidi, mais il cherche à expliquer les éruptions volcaniques. La Terre possède un foyer central, relié aux volcans de la surface par des conduits de feu avec des réserves intermédiaires. Les volcans manifestent l'activité interne du Globe, ce sont des soupiraux par lesquels s'échappe le feu intérieur. Contrairement au modèle de Descartes qui, si l'on excepte les ruptures de la croûte superficielle, est un modèle stratifié, parfaitement sphérique, où la surface est indépendante d'une activité interne, le modèle de Kircher, avec ses canaux et ses veines radiales, montre une très forte prépondérance pour les hétérogénéités latérales. Il admet également des liens entre les phénomènes superficiels et profonds. Ces deux conceptions d'une Terre à symétrie sphérique et d'une Terre à hétérogénéités latérales révèlent deux intuitions profondes sur la structure de notre planète.

« L'Océan de Magma » INTERNE

Après Descartes et Kircher, les visions du monde souterrain se multiplient rapidement, avec une grande liberté. Le développement de la mécanique, avec en particulier les travaux de Newton (1642-1727), permet une nouvelle approche du Globe. Deux observations posent questions. Premièrement, les observations géodésiques indiquent que la Terre n'est pas par-

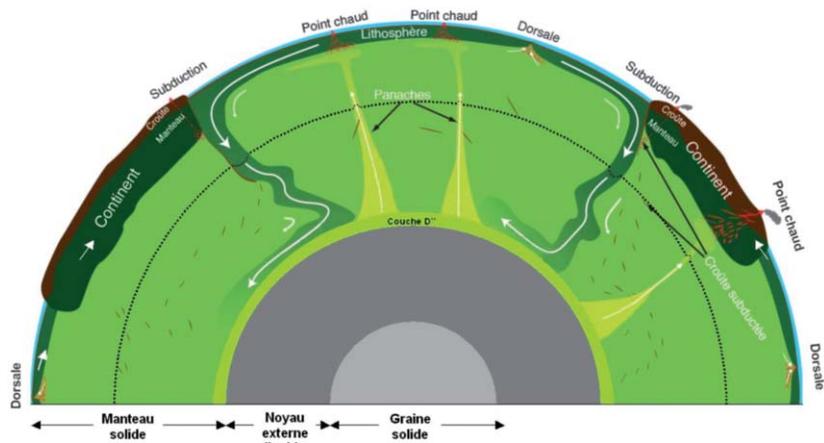


Figure 3 : Le modèle actuel de Terre (droits réservés : S. Labrosse - P. Thomas, 2010)

faitement sphérique mais légèrement ellipsoïdale, le rayon équatorial étant légèrement plus grand que le rayon polaire (d'une vingtaine de kilomètres). Cette forme aplatie de la Terre se comprend aisément pour les océans : les molécules d'eau qui les constituent cèdent inévitablement à la force centrifuge développée par la rotation terrestre et tendent à se regrouper dans les régions équatoriales. Mais comment la Terre solide peut-elle avoir la même forme que les océans ? Deuxièmement, la masse de notre planète impose que la densité moyenne des constituants terrestres soit de 5,5. Or, la densité des roches superficielles est en moyenne de 2,8. Il s'ensuit que la Terre n'est pas homogène mais qu'il doit y avoir dans les profondeurs de la planète des roches plus lourdes pouvant compenser le défaut de masse de la surface. Comment l'expliquer ? À la suite de Leibniz (1646-1716) et de Buffon (1707-1788), Laplace (1749-1827) défend l'idée de la fusion primitive du Globe : si la Terre a été au début de son histoire entièrement fondue, les substances les plus denses ont pu se porter vers le centre et la Terre a pu prendre la même forme que si elle était fluide ; elle s'est ensuite consolidée pour prendre son aspect actuel.

Dans le premier tiers du XIX^e siècle, Cordier (1777-1861) effectue un saut qualitatif extrêmement important : il affirme que la Terre conserve encore actuellement sa fusion originelle et qu'elle est entièrement fondue. Il s'appuie sur les toutes nouvelles mesures de température dans les mines qui montrent que la température s'accroît d'un degré tous les 25 mètres de descente. Si la progression se poursuit, la température de 1600°C, à laquelle toutes les roches de la surface sont fondues, est atteinte dès 50 km de profondeur. Le Globe serait donc constitué d'une énorme masse en fusion, recouverte d'une mince écorce solide. L'idée est séduisante car elle permet d'expliquer les volcans (communications directes entre la surface et la masse fondue sous-jacente), les tremblements de terre (conséquences des mouvements internes du fluide), la présence de veines de granites recoupant des roches sédi-

mentaires (le granite provient donc des profondeurs du Globe et est nécessairement en fusion lorsqu'il se met en place) et la formation des montagnes (la Terre en se refroidissant se contracte, ce qui crée des ruptures et des plissements). Cette conception d'une Terre actuellement en fusion représente la première théorie unitaire, ayant répondu à tout. Elle est cependant erronée, comme nous allons le voir, et elle montre la facilité avec laquelle les savants peuvent se laisser abuser en toute bonne foi...

LA VISION ACTUELLE DU GLOBE

L'idée d'un Globe en fusion satisfait la majorité des géologues, mais certains physiciens restent dubitatifs et une polémique s'engage. En particulier Hopkins (1793-1866) remarque que la fusion des roches dépend bien entendu de la température mais également de la pression. Si une roche fond à 1600°C en surface, il lui faut une température bien plus élevée pour entrer en fusion à 100 km de profondeur où la pression est beaucoup plus forte. En l'absence d'expériences en laboratoire, on ne peut pas savoir qui, de la température ou de la pression, a la plus grande influence et rien ne peut être conclu quant à la fluidité ou à la solidité du Globe. Son élève, Lord Kelvin (1824-1907), argumente que si la Terre était en fusion, la masse fluide interne devrait subir des marées importantes, exactement comme les océans de la surface, ce qui n'est pas le cas. Il montre que la Terre se comporte comme un solide élastique, dont les propriétés sont sensiblement les mêmes que celles de l'acier. Le Globe est donc solide et les seules parties en fusion sont les réservoirs de magmas sous les volcans, d'étendue limitée.

À partir du début du XX^e siècle, l'enregistrement des ondes sismiques émises par les tremblements de terre et qui traversent l'ensemble du Globe, ouvre une ère nouvelle et fournit l'outil le plus puissant pour l'investigation des profondeurs du Globe. Il existe deux grands types d'ondes de volume, les ondes de compression qui se propagent dans les solides comme dans les liquides et les ondes de cisaillement qui

ne se propagent que dans les solides. Or les sismologues observent que la Terre transmet les ondes de cisaillement : elle est donc entièrement solide, au moins jusqu'à une très grande profondeur. L'analyse du temps de parcours des ondes sismiques permet de supputer leurs parcours à l'intérieur de la Terre et de trouver l'existence de discontinuités internes. La Terre apparaît formée de différentes enveloppes sphériques, imbriquées les unes dans les autres (figure 3). En surface, se trouve la croûte, plus épaisse sous les continents (30 km en moyenne) que sous les océans (6 km en moyenne). Puis vient le manteau, qui s'étend jusqu'à 2900 km de profondeur. Il est formé de roches silicatées solides mais sur les longues échelles de temps géologiques, il est capable de se déformer (d'une manière similaire à un glacier qui, bien que solide, peut « couler » le long des pentes des montagnes) et est animé de mouvements de convection expliquant les déformations de la surface. En dessous du manteau et jusqu'au centre de la Terre, se trouve le noyau constitué essentiellement de fer. Sa partie externe est liquide et sa partie interne, la graine, est solide.

Aujourd'hui, les recherches ne portent plus seulement sur le modèle sphérique de Terre mais sur une vision dynamique et en trois dimensions du globe. Les études sismiques sont complétées, d'une part, par des études tomographiques qui permettent de faire des images en coupe de la Terre comme en tomographie médicale et, d'autre part, par des études minéralogiques, thermiques, géochimiques, géodésiques et magnétiques, qui toutes contribuent à préciser la « géographie » des profondeurs et à dévoiler une Terre dynamique, en pleine activité. De nombreuses incertitudes demeurent. Parmi d'autres, on peut citer, en particulier, les variations d'épaisseur de la croûte, la topographie de la frontière noyau-manteau, la localisation des courants de convection dans le manteau et l'origine du champ magnétique terrestre.

Pour terminer, nous pouvons remarquer que la vision actuelle de la Terre met en évidence la complémentarité des vues partielles de Descartes et de Kircher : le modèle stratifié du premier est parachevé dans les modèles de Terre des sismologues et l'intuition du second réapparaît dans les modèles de convection mantellique avec des hétérogénéités latérales dues aux zones froides descendantes et aux zones chaudes montantes. La conception actuelle de la Terre regroupe ainsi différentes idées émises au cours des temps, réconciliant des vues partielles qui ont pu autrefois s'opposer. ■

*Vincent Deparis est professeur de sciences physiques au lycée Jean-Monnet à Annemasse.

Le salarié n'est pas écouté

Les salariés se sentent de moins en moins écoutés. Une enquête, pilotée par OBEA-Infraforces, pour le cabinet Michel Page et *Le Monde*, auprès de 1 000 salariés d'entreprises de plus de 1 500 personnes mesure le niveau de satisfaction des salariés, leur fierté d'appartenance à l'entreprise, le respect et l'écoute du management.

Cette étude, réalisée chaque année en mai, est rendue publique avant l'été à l'occasion de la remise du « trophée

du capital humain » (sic). Il s'agit ici des chiffres 2013, ceux de 2014 n'ont pas été rendus publics.

S'ils se sentent globalement fiers d'appartenir à leur société, « en revanche les salariés se disent moins que jamais respectés ou écoutés par leur management, note Anne Rodier du *Monde*. Ces indicateurs sont au plus bas depuis 2010 : moins d'un salarié sur deux s'estime aujourd'hui entendu. » Chaque réorganisation aggrave sensiblement ce sentiment.

Avez-vous le sentiment que le management de votre entreprise vous respecte ?



Oui : 61 %
non : 39 %

Avez-vous le sentiment que le management de votre entreprise vous écoute ?



Oui : 46 %
Non : 54 %

Les questions suivantes s'adressent aux salariés d'entreprises ayant effectué des changements majeurs d'organisation du travail, soit deux tiers des entreprises.

Les conséquences de ces changements sur la motivation des salariés sont-elles :



Positives : 30 %
Négatives : 70 %

Les conséquences sur les conditions de travail :



Positives : 36 %
Négatives : 64 %

Les conséquences sur les relations entre les équipes :



Positives : 46 %
Négatives : 58 %

La hiérarchie tient-elle compte des suggestions des salariés concernant l'organisation du travail ?



Oui : 31 %
Non : 69 %

Le niveau de vie des Français continue de baisser

Comme chaque année, l'INSEE a publié les chiffres du niveau de vie des Français. Cette année, ce sont ceux de 2012 qui étaient disponibles, et le constat est pour le moins inquiétant. Le niveau de vie médian était en effet en 2012 de 19 740 euros, soit une baisse de 1 % en euros constants par rapport à l'année précédente. La baisse amorcée en 2010 du niveau de vie des Français, à la suite de la crise financière de 2008, se poursuit donc.

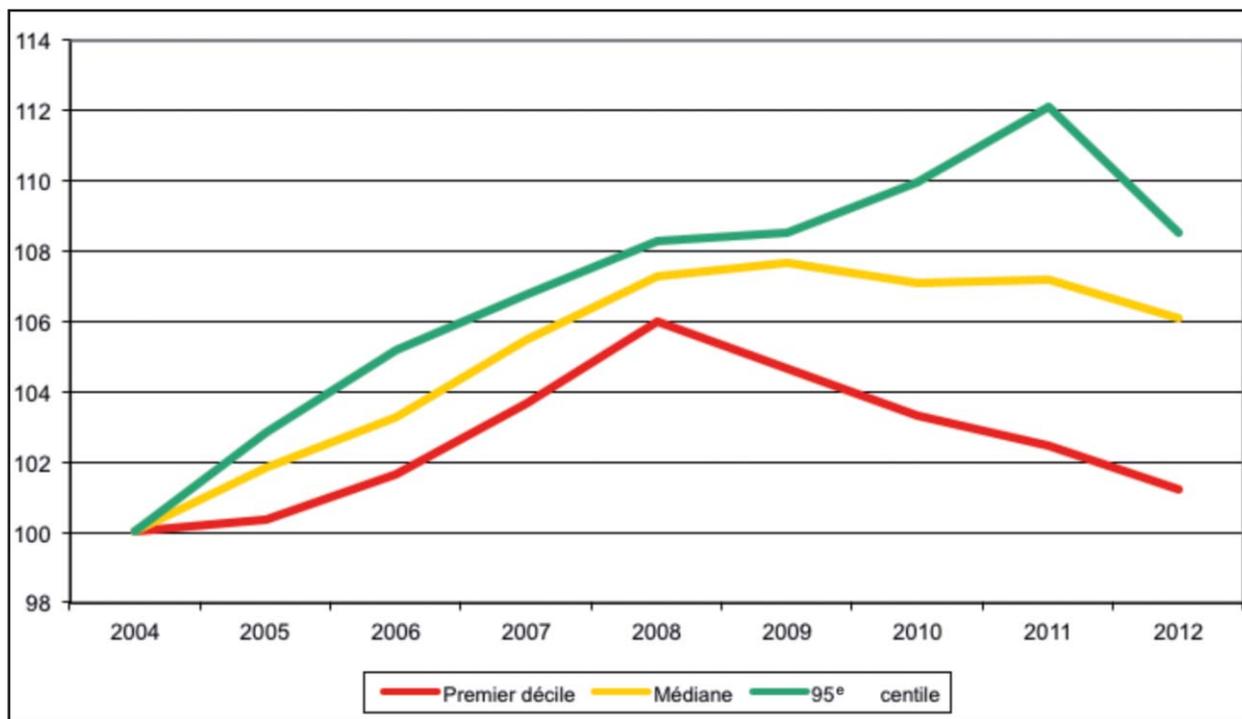
La nouveauté en 2012 est que l'ensemble des Français est concerné par cette baisse du niveau de vie. Jusqu'alors, les plus riches avaient été relativement épargnés. Ainsi, le niveau de vie plancher des 5 % de Français les plus riches baisse pour la première fois depuis 2004, alors que pour le reste de la population, la baisse de niveau de vie a été amorcée en 2010, voire en 2009 pour les plus pauvres (graphique). Entre 2011 et 2012, ce sont les extrêmes de la population qui sont les plus touchés par la baisse : les 10 % de Français les plus riches voient ainsi leur niveau de vie baisser de 2 %, et les 10 % de Français les moins riches de 1,2 %.

Une des conséquences de cette baisse globale du niveau de vie des Français est une réduction légère des inégalités entre 2011 et 2012. Cette réduction reste cependant à relativiser, puisqu'elle ne fait que compenser l'augmentation de

l'année précédente. Ainsi, les niveaux d'inégalité observés en 2012 sont identiques à ceux de 2010. L'écart interdécile est passé de 3,5 en 2010 à 3,6 en 2011, pour revenir à 3,5 en 2012. Cela signifie que le niveau de vie des 10 % de Français les plus riches est 3,5 fois plus élevé que celui des 10 % de Français les plus pauvres.

Le seuil de pauvreté étant défini comme 60 % du niveau de vie médian, celui-ci baisse mécaniquement en 2012 : il passe ainsi de 997 euros par mois à 987 euros par mois. La diminution de ce seuil entraîne une baisse du nombre de pauvres (8,5 millions en 2012, soit 13,9 % de la population, contre 8,7 millions en 2011) qu'il faut cependant relativiser, pour deux raisons. La première est la sensibilité de l'indicateur du taux de pauvreté à la définition choisie. Si l'on fixe le seuil de pauvreté à 50 % du revenu médian, plutôt que 60 %, on observe en effet une augmentation du nombre de pauvres, qui représenteraient 8,1 % de la population en 2012 contre 7,9 % en 2011. La seconde raison tient à la diminution du niveau de vie médian des personnes vivant sous le seuil de pauvreté, qui passe de 806 euros par mois en 2011 à 784 euros par mois en 2012, soit un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2006. En conséquence de la baisse globale du niveau de vie des Français en 2012, les pauvres sont un peu moins nombreux, mais leur pauvreté s'accroît sensiblement.

GRAPHIQUE : ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ENTRE 2004 ET 2012 (BASE 100 EN 2004)



Source : INSEE, DGI

Note : le premier décile est le niveau de vie plafond des 10 % de Français les plus modestes ; la médiane est le niveau de vie qui sépare la population en deux parts égales ; le 95e centile est le niveau de vie plafond des 5 % de Français les plus riches.

Gauche : une fin rêvée

La période des congés a vu le débat sur l'avenir de la gauche s'accélérer. Les propos de Manuel Valls sur « la fin de la gauche », ses discours aux universités d'été du MEDEF et du PS et le remaniement du gouvernement en ont été les points d'orgue.

PAR **ALAIN VERMEERSCH**

« LA GAUCHE PEUT MOURIR »

Interrogé à l'issue du conseil national du Parti socialiste (14/06), Manuel Valls déclarait ceci : « J'en ai appelé à la responsabilité. La gauche peut disparaître et la France peut se défaire tant il y a une succession de crises, crise économique, crise d'identité, crise culturelle. Face à cela, il faut tenir bon, dans la durée ». Michel Wieviorka dans une tribune dans Rue 89 (15/06) lui répond « Comment le Parti socialiste pourrait-il rester lui-même tout en se transformant ? Où est la nouveauté, où sont les possibilités de renouveau s'il s'agit, simplement... de laisser agir un gouvernement dont le cap repose sur un pari économique qui n'est pas spécialement de gauche... La gauche qui se meurt doit-elle se survivre à elle-même, ne s'agit-il pas plutôt d'en imaginer une autre ? » Gaël Sliman commentant un sondage (*Le Parisien* 06/09) sur la situation du PS (« un grand cadavre à la renverse ») et la menace de son éclatement, remarquait pour sa part que 77 % des Français estiment « que le Parti socialiste est menacé d'éclatement » 57 % des sympathisants de gauche et un sympathisant socialiste sur deux (48 % contre 49 %).

Aude Lancelin (*Le Nouvel Observateur* 05/07) peut imaginer alors que « brandir le spectre d'une disparition pour faire abandonner au PS ce qui lui reste de sa mission originelle, au minimum, de com-

penser le déséquilibre des forces entre capital et travail, voilà qui ne manque pas d'audace ». Elle ajoute plus loin : « Le philosophe Jacques Rancière déclare lui aussi que le sujet est clos, hélas, dans la mesure où le PS a réussi sa "tâche historique" consistant à "liquider la gauche" ». Manuel Valls est remarquablement cohérent, relève Pascal Dewitt. Il y a quelques années, il expliquait que le socialisme était une « langue morte », et il envisageait de changer le nom du parti. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun référent de gauche dans son discours.

UN PARTI SOCIALISTE DIVISÉ

Michel Noblecourt (*Le Monde* 10/09) constate : « La majorité [...] est comme en apesanteur, écartelée entre les injonctions du président et du premier ministre, martelant qu'il n'y a pas d'« alternative » à leur politique, et l'exaspération croissante, au parlement comme à la base, de ceux qui refusent à la fois la méthode et la stratégie, jugeant la première autoritaire et la seconde iconoclaste ou dangereuse. Au point de plonger la gauche en général, et le PS en particulier, dans un état délétère fait de dépression et de défiance. »

On peut dire que depuis ce discours de Valls, les déclarations d'allégeance ou de défiance se multiplient. « Il y a une gauche nihiliste et destructrice qui maintient un projet alternatif » développe Christophe Caresche. Laurent Baumel (Gauche populaire) répond : « Je partage le constat alarmiste de Manuel Valls, son diagnostic clinique. Mais c'est de la politique actuelle qu'elle mène que la gauche peut mourir ». Dès lors, Alba Ventura (RTL 16/06) peut souligner : « À droite, on pense qu'on règle les pro-

blèmes avec un leader. À gauche, on croit encore que le collectif le sauvera. Des deux côtés, il y a des fractures. L'UMP s'interroge sur un rapprochement avec les centristes. Le PS est secoué par des divisions entre des sociaux-libéraux et l'aile gauche du PS. » La revue *L'Économie politique* titre son dernier numéro de juillet « Pour une politique économique de gauche. Est-ce faisable ? » Éloi Laurent imagine qu'une politique économique de gauche au XXI^e siècle devrait « se donner le développement humain comme horizon, l'État-providence comme moyen et le progrès comme discours ». Commentant le remaniement du gouvernement (Mediapart 05/09) Liêm Hoang Ngoc (Les socialistes affligés) peut souligner que « cet acte d'autorité est l'illustration du putsch idéologique imposé par l'exécutif à son camp. Ce putsch est d'autant plus remarquable qu'il relève du coup d'État permanent que permettent de réaliser les institutions de la cinquième République, jadis dénoncées par François Mitterrand. Ces institutions de la cinquième République sont résolument à bout de souffle. Elles ne permettent pas à la représentation nationale de véhiculer le mécontentement populaire, comme cela se fait dans toute démocratie représentative. »

LE PARTI SOCIALISTE EST-IL TOUJOURS LA « GAUCHE » ? UN TOTEM ET UN TABOU

Pour le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, « Être de gauche, c'est être efficace, recréer les conditions pour investir, produire et innover » (*Le Parisien* 02/09). Il recycle ainsi une formule de Gérard Schröder de 1997 : « La politique économique n'est ni de droite

ni de gauche, elle est bonne ou mauvaise. » L'ambition de cette gauche devient seulement de faire mieux, d'être plus efficace que la droite. Le modèle est celui de la gauche version Tony Blair et Gordon Brown.

Michelle Cotta dans son éditorial (*Nouvel Économiste* 04/09) analyse le changement de paysage dessiné par Hollande et Valls. « Fonder un progressisme des

très grande proximité de points de vue entre sympathisants PS et sympathisants Front de gauche. »

LA FIN DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE ?

Interrogé par *Libération*, Jean-Marie Le Guen assure que « les Français ne veulent pas une politique plus à gauche. Il faut donc poser la question à la gauche

lit pas le clivage gauche-droite pour autant et celui-ci structure aussi les votes pour le FN. Neuf Français sur dix acceptent toujours de se situer et de situer les partis sur la classique échelle gauche-droite. Ils classent massivement tant Marine Le Pen que son parti dans les cases de droite (respectivement 88 % et 85 %, dont plus de 60 % dans la toute dernière case à droite). Les électeurs sarkozystes sont comme ceux de Marine Le Pen, sur des positions à la fois ethnocentristes et autoritaires. La ligne de clivage, sur le droit de vote des étrangers ou la répression de la délinquance, passe entre la gauche et la droite dans son ensemble, non entre droite modérée et droite extrême. » Cela dément les idées émises par des commentateurs et des hommes politiques qui théorisent la fin de ce clivage gauche-droite et prétendent pouvoir s'en passer.

Frédéric Lordon l'affirme (*Le Monde diplomatique* 09/2014) : « Sauf la rage identitaire qui pense pouvoir fondre, et faire disparaître, la gauche et la droite dans la francité éternelle, sauf l'aveuglement du parti des gestionnaires qui, croyant "dépasser la gauche et la droite", ne fait que reproduire la droite, sauf les confusions médiatiques de la gauche et de ses partis, sauf l'action néfaste de quelques "assassins politiques" qui, tout en feignant de le redouter, n'ont rien tant en vue que de tuer la gauche, cette idée ne peut pas mourir. Elle n'a que deux siècles, elle est de prime jeunesse, le cours des choses ne cesse de lui donner raison, le scandale du temps présent l'appelle impérieusement. L'avenir lui appartient. » Dans son discours à la Fête de l'Humanité, Patrick Le Hyarick ne pouvait pas mieux dire : « Une gauche qui ne saurait être laissée aux mains de l'usurpateur, Monsieur Valls. N'usurpe-t-il pas le beau mot de "Gauche" au point qu'avec lui, droite et gauche se confondent ? La gauche, c'est une diversité d'opinions, animées des mêmes valeurs, partageant le même idéal d'égalité, de solidarité, de justice. La gauche, c'est l'union et le rassemblement du monde du travail et de la création, pas le renforcement de la dictature de la finance. » ■

« Neuf Français sur dix acceptent toujours de se situer et de situer les partis sur la classique échelle gauche-droite. »

temps modernes, est-ce possible chez les socialistes, sans que le parti éclate, sans que le gouvernement ne soit mis en minorité par les siens ? La France vient d'assister à une mutation sans précédent des dogmes, à l'explosion des tabous. Elle a fait son congrès de Bad-Godesberg... Ça passe ou ça casse. » Mathieu Croisandeau relève de son côté (*Nouvel Observateur* 04/09) « Qui est de gauche, qui ne l'est pas ? Et surtout qui le décrète ? La gauche n'a pas besoin de totems, ni de tabous pour éprouver la force de ses convictions. » Pour Jacques Julliard « Les grands absents de La Rochelle, c'étaient les classes populaires. À la fois totem et tabou. Totem, parce qu'on les invoque à chaque instant. Tabou, parce qu'on se garde bien de se mêler à elles... J'avoue que cette fracture entre la gauche et le peuple me préoccupe plus que les multiples fissures à l'intérieur du PS. » Le peuple invisible de Rosanvallon en somme. Frédéric Dabi analyse l'enquête réalisée par l'IFOP pour *l'Humanité* (*Atlantico* 14/09) « Il est frappant de constater que 74 % des personnes sondées estiment que la politique suivie par (l'exécutif) n'est pas de gauche. Pour 71 % de ces gens de gauche interrogés, une politique de gauche répondant à leurs attentes est possible. Sur le plan des valeurs on observe une

de la gauche : à quoi servent-ils s'ils ne sont là que pour faire battre le candidat socialiste au premier tour ? D'autant que, pour l'emporter face à l'extrême droite, le candidat de la gauche au second tour de la présidentielle devrait bénéficier de voix de droite. Je crois que personne n'a complètement mesuré ce que la tripolarité signifie sur le plan politique et institutionnel. On continue à réfléchir dans le cadre d'un rapport gauche-droite classique. Or ce modèle est totalement dépassé. »

Un constat que réfute Florent Gougou « L'apparition des partis écologiques et des partis de droite radicale anti-immigrés a profondément restructuré les systèmes de partis nationaux. Ils ont contribué à la redéfinition du principal axe de conflit partisan : dominé hier par le clivage gauche/droite et le clivage religieux. L'opposition gauche/droite a été remodelée par l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture entre une gauche culturellement libérale et une droite autoritaire et ethnocentriste. Cela aboutit à la formation d'un nouveau système partisan caractérisé par une tripartition entre un bloc de gauche, un bloc de droite et un bloc d'extrême droite. » Rappelons ce qu'en disait Nonna Mayer au lendemain des élections municipales (*Le Monde* 27/03) « Cette tripartition n'abo-

Le Capital au XXI^e siècle

Un ouvrage au cœur du débat politique

PAR IGOR MARTINACHE

Reconnaissons-le, il y a de bonnes raisons de se réjouir du succès remporté par le dernier ouvrage de Thomas Piketty *Le Capital au XXI^e siècle*. D'abord, parce qu'il montre que l'édition en sciences humaines n'est pas morte : en dépit de ses presque mille pages, celui-ci a attiré plus d'une centaine de milliers de lecteurs de part et d'autre de l'Atlantique, et fait l'objet d'une couverture médiatique que l'on pensait devenue réservée aux starlettes du *show-business* – ce qu'a significativement raillé un hebdomadaire conservateur états-unien en consacrant sa couverture au « phénomène Piketty » en pastichant la Une de fanzine pour adolescents. Ensuite, justement, parce que, loin de faire l'unanimité, celui-ci suscite le débat et fait l'objet de critiques plus ou moins virulentes, principalement sur sa droite, mais aussi sur sa gauche. En outre, parce que tout économiste bien en chaire qu'il soit – ancien directeur de la dominante École d'économie de Paris et conseiller du prince au Parti socialiste – l'auteur y dénonce l'impérialisme d'une certaine économie formalisée, rappelant que la « science lugubre » n'est qu'une science sociale parmi d'autres et doit enrichir son regard sur les phénomènes qu'elle traite de celui d'autres disciplines, histoire, sociologie, mais aussi littérature, ce qu'il démontre ici en actes. Enfin et surtout, parce que l'objet dont traite Thomas Piketty et la thèse qu'il défend à son propos méritent sans conteste d'être (re)placés au cœur du débat politique. Cet objet, auquel il a consacré la plus grande part de sa carrière, est constitué par la dynamique des inégalités de patrimoine et de revenus.

UNE SOCIÉTÉ DE RENTIERS

Pour Piketty, nous assisterions aujourd'hui au retour de la société de rentiers, où la distribution polarisée du capital s'autoreproduit et même s'amplifie mécaniquement. Pour le montrer, il s'appuie essentiellement sur une vaste base de données sur les revenus et patrimoines couvrant plusieurs décennies dans différents pays, qu'il s'emploie depuis plusieurs années à constituer avec une trentaine d'autres chercheurs de divers pays. Cela confère au propos une vaste amplitude temporelle et géographique et

de ce fait un certain niveau de généralité qui, comme souvent, séduit les lecteurs distraits mais agace les plus rigoureux. L'auteur semble ainsi s'adresser davantage aux premiers, même s'il n'oublie pas les seconds auxquels il donne accès à une impressionnante quantité de données dans des annexes reléguées sur un site Internet dédié. À contre-courant de nombre de ses confrères, qui font preuve d'un formalisme poussé à grand renfort d'équations qui semble souvent surtout servir à masquer des hypothèses douteuses, Thomas Piketty fait preuve dans son écriture d'un souci pédagogique et de clarté qui est en soi louable, mais peut aussi à son tour susciter une impression faussée d'évidence face à ses développements.

LA PREMIÈRE LOI FONDAMENTALE DU CAPITALISME

L'ouvrage se découpe en quatre grandes parties : la première, dont l'auteur indique lui-même qu'elle peut être sautée par les lecteurs les plus chevronnés, revient sur les grandes notions en jeu – production, croissance, revenus, patrimoine – sur leurs rapports respectifs et four-

« Pour Piketty, nous assisterions aujourd'hui au retour de la société de rentiers, où la distribution polarisée du capital s'autoreproduit et même s'amplifie mécaniquement. »

nit un certain nombre d'ordres de grandeur numériques concernant leurs évolutions et leur distribution à l'échelle planétaire. Tout en insistant sur le fait qu'il n'existe pas de loi mécanique déterminant le partage de la valeur ajoutée – autrement dit la part respective du revenu national dévolue aux facteurs capital et travail – contrairement à ce que beaucoup affirment, Thomas Piketty pré-

sente ici ce qu'il appelle la « première loi fondamentale du capitalisme », en fait une simple identité mathématique. Celle-ci s'énonce ainsi : pour une année considérée, la part des revenus du capital dans le revenu national est égale au taux de rendement moyen du capital multiplié par le rapport entre la valeur du capital national et le revenu national annuel, avec des valeurs moyennes constatées actuellement pour les pays dits développés de respectivement 30,5 et 600 %. Il revient ensuite sur les rapports entre croissance économique et croissance démographique, rappelant notamment leurs incidences sur la structure de la société – la première jouant schématiquement un rôle d'accélération des transformations tandis que la seconde favorise l'égalisation des destins sociaux.

LES TRANSFORMATIONS DU CAPITAL

Dans la seconde partie, l'auteur se focalise plus directement sur les transformations du capital durant deux siècles, passant d'une prédominance du foncier, notam-

« Comme l'ont fait remarquer certains commentateurs, foin donc de classes sociales et de rapports de force dans son analyse. »

ment agricole, à celle de ses composantes immobilières et financières. Il fait entre autres le rappel, bien utile face à la vulgate de la faillite de l'État, que le capital public, c'est-à-dire la différence entre les actifs et les dettes des administrations publiques, reste positif, même si son montant est près de 20 fois inférieur à celui des patrimoines privés, une tendance que renforce une dynamique de privatisation de ce patrimoine public. Piketty expose surtout ici sa « deuxième loi fondamentale », à savoir que le rapport entre la valeur du capital sur le revenu national est égal à celui entre le taux d'épargne et le taux de croissance du revenu national. C'est ainsi l'atonie de la croissance actuellement dans les pays riches qui explique le quasi-doublement du rapport entre patrimoine et revenu national depuis 1970 – avec cependant des variations encore assez importantes suivant les pays – et par suite l'évolution du partage de la valeur ajoutée lorsque l'on met en regard les deux « lois fondamentales » précédemment évoquées.

L'INTENSIFICATION DES INÉGALITÉS

Dans la troisième partie, Piketty s'intéresse plus en détail à la structuration des inégalités dans une perspective dynamique, en montrant notamment que depuis quatre décennies on observe leur intensification, à des niveaux cependant encore variables selon les pays (ce qui montre au passage le poids des institutions, et donc du politique, en la matière) quelque soit leur composante (revenus du travail, du capital ou patrimoine détenu). Il rappelle ainsi ici le facteur fondamental de l'accumulation mécanique du capital, à savoir que son taux de rendement est toujours historiquement supérieur au taux de croissance de la production. Si leurs

valeurs respectives sont de 1 et 5 % par an, il suffit ainsi d'épargner chaque année un cinquième des revenus de son patrimoine pour que celui-ci s'accroisse mécaniquement. Et encore, là aussi les moyennes cachent des disparités, car le rendement que l'on arrivera à tirer de son capital croîtra avec l'importance de celui-ci, comme l'auteur le montre à partir d'un exemple édifiant : celui des placements des universités états-uniennes...

LA PROPOSITION D'UN IMPÔT MONDIAL SUR LE CAPITAL

La principale évolution du XX^e siècle en la matière dans le monde « développé », consécutive notamment aux deux guerres mondiales, est l'effondrement des rentiers au profit du développement d'une « classe moyenne patrimoniale », une « société de petits rentiers » dont les revenus du capital ne sont pas suffisants pour en vivre exclusivement, mais le sont pour amplifier les inégalités de revenus et de patrimoine. Pour enrayer cette dynamique oligarchique, Piketty développe enfin dans sa dernière partie sa proposition d'un impôt mondial sur le capital, en expliquant notamment pourquoi celui-ci serait plus efficace que l'inflation, qui rogne en réalité principalement les plus petits patrimoines. Si ce programme peut sembler à certains séduisant, d'autres trouveront au contraire que l'auteur s'arrête au milieu du gué, faute de remettre réellement en cause la logique intrinsèque du capitalisme. C'est sans doute cette objectivation du décrochage par le haut du dernier centile (le pourcent le plus riche de la population), ainsi que la tentative d'explication de ce processus, qui expliquent l'intérêt inattendu suscité par le livre. Ce travail fait en effet implicitement écho au slogan « nous sommes les 99 % » des mouvements autoproclamés des « Indignés ». Mais c'est aussi ce qui en fait la faiblesse, car si Piketty recourt abondamment à la dimension historique et surtout à la littérature, notamment Balzac et Jane Austen, il méconnaît les enjeux sociologiques et politiques de la question qu'il entend traiter – il repousse même à plusieurs reprises des aspects jugés normatifs en usant de l'argument selon lequel c'est à la collectivité de trancher démocratiquement. Comme l'ont fait remarquer certains commentateurs, foin donc de classes sociales et de rapports de force dans son analyse, de discussion des catégories utilisées, ni des autres dimensions, culturelles notamment, des inégalités. Son projet d'impôt global apparaît finalement inoffensif tant il semble politiquement irréalisable. Cela n'enlève pas tout son mérite à l'entreprise, mais met en évidence la maladresse de son titre : n'est pas le nouveau Marx qui veut. ■

Parmi les nombreuses lectures critiques, on se contentera de signaler celle, très affûtée, de l'économiste Gaël Giraud « Quelle intelligence du capital pour demain ? Une lecture du *Capital au XXI^e siècle* de Thomas Piketty », *Revue française de socio-économie*, n° 13, 2014.

L'État, le pouvoir, le socialisme



Les prairies ordinaires, 2013

NICOS POULANTZAS

PAR PATRICK COULON

Les Prairies ordinaires ont pris l'excellente initiative de rééditer ce classique de la théorie politique dont la première édition remonte à 1978. Surtout dans une période historique qui voit les débats s'intensifier autour des crises simultanées de l'Union européenne, du néolibéralisme et du capitalisme en général.

Comme le fait très justement remarquer Razmig Keucheyan (auteur – entre autres d'*Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*) dans la préface : ce livre n'a pas fini de révéler son potentiel critique. Il doit être lu par une nouvelle génération de militants et d'intellectuels radicaux. La crise du capitalisme que nous traversons, dont on fait en général remonter l'origine à la faillite de la banque Lehman Brothers en septembre 2008, n'est pas une crise purement financière. Il s'agit, comme dirait Gramsci, d'une « crise de l'État dans son ensemble », qui a contaminé l'ensemble des sphères sociales, et en particulier les institutions politiques. La force de la théorie marxiste de l'État, celle de Poulantzas en tête, est de nous aider à comprendre la façon dont les différentes dimensions de la crise interagissent les unes avec les autres. Elle nous permet aussi de concevoir des scénarios de sortie de crise... Au vu des dévastations sociales et écologiques que génère le capitalisme, il n'y a pas de tâche plus importante à l'heure actuelle que d'explorer cette voie à nouveaux frais. Rappelons que ce texte fut produit par Poulantzas à la fin des années 1970 dans une conjoncture marquée par le coup d'État de Pinochet au Chili contre le président Allende élu par le suffrage universel, le renversement des dictatures d'Europe du Sud, le « compromis historique » prôné par le Parti communiste italien sous la houlette d'Enrico Berlinguer, ou encore les progrès de l'Union de la gauche en France. Le lecteur sera particulièrement intéressé par l'intuition de Poulantzas concernant l'évolution, du développement de « l'étatisme autoritaire » et par son analyse affirmant que « toutes les actions de l'État ne se réduisent pas à la domination politique, mais n'en sont pas moins constitutivement marquées ». C'est d'ailleurs dans cet ouvrage qu'il développera sa fameuse définition de l'État « comme condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fractions de classes, tel qu'il s'exprime, de façon spécifique toujours, au sein de l'État ».

Bref, une lecture stimulante à un moment où le débat autour du rôle de l'État ou de son dépassement est dans bien des têtes.

Roms et riverains. Une politique municipale de la race



La Fabrique, 2014

ÉRIC FASSIN, CARINE FOUTEAU, SERGE GUICHARD, AURÉLIE WINDELS

PAR STÈVE BESSAC

Bien qu'hétérogène dans sa forme avec cinq chapitres qui relèvent tantôt de la science politique, du reportage ou du témoignage, ce livre réussit le pari d'être homogène dans le fond : il s'agit d'énon-

cer (et de dénoncer) les politiques publiques mises en place (à l'en) contre des Roms.

Dans le premier chapitre, Éric Fassin, spécialiste des questions de genre et de « race », revient sur les politiques publiques « à l'égard des Roms », construction visant à essentialiser les Roms de manière exogène. L'auteur montre que ce discours racialisé, qui confond nature et culture, est tenu à la fois par des personnalités appartenant aux droites (UDI, UMP et FN) mais aussi au Parti socialiste comme le prouvent les trop nombreuses citations en annexes avec, en premier lieu, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls. Cela conduit à des politiques publiques discriminantes à plusieurs échelles. D'abord, à l'échelle nationale, les mesures transitoires empêchent les Roms d'avoir un libre accès au marché de l'emploi. Cette politique nationale rejoint une politique municipale d'exclusion lors des démantèlements de campements qui contraignent les Roms à voyager et à rendre leur intégration locale plus difficile. Cela amène l'auteur à parler de « nomadisme d'État ». À cet arsenal de l'exclusion s'ajoutent des politiques publiques illégales – allant à l'encontre du Code général des collectivités territoriales – telles que le refus de raccorder les campements de Roms aux réseaux d'eau ou le refus du ramassage des ordures. Ceci a notamment été le cas à Ris-Orangis et a fait l'objet d'une étude de Carine Fouteau (chapitre 2). En rendant les campements insalubres, les pouvoirs publics cherchent à décourager l'installation des Roms, misant sur la théorie de l'auto-exclusion. Éric Fassin souligne alors le prétendu « problème d'intégration » des Roms, chiffres à l'appui, puisque sur les 400 000 Roms vivant en France, 20 000 sont concernés, selon les pouvoirs publics, par la « question Roms ».

Dans le chapitre 4, Serge Guichard, ancien conseiller municipal communiste de Palaiseau, dénonce également la politique des pouvoirs publics à l'encontre des Roms et souligne que ceux-ci cherchent à la « dépolitiser » en la réduisant à une réponse aux requêtes des administrés.

Cette stratégie permet de déresponsabiliser les élus. Aurélie Windels (chapitre 3) prouve cependant que ce discours est fallacieux puisque tous les voisins ne sont pas « anti-Roms », tant s'en faut. À travers de multiples témoignages, le dernier chapitre (chapitre 5) donne la parole aux « Roms visibles » qui ne comprennent pas la chasse à l'homme inhumaine dont ils sont l'objet.

Le Parti communiste français et le livre Écrire et diffuser le politique en France au XX^e siècle (1920-1992)



Éditions Universitaires de Dijon, 2014

JEAN-NUMA DUCANGE, JULIEN HAGE, JEAN-YVES MOLLIER (DIR.)

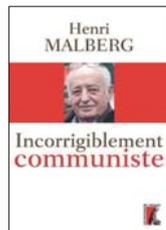
PAR CLAUDE MORILHAT

Le titre du livre et la « raison sociale » de l'éditeur pourraient laisser penser qu'un tel ouvrage ne s'adresse qu'à des spécialistes (historiens, professionnels du livre), mais l'ensemble constitué par les diverses contributions devrait intéresser tout progressiste convaincu de l'importance de l'idéologie et de la culture dans le développement des luttes politiques et sociales. Qui plus est, son contenu s'avère un peu plus large que ne le laisse entendre le titre : l'étude de Jean-Yves Mollier envisage la question du livre politique en embrassant une période historique plus ample, partant de la Révolution française pour aboutir à la situation présente ; celle de Serge Wolikow étu-

die le livre et l'édition dans le monde communiste européen, se trouve ainsi souligné le rôle déterminant dans un premier temps de l'Internationale communiste quant au développement des activités d'édition des partis communistes (dont le PCF), les transformations qui affectent celles-ci en fonction de l'évolution du monde communiste.

Mais l'intérêt essentiel de l'ouvrage, des contributions des autres auteurs consacrées spécifiquement aux politiques du livre mises en œuvre par le PCF, est de montrer comment celui-ci est passé d'une conception étroitement utilitariste du livre (simple support de la ligne politique du moment) à une appréhension (de fait gramscienne) du livre comme l'un des instruments importants de construction de l'hégémonie politique et culturelle. Toutefois cette conception de l'édition communiste ne commencera à s'affirmer que dans les années soixante à la suite d'une histoire qui n'a rien de linéaire, les avancées étant fragiles et les conceptions dogmatiques pesantes. Le PCF dispose alors d'un groupe d'édition important qui comprend quatre éditeurs : *Les Éditeurs Français Réunis* se consacrent à la littérature, *La Farandole* occupe une place importante quant au livre pour enfants, le *Cercle d'Art* éditeur de livres d'art, et bien sûr *Les Éditions sociales* s'agissant des domaines politiques et théoriques. Ces dernières ont heureusement joué leur rôle surtout au cours des années soixante-dix et quatre-vingt en publiant nombre d'ouvrages novateurs tant dans le champ politique que théorique (sciences humaines, philosophie), en offrant à un large public de grands textes de la pensée (coll. *Les Classiques du Peuple*, avec soixante-dix titres parus entre 1950 et 1981) et plus particulièrement en éditant de façon rigoureuse les grandes œuvres de la pensée marxienne. Malheureusement les difficultés financières du groupe d'édition associées à un certain désintérêt politique ont conduit à la disparition « lamentable » et plus que dommageable des Éditions sociales en 1992.

Incorrigiblement communiste



Les Éditions de l'atelier, 2014

HENRI MALBERG

PAR ELIAS DUPARC

Dans cet entretien au titre offensif et promis à un certain succès, Henri Malberg ressaisit une vie d'engagement au Parti communiste. L'ancien dirigeant de la fédération de Paris discute avec deux jeunes journalistes aux questions sans complaisance. S'adressant au tout-venant, l'échange revient à la racine d'un engagement au PCF sans faire l'impasse sur les traditionnelles objections : le communisme n'est-il pas oblitéré par l'histoire ? N'est-il pas périmé ? N'est-il pas utopique ? N'est-il pas définitivement minoritaire, et le parti réduit à peau de chagrin ? Henri Malberg répond sans coup férir, toujours soucieux de tenir joints les deux rênes de son militantisme : fidélité et ouverture — « poing levé et main tendue ». Parmi les nombreux développements passionnants du livre, un bilan politique de l'histoire de l'Union soviétique – sujet piège et redouté auquel l'auteur se confronte sans fard : « Contrairement aux fantasmes des uns et aux illusions des autres – et j'en suis –, il n'y avait plus en Union soviétique depuis longtemps de Parti communiste. C'est-à-dire un corps vivant et démocratique de personnes engagées dans la vie politique et sociale ayant du pouvoir sur ceux qui dirigent. » L'occasion de revenir sur l'histoire complexe du Parti sans faire l'impasse sur l'analyse de son actuel « affaiblissement », que l'auteur estime temporaire. C'est justement cette faiblesse qui autorise l'adversaire à porter tous les coups. « Un parti socialiste trop

dominant est vite mangé et digéré par les pressions du capitalisme ». À l'heure où l'extrême droite et l'abstention prospèrent sur le mécontentement et où les discours anti-partis reviennent contaminer la gauche, Henri Malberg réhabilite l'engagement militant. « La hantise de l'oligarchie financière et des petites équipes dominantes est que le peuple se remette à faire de la politique à haute dose. « Ne vous mêlez pas de politique », dit l'idéologie dominante. « C'est sale, répugnant, corrompu. » Haro sur les partis politiques. » On ne sera pas surpris que l'auteur en appelle au contraire à la lutte pour « donner et redonner leurs lettres de noblesse à la politique, au combat politique, et aux partis ». Témoignage lucide mais confiant, tournant le dos à l'auto-dénigrement qui prévaut parfois dans ce type d'exercice, *Incorrigiblement communiste* est une lecture nécessaire dans la séquence qui s'ouvre.

Coup d'État contre les départements, réforme territoriale : l'impasse technocratique



Les Éditions de l'atelier, 2014

CHRISTIAN FAVIER

PAR LÉO PURGUETTE

Écrit à la première personne, ce livre propose au lecteur dès les premières pages d'aborder la question de la réforme territoriale à la lumière de l'expérience d'un élu de terrain : Christian Favier, président communiste du conseil général du Val-de-Marne et sénateur. À travers des exemples concrets glanés dans son département, dans son propre canton, l'élu bat en brèche l'argumentaire bâti autour de l'idée du millefeuille territorial. Un concept « tarte à la crème » pour l'auteur qui souligne l'existence de doublons essentiellement liés au désengagement de l'État. En donnant à voir la diversité des collectivités existant en Europe, il moque les partisans obsessionnels des régions de taille européenne, « un fantôme né des rêveries des cercles technocratiques ». Il rappelle les racines révolutionnaires de l'échelon départemental « ni Land, ni principauté, ni communauté linguistique, le département n'est pas l'enfant d'une autre histoire que celle de la République une et indivisible » et valorise « l'intelligence territoriale » dans les prises d'initiatives et les réalisations locales : le projet de métro périphérique Orbival, le Mac/Val, la co-conception des collèges avec les équipes éducatives et les riverains, la défense du niveau de vie face à l'austérité, la petite enfance... 40% des crèches départementales d'Île-de-France se situent dans le Val-de-Marne. Révolté contre l'humiliation infligée par François Hollande et Manuel Valls aux parlementaires de leur majorité en leur demandant de supprimer la clause générale de compétence quelques mois après l'avoir rétablie, Christian Favier fustige la volonté gouvernementale de « dévitaliser peu à peu les départements », comme le confesse lui-même André Vallini, secrétaire d'État en charge de la réforme territoriale. En évitant l'écueil d'un débat technique réservé aux élus, le président du conseil général du Val-de-Marne replace avec simplicité le glissement technocratique dans sa dimension de classe. « Que gagne-t-on à la suppression des départements et qu'y perd-on ? Qui y gagne et qui y perd ? » Christian Favier, très attaché à la démocratie locale, dessine dans ce livre le portrait d'un département solidaire et d'un élu militant, loin, très loin de l'image du notable accroché à son institution poussiéreuse que les partisans du « big bang territorial » guidés par l'austérité tentent de coler à leurs adversaires. ■

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, La Revue du projet propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

La vie détermine la conscience

Comment comprendre l'histoire des hommes, la biographie des individus comme le développement des sociétés ? D'où faut-il partir ? Quel sera le point de départ de l'analyse ? Par opposition à la « philosophie allemande », Marx et Engels définissent leur conception matérialiste de l'histoire de la manière suivante : « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience ».

PAR FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER

Par opposition complète à la philosophie allemande qui descend du ciel vers la terre, ici on monte de la terre vers le ciel. C'est-à-dire qu'on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, qu'on ne part pas non plus de ce qu'on dit, de ce qu'on pense, de ce qu'on s' imagine, de ce qu'on se représente être les hommes pour en arriver aux hommes en chair et en os ; on part des hommes effectivement actifs, et à partir de leur processus vital effectif, on présente également le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Même les représentations nébuleuses qui se forment dans le cerveau des hommes sont des sublimés⁽¹⁾ nécessaires de leur processus vital matériel, empiriquement constatable⁽²⁾ et rattaché à des présuppositions matérielles⁽³⁾. Ce faisant, la morale, la religion, la métaphysique et le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, cessent de conserver l'apparence de l'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement, ce sont les hommes, en développant leur production matérielle et leur commerce⁽⁴⁾ matériel, qui changent également, en même temps que cette réalité effective qui est la leur, leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience.

Karl Marx, Friedrich Engels, Joseph Weydemeyer, *L'idéologie allemande*, I et II, Les Éditions sociales, Paris, 2014, pp. 299-301, traduction Jean Quétier et Guillaume Fondu

L'HISTOIRE PART DES HOMMES EFFECTIVEMENT ACTIFS

Pour comprendre un individu ou une société, on peut partir de ce que cet individu ou cette société disent du monde et d'eux-mêmes. On jugera alors un individu sur les convictions qui sont les siennes, sur les valeurs qu'il dit avoir. On jugera aussi bien une société sur ses textes constitutionnels et les idéaux qu'elle affiche. La « philosophie allemande », elle aussi, affirme que la vie des individus et des sociétés est la réalisation d'idées. Hegel⁽⁵⁾ considérait par exemple que l'histoire était la réalisation progressive de l'idée de la liberté. Il y aurait d'abord des idées, des conceptions du monde et ensuite la vie elle-même comprise comme réalisation de ces idées. Cette manière de procéder est d'ailleurs très courante. Par exemple, les phénomènes désignés par le terme un peu vague « d'individualisme » (absence de solidarité, indifférence à la souffrance des autres, repli sur la sphère privée, etc.) sont très souvent pensés comme des *conséquences* d'une mentalité, d'une conscience gagnée à des idéaux individualistes. La réalité, la vie, se déduiraient de la conscience.

1845-1846 : SORTIR DE LA PHILOSOPHIE

Marx et Engels rédigent les différents manuscrits qui composent *L'Idéologie allemande* entre 1845 et 1846. Alors qu'ils baignaient encore jusque-là dans l'univers de la philosophie allemande (Marx avait soutenu une thèse de philosophie en 1841), ces années marquent leur rupture avec une discipline jugée abstraite et éloignée de l'étude du monde réel. Comme l'écrit Marx en 1845 : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le changer » (*Thèses sur Feuerbach*, XI). L'ambition de *L'Idéologie allemande* est alors de fonder la science de l'histoire en s'appuyant sur l'analyse des rapports de production.

C'est cette conception de l'histoire que Marx et Engels cherchent à combattre dans *L'Idéologie allemande*. Leur propre conception de l'histoire, matérialiste, ne part pas des idées ou de la conscience pour comprendre le monde, elle « part des hommes effectivement actifs », de leur « processus vital effectif ». De quoi s'agit-il ? Ce « processus » n'est rien d'autre que la condition de possibilité de toute société, à savoir la production de moyens de subsistance⁽⁶⁾, la production de la vie elle-même. Pour Marx et Engels, c'est de là qu'il faut partir pour comprendre l'histoire humaine.

LA CONSCIENCE DÉRIVE DE L'ACTIVITÉ SOCIALE

Les idées, les pensées et la conscience apparaissent alors comme dérivées de cette activité sociale de production. Elles ne sont que des « reflets » et des « échos » du processus vital ; elles ne l'expliquent pas. Partir d'elles, c'est donc prendre les choses à l'envers. La vérité des sociétés libérales par exemple n'est pas dans leurs déclarations de droits ni dans leurs valeurs officielles, mais dans la réalité de leurs rapports sociaux. Et l'écart est souvent abyssal ; les déclarations de liberté ne doivent pas faire oublier que la société « libérale » américaine par exemple fut aussi une société esclavagiste puis ségrégationniste. Autre exemple, ce que l'on appelle « individualisme » n'a pas sa source dans une conscience individualiste, mais dans l'ordre de la production. Les nouvelles techniques de management qui opposent de façon systématique les salariés, la concurrence pour l'emploi, etc. sont, pour une bonne part, à l'origine des comportements « individualistes ». La philosophie allemande prend donc tout à l'envers. Elle ne voit pas que son point de départ est déjà le résultat d'un processus. Elle est aveugle à ses pro-

pres présuppositions. Idées, définitions, pensées, sont des « sublimés » du « processus vital matériel ». Il est parfois difficile de le voir, mais Marx et Engels soutiennent que même les représentations les plus « nébuleuses », les élaborations philosophiques les plus abstraites, celles qui semblent les plus étrangères à toute pratique humaine matérielle, en dérivent cependant. Dans un ouvrage intitulé *L'Essence du christianisme*, Ludwig Feuerbach⁽⁷⁾ (1841) expliquait que l'aliénation religieuse provenait d'une erreur de jugement : on ne se rend pas compte que les qualités que l'on attribue à Dieu (intelligence infinie, amour infini, volonté infinie) sont en réalité celles de l'homme, compris non pas comme individu mais comme genre humain. Pour Feuerbach, une fois que l'on a pris conscience du malentendu sur lequel repose la religion, l'illusion religieuse se dissipe. Là encore, procéder comme le fait Feuerbach c'est considérer que ce sont les idées qui meuvent le monde. C'est ne pas voir que, comme le dit Marx, « exiger de mettre un terme aux illusions qu'on se fait sur son propre état, c'est exiger de mettre un terme à un état qui a besoin d'illusions » (*Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Introduction, 1843). C'est donc négliger le fait que la misère sociale joue un rôle central dans l'émergence des idées religieuses.

LA PRODUCTION, PLUS DÉTERMINANTE QUE LES IDÉES

La métaphore du « reflet » ne doit pas laisser penser cependant que les idées ne jouent aucun rôle dans l'histoire. Au contraire, Engels écrit dans une lettre à Joseph Bloch en date du 21-22 septembre 1890 : « Les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes effectives dans le cerveau des participants, théories politiques,

juridiques, philosophiques, visions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques ». Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), Marx décrit par exemple la manière dont les traditions politiques anciennes peuvent continuer à peser sur le développement historique, même si le mode de production qui les accompagne a complètement changé. L'économie antique n'a pas grand-chose à voir avec celle de la fin du XVIII^e siècle, pourtant les révolutionnaires français de 1789 se sont drapés « dans le costume de la République romaine ». La conception matérialiste de l'histoire nous invite donc à prendre en considération une combinaison de facteurs économiques et idéologiques, parfois complexe. Seulement, l'efficacité des idées est subordonnée à ce facteur déterminant « en dernière instance » qu'est la production de la vie réelle. De multiples causes expliquent le devenir historique, mais toutes n'ont pas le même poids. On a souvent résumé le propos de Marx et Engels en affirmant que la production (la base) était plus déterminante que les idées (la superstructure). ■

Notes de *La Revue du projet*

(1) - En chimie, le sublimé est le résultat d'une sublimation, c'est-à-dire d'une opération consistant à faire passer un corps de l'état solide à l'état gazeux.

(2) - Dont on peut faire l'expérience.

(3) - La philosophie de Hegel avait pour ambition de proposer un commencement absolu, de ne partir de rien d'autre qu'elle-même. Chez Marx et Engels, les présuppositions matérielles sont au contraire ce qui ancre le savoir dans la réalité, elles écartent ainsi l'écueil d'une réflexion spéculative tournant à vide.

(4) - Dans *L'Idéologie allemande*, le terme « commerce » désigne la manière dont les hommes ont commerce les uns avec les autres, il ne faut pas le comprendre dans le seul sens restreint de l'activité marchande.

(5) - Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770 - 1831) est un des principaux représentants de l'idéalisme allemand. Critiquant sa philosophie, Marx cherchera néanmoins à dégager le « noyau rationnel » de la dialectique hégélienne.

(6) - Sur ce point, nous renvoyons au commentaire développé dans le numéro 39 de *La Revue du Projet*.

(7) - Ludwig Feuerbach (1804-1872), philosophe matérialiste allemand. Marx partagera pendant un temps ses opinions, avant de s'en éloigner.

CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE



En ligne sur : <http://projet.pcf.fr>

CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ !

« BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE ! »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition.

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSÉZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS. OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Portable : Adresse électronique :

Profession :

Centre d'intérêt et/ou compétences :

LA REVUE DU PROJET
BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/10 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

- Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet»
 Standard : 56 € Chômeurs/étudiants : 40 € Souscription : 72 €

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE
Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

Association Paul-Langevin

Administration & abonnements : 6, avenue Mathurin-Moreau 75167 Paris cedex 19 – Tél. : 01 40 40 12 34
N° de compte : La Banque postale 5269700R020

LA REVUE DU PROJET REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Je coche le prélèvement souhaité et remplis les cases ci-dessous à l'aide d'un RIB

- Standard : 4 X 14 € = 56 € Chômeurs/étudiants : 4 X 10 € = 40 € Souscription : 4 X 18 € = 72 €

Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.

L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.

Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement, renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).

DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à l'annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code	Code	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n°80 du 11/04/1980 de la Commission Informatique et libertés.

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

N° national d'émetteur :
530622

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS ET LIBERTÉS

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Social, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
explorer, confronter, émouvoir
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Clément Garcia
Vice-rédacteur en chef



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



Léo Purguette
Vice-rédacteur en chef
Travail de secteurs



Jean Quéfier
Vice-rédacteur en chef
Lectrices & lecteurs



Gérard Streiff
Vice-rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



**Marine
Roussillon**
Critiques



Maxime Cochard
Critiques



Côme Simien
Histoire



Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte



Nicolas Dutent
Mouvement réel
Regard



Francis Combes
Poésies



Franck Delorieu
Poésies



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Anthony Maranghi
Revue des média
Communication



Alain Vermeersch
Revue des média



Pierre Crépel
Sciences



Michaël Orand
Statistiques



Alexandre Fleuret
Vidéo



Vincent Borda
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Parti communiste français